

**Dans l'ombre d'une section militaire officielle :
la Section Défense des libertaires catalans
pendant la guerre civile espagnole (1937-1938)**



*Timbre, Por la victoria, disciplina y mando único,
Ruiz, 1938*

SOMMAIRE

- Liste des abréviations	p.3
- Introduction	p.4
- Première partie :	p.11
- Deuxième partie	p.71
- Troisième partie	p.126
- Conclusion	p.163
- Sources	p.167
- Bibliographie	p.168
- Table des matières	p.175

LISTE DES ABREVIATIONS

- CEML : Comité Exécutif du Mouvement Libertaire
- CN : Comité Nationale
- CNT : Confédération Nationale du Travail
- CR : Comité régional
- FAI : Fédération Anarchiste Ibérique
- JJLL : Jeunesses Libertaires
- PC : Parti Communiste
- PSUC : Parti Socialiste Unifié de Catalogne
- SC : Section de Coordination
- SD : Section Défense
- SSM : Sous-Section Militaire

INTRODUCTION

Évoquer l'anarchisme espagnol, de ce côté-là de la frontière, renvoie bien souvent à certaines images, à certaines représentations idéalisées ou parfois réductrices : celles des collectivisations, de l'abolition de l'argent ou de la lutte contre l'armée franquiste. Bien qu'avérés, ces exemples masquent pourtant une réalité plus complexe et l'on se surprendrait d'apprendre combien d'efforts déployèrent les organisations anarchistes espagnoles (FAI et CNT) pendant la guerre civile espagnole pour discipliner, militariser leurs militants et leurs structures de fonctionnement. Aussi, s'intéresser à la situation des anarchistes face à cette militarisation en Catalogne -là où son implantation fut la plus importante- pour les années 1937 et 1938, demande donc quelques explications pour comprendre ce paradoxe. Opposé par principe à l'État et toute forme de domination, de hiérarchie, l'anarchisme semble d'emblée incompatible avec l'idée de militarisation, c'est à dire la volonté de structurer, d'organiser des groupes ou des institutions de façon militaire. Le contexte de la guerre civile, en cette année 1937, aide à comprendre cette contradiction : le coup d'État orchestré par les militaires contre la République le 18 juillet 1936 avait trouvé une résistance insoupçonnée dans plusieurs régions du pays, dont la Catalogne. Dans cette région, à laquelle la République avait accordé un statut d'autonomie, l'hégémonie des fédérations anarchistes, la FAI (*Federación Anarquista Ibérica*) et la CNT (*Confederación Nacional del Trabajado*) était indiscutable. Au lendemain du coup d'État, en même temps que les milices anarchistes se préparaient pour partir lutter sur le front de Saragosse, s'amorçait dans toute la région un mouvement révolutionnaire et ouvrier qui allait mettre en pratique tous les idéaux libertaires. Appuyés par les milices ouvrières, des comités locaux apparaissaient dans chaque ville ou village pour mener à bien cette révolution et épurer le territoire de ses membres fascistes ou considérés comme tels. Au niveau régional s'était créé le Comité Central de Milices Antifascistes (CCMA) qui réunissait tous les partis du Front Populaire et à l'intérieur duquel la CNT conservait une place prépondérante ; le CCMA avait pour mission de gérer le maintien de l'ordre, l'organisation de la guerre et celle du processus révolutionnaire. La *Genaralitat*, le gouvernement légal et républicain de la Catalogne, n'avait pourtant pas disparu mais se trouvait, *de facto*, dans une position très subsidiaire, dans l'ombre du CCMA. Les

principales figures des différents partis politiques ou syndicats prirent rapidement conscience (dès la fin de l'été 1936) des limites d'une telle organisation : le doublon Généralité-CCMA apparaissait comme une incongruité et le contexte de guerre obligeait à une union des diverses forces pour gagner en efficacité. La toute puissante CNT dut donc se positionner face à ces deux grandes questions : la place qu'elle devait occuper au sein du nouveau pouvoir et celle de la mise en place d'une armée unifiée. Or, ces deux problèmes s'avéraient épineux pour les anarchistes : la participation à un gouvernement et la militarisation des milices populaires, opposées à l'uniforme, à la hiérarchie et au commandement vertical, allaient à l'encontre de ses principes les plus élémentaires. Poussés par la conjoncture, c'est pourtant cette voie là que décidèrent de prendre les dirigeants cénétistes à l'automne 1936 : en septembre, les anarchistes entraient dans le gouvernement catalan et en novembre dans le gouvernement central ; à l'automne de cette même année commençait, avec l'accord des dirigeants anarchistes, un processus impulsé par les forces républicaine et communiste, celui de la militarisation des milices ouvrières au sein d'une Armée Populaire de la République (ERP). Malgré l'émoi et les contestations qu'elle put susciter, la participation gouvernementale de la CNT put se faire sans entrave majeure. La question de la militarisation des milices, en revanche, déclencha des réactions beaucoup plus radicales et contestataires. L'année 1937 s'ouvre donc sur fond d'oppositions et de divisions entre les bases anarchistes (miliciens ouvriers, comités locaux...) d'une part, et les dirigeants cénétistes, républicains et communistes d'autre part. Ce clivage alla en augmentant tout au long de l'année 1937 comme le prouvent les événements de mai où s'affrontèrent violemment les forces anarchistes et les troupes républicaines. Les dissensions ne disparurent pas et se calmèrent d'autant moins que le gouvernement de la Generalitat, soucieux de reconstruire la légitimité des institutions républicaines et d'optimiser l'efficacité des efforts de guerre, décida ensuite d'étendre la militarisation à toute la société pour que puisse advenir la victoire de ce qui allait devenir le Front Populaire antifasciste face aux armées franquistes. En août 1938, un décret gouvernemental imposait la militarisation de l'Industrie de guerre et des ports maritimes : la République achevait ainsi la mise au pas de l'ensemble de la société. Cette entreprise, qui avait débouché sur l'avortement du processus révolutionnaire à l'œuvre en Catalogne et suscité tant de conflits à l'encontre et au sein de la mouvance anarchiste, avait paradoxalement,

reçu le soutien constant des comités supérieurs de la FAI et de la CNT qui avaient eux-mêmes procédé à la militarisation de leurs organisations.

Le choix de s'intéresser à la guerre civile espagnole et plus précisément à ce phénomène de la militarisation, aux réactions qu'il a suscitées ou aux raisons qui l'ont justifié tient à des raisons personnelles, familiales et professionnelles. Il s'explique aussi par le fait que, au sein de l'immense historiographie existant sur la période, ce processus -et notamment pendant la deuxième partie de la guerre civile, en 1937 et 1938- semble avoir été moins traité. Si l'historiographie franquiste a pu, des années durant, imposer la vision des vainqueurs, celle de la croisade salvatrice entreprise contre le danger révolutionnaire, celle des vaincus, en exil, s'est plus attachée à poursuivre le combat depuis l'étranger en donnant sa version, en pointant les culpabilités des uns et des autres qui ont mené à l'issue tragique. Avant que ces travaux ne fassent l'objet d'un renouveau, notamment impulsé par les apports de l'histoire sociale puis culturelle, les historiens étrangers -et notamment anglo-saxons- ont porté, à partir des années 1960, leur attention sur ce conflit dominé par la version des vainqueurs. Avec la mort du dictateur, l'historiographie s'est chargée des valeurs qu'affichait la période de la Transition démocratique, celles du consensus et de la réconciliation : la guerre civile avait été une folie, une guerre fratricide où les culpabilités étaient partagées. Dans les grandes synthèses, les historiens s'intéressaient aux positionnements et aux évolutions des protagonistes, des partis et des grandes organisations. Parmi celles-ci se trouve une grande absente, une organisation restée dans l'ombre de la curiosité historique et qui s'avère pourtant incontournable pour qui s'intéresse aux libertaires de cette deuxième période de la guerre civile espagnole : la Section Défense. On peut donc s'étonner que ces études, comme celles qui suivirent dans les décennies postérieures, ne se soient pas -ou tellement peu- intéressées à cet organisme mis en place par la CNT-FAI en 1937 pour gérer les questions militaires. Aussi, s'intéresser à la question des anarchistes et de la militarisation en nous basant sur les sources de cette structure nous avait semblé pertinent et susceptible de pouvoir fournir quelques modestes apports à l'historiographie de la guerre d'Espagne. Puis, progressivement, notre attention s'est portée sur la structure en elle-même, sur son rôle, son fonctionnement, la nature et l'étendue de ses prérogatives : le corpus s'est transformé en objet de recherche.

C'est donc principalement sur la Section Défense que nous avons choisi de travailler dans le cadre de ce M2. Si nous avons pu nous procurer certaines sources portant sur la militarisation et les réactions qu'avait suscité ce bouleversement chez les libertaires, la recherche de documentation portant sur la Section Défense s'est avérée encore plus fournie et notre curiosité pour cette structure peu commentée nous a conduit à envisager un angle d'approche différent pour notre étude. En effet, l'analyse de ses rapports, de ses correspondances et de ses procès-verbaux nous a laissé penser que les activités de cet organisme avaient une importance supérieure à celle qu'en avait retenu l'historiographie. Dans la plupart des travaux historiens, le rôle de la section -quand il était évoqué- se réduisait à la formule ambiguë de « gérer les affaires de la guerre ». Quelques rares historiens, comme François Godicheau avaient souligné ses missions dans les domaines logistiques (pourvoir aux besoins des soldats sur le front) ou ses interventions dans la défense et la nomination des responsables militaires ; en plus de cette description, l'historien précisait qu'elle servait de vitrine officielle à l'appareil clandestin des libertaires qu'il décrivait. Ces quelques commentaires, confrontés à nos sources, nous ont amenés à nous interroger sur le véritable rôle de cette structure, sur l'étendue de ses compétences à une époque où le mouvement libertaire connaissait des changements sans précédents et que la militarisation gagnait l'ensemble de la société.

Les sources collectées à ce sujet proviennent du Centre de Documentation pour la Mémoire Historique (CDMH) de Salamanque et de l'Institut International d'Histoire Social (IISH) d'Amsterdam. Les premiers documents trouvés montraient l'importance du rôle joué par la Section Défense dans la politique de militarisation. De façon plus étonnante, elles pouvaient présenter des contenus qui relevaient davantage d'un service de renseignement que d'une structure consacrée à la logistique et à l'affectation militaire. Ces constatations et les mentions historiographiques suscitèrent alors de nouvelles recherches documentaires et divers questionnements : dans quel but la Section Défense avait-elle été créée ? Comment et avec quelle efficacité avait-elle fait face aux diverses oppositions anti-militaristes qui surgissaient au sein des troupes confédérales ? Ses missions avaient-elles évolué avec l'avancée et la dégradation du conflit ? Quelle était la nature exacte du rapport qu'elle entretenait avec la cellule clandestine des libertaires ?

Nous nous interrogeons donc sur les défis et les enjeux qui avaient marqué cet organisme militaire à une époque où la guerre devenait totale, où la centralisation s'intensifiait toujours plus, où la politique libertaire connaissait des changements radicaux. Le but était de comprendre quelle place avait occupé la section dans les orientations stratégiques et politiques fixées par le Comité National ou le Comité Régional, ce qui pouvait se traduire par la problématique suivante : Quel rôle précis a joué la Section Défense catalane dans les stratégies politico-militaires des dirigeants libertaires entre 1937 et 1938 ?

Après une analyse de nos sources et en les juxtaposant au contexte historique et aux enjeux de l'époque, nous nous sommes lancés dans notre étude pour mesurer la viabilité de notre hypothèse de départ : plus qu'un organisme cantonné aux questions d'affectations et d'assistance militaires, la Section Défense fut un outil fondamental dans la politique de militarisation totale décidée par les comités supérieurs libertaires. Pour ce faire et compte tenu de notre sujet, de cette rareté historiographique, nous avons choisi de procéder de façon classique : le premier dépouillement que nous avons effectué visait simplement à identifier dates, expéditeurs et destinataires en prêtant une attention particulière à tout ce qui, dans les contenus, pouvait relever de la militarisation, de la contestation ou de la discipline. Très vite, notre démarche a consisté à clarifier l'organigramme de la Section et à comprendre son fonctionnement. De multiples ratissages des sources dont nous disposions nous ont aidés à faire des schémas pour mettre en évidence les différents changements survenus dans la Section. Toutes les sources ont été ensuite classées chronologiquement. Pour accompagner et faciliter la lecture critique de cette documentation, nous avons ensuite confronté chaque source au contexte historique dans lequel elle avait été écrite ; le but était de nous aider à savoir ce qu'elles cachaient, ce que cette juxtaposition pouvait révéler. Cette méthode de travail, ces croisements et classements, nous ont aussi permis de dégager quelques thématiques convergentes et utiles comme la militarisation, la dimension politique ou stratégique, les rivalités et oppositions de toutes sortes.

Nous tâcherons d'utiliser notre corpus de sources pour mesurer le degré d'implication de la Section Défense catalane dans la politique générale des libertaires de cette époque et apprécier la viabilité de notre hypothèse de départ. Pour ce faire,

nous étudierons donc, dans une première partie, comment et pourquoi la Section a affronté l'enjeu que représentaient la militarisation des milices et l'acceptation de la discipline militaire. Parce que dans ce conflit la politique est indéfectiblement liée aux questions de défense, nous consacrerons la deuxième partie à la dimension politique des activités de la Section Défense catalane et porterons une attention spéciale à son rôle dans l'appareil conspiratif mis en place par les comités supérieurs libertaires. Enfin, la dernière partie s'interrogera sur l'enjeu que put constituer la SD dans les oppositions politiques qui agitèrent les comités supérieurs du mouvement libertaire durant l'été 1938.

PREMIERE PARTIE : La Section Défense face aux enjeux de la militarisation.

Après l'échec du coup d'État militaire du 19 juillet 1936, le peuple de Barcelone et de Catalogne s'était spontanément mobilisé et, par camions entiers, s'était dirigé vers Saragosse pour lutter contre l'ennemi. Dans l'enthousiasme de cette première victoire, ces militants concrétisaient leurs idéaux révolutionnaires en collectivisant les terres des villages aragonais conquis et en instaurant des comités qui détenaient désormais le pouvoir. En quelques jours, ces milliers d'hommes avaient ainsi constitué des milices populaires auxquelles ils avaient donné le nom de celui qui les dirigeait (Durruti, Ascaso, Ortiz...) ou un nom symbolique (*los Aguiluchos, Roja y negra*, la valencienne Colonne de Fer...). Chacune de ces colonnes avait une couleur politique ou syndicale. Celles que nous venons de citer étaient anarchistes et anarcho-syndicalistes. D'autres étaient composées des communistes anti-staliniens du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), de la gauche républicaine et nationaliste (la colonne Macià-Company) ou des communistes catalans du PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne). En 1936, ces colonnes totalisaient environ 25000 miliciens².

Loin de respecter le modèle des divisions militaires traditionnelles, chaque colonne libertaire (ou « confédérale ») se composait de centuries (une centaine de miliciens ou 10 groupes), elles-mêmes composées de groupes (de 10 hommes). Chaque groupe, chaque centurie, chaque colonne élisait son chef, le délégué (*e/ delegado*). L'antimilitarisme qui caractérisait ces milices s'expliquait logiquement par la pensée libertaire, qui, égalitariste et rétive à toute forme d'autorité, proscrivait l'idée de hiérarchie, de discipline et des codes martiaux typiques de cette Armée putschiste, ennemie du Peuple et du progrès. Dans les faits, cette conception se traduisait de plusieurs façons : on refusait le port de l'uniforme, les grades, le salut militaire ; les chefs élus (et donc révocables) étaient tutoyés, leur salaire ne différait en rien des autres miliciens. Les décisions militaires et stratégiques que pouvaient prendre les délégués devaient au préalable être discutés avec les miliciens³.

2 Sur les questions des effectifs, de la direction, de l'emplacement et de l'armement des milices, voir GUARNER, Vicente, *Cataluña en la guerra de España*, G. del Toro, Madrid, 1975, p.161-180 et ALPERT, Michael, *El Ejército popular de la República*, Crítica contrastes, Madrid, 2007(réed.) p. 46-47.

3 BOLLOTEN, Burnett, *La guerra civil española*, Alianza editorial, Madrid, 1989, p. 511-516.

Dans un premier temps, ce modèle libertaire de milices populaires et révolutionnaires avait le soutien de la CNT-FAI, mais très vite il montra ses limites. Si de nombreux acteurs de l'époque (chefs libertaires ou non) ont souligné l'héroïsme et la bravoure dont pouvaient faire preuve ces miliciens, ce sont leur désorganisation et leur refus de discipline qui étaient mis en cause et désignés comme les raisons des premiers revers militaires. Dès la fin de l'été 1936, les dirigeants libertaires prirent conscience de la nécessité d'imposer discipline et obéissance dans les troupes. Cela fut rapidement relayé par les organes de presse anarcho-syndicalistes qui tentèrent de démontrer l'incompatibilité qui existait entre le maintien de la doctrine anarchiste et la bonne conduite d'une guerre qu'avaient accepté de livrer les libertaires eux-mêmes⁴. Ce besoin de recourir à la discipline et à l'obéissance fut plus rapidement ressenti et accepté sur le front central où s'étaient concentrés les combats les plus nombreux et où la désorganisation des milices avaient entraîné le plus de pertes humaines que sur celui d'Aragon qui s'était stabilisé.

C'est dans ce contexte et pour pallier à ces déficiences que les dirigeants libertaires avaient décidé d'entrer aux gouvernements catalan et central (pour pouvoir influencer sur les décisions militaires) et d'accepter, en octobre, les décrets de militarisation des milices. Si l'entrée de la CNT aux gouvernements avait été dans l'ensemble comprise ou tolérée par les militants, la militarisation des milices, c'est à dire la transformation des colonnes en divisions et bataillons militaires obéissant à une discipline martiale, fut plus difficilement admise et ce, en dépit du maintien d'unités strictement confédérales, et non mixtes, disposition qu'avaient obtenu les dirigeants libertaires du gouvernement Largo Caballero⁵. Soumises aux ordres militaires de l'État Major central, ces divisions libertaires continuaient, par conséquent, à être gérées par la CNT.

Nous nous intéresserons donc à la façon dont les libertaires, au sein de la Section Défense qu'ils créèrent au début de l'année 1937, firent face à cette militarisation, aux problèmes et aux enjeux qu'elle supposait. Pour ce faire, nous nous attacherons donc, dans un premier temps, à évoquer le contexte et les circonstances de la genèse de cette section en focalisant particulièrement notre attention sur le mois charnière de février, lorsque s'accéléra le processus de

4 Ibid, p. 427-429

5 Ibidem, p. 521-522

transformation des milices populaires et que fut créée la Section. Nous aborderons ensuite les différentes manifestations d'opposition à la militarisation telles qu'elles apparaissent en 1937 dans les seules sources de la SD ; cette démarche nous permettra de considérer les divers moyens mis en œuvre par la Section pour solutionner ces problèmes. L'année 1938, marquée par les âpres batailles d'Aragon et de l'Ebre, occupera la dernière sous-partie dans laquelle nous nous interrogerons sur la permanence des oppositions libertaires à la militarisation pour mieux apprécier l'efficacité de l'action de la Section Défense.

1. La naissance de la Section Défense et son rôle dans la militarisation (janvier-mai 1937)

a) Du comité de guerre à la Section Défense : la naissance de la SD

Bien que les sources montrent quelques variations sur ce point, on peut affirmer que la Section Défense fut créée au tout début de l'année 1937 : un rapport daté de mai⁶ situe sa naissance à la mi février : « *Esta Sección se constituyó a mediados de febrero aproximadamente* » ; un autre⁷, antérieur et donc plus crédible, la fixe à la date précise du 22 janvier 1937. Son premier nom fut *Comité de guerra* : en ce sens, elle reprenait le nom et l'organisation d'une structure préexistante. Jusqu'alors, le Comité de guerre réunissait en effet les délégués des groupes et centuriers des colonnes de miliciens libertaires. Il se composait, tout comme le fera la Section Défense, de plusieurs sous-sections qui répondaient aux besoins des miliciens⁸. Une différence notoire apparaît cependant entre les deux structures : si l'ancien Comité de guerre avaient des délégués élus, et donc révocables, le nouveau voit ses dirigeants désignés par les comités supérieurs :

« Esta sección se constituyó a mediados de febrero aproximadamente. En una reunión de comités se convocó, a instancias del compañero Leval, se constituyera el Comoté [sic] de Guerra, como inicialmente se llamó y fueron designados los camaradas Ascaso y Huix por el Comité regional de la C.N.T y Picas y Grunfeld por el Comité Regional de la F.A.I. »

6 *Causas que motivaron la creación del Comité de guerra (hoy Sección Defensa) de los comités regionales CNT-FAI*, mai 1937, CDMH, PSB 378.

7 *Informes de los datos más salientes que obran en nuestro poder y que han sido planteados en el transcurso de nuestra actuación*, 2/2/1937, CDMH, PSB 378,4.

8 Bollothen, op.cit, p.426

Dès sa création, la Section Défense incarne donc le changement de politique décidé par les comités supérieurs libertaires : les principes anarchistes qui caractérisaient l'organisation des milices et de la guerre devaient s'effacer face à un ordre nouveau où la hiérarchisation devait s'imposer comme le montrent les premières nominations, venues d'en haut, décidées pour le tout nouveau Comité de guerre.

A cela, il convient d'ajouter la volonté des dirigeants libertaires de donner au nouvel organisme un caractère exécutif, rompant ainsi avec les pratiques démocratiques qui avaient cours jusque là au sein des troupes confédérales. Le procès verbal⁹ de la « *reunión de comités* » qui a donné naissance à ce nouveau Comité de guerre¹⁰ montre clairement cette volonté : « *ésta es la reunión que nosotros habíamos pedido muchas veces y es la que tiene que servir para determinar nuestro radio de acción sobre lo que nosotros nos compete y hasta donde puede llegar nuestro poder ejecutivo* ». Après de multiples échanges sur les futures attributions de la section, le représentant du conseil régional des Jeunesses Libertaires (CR JJLL) annonçait : « *La Comisión de guerra, lo que habéis de ejecutar es aprovechar los elementos que tenemos en la Organización, condensar sus actividades y montar una verdadera oficina desde la cual podéis estudiar y ejecutar lo que convenga* ». La genèse de la Section Défense s'inscrit donc dans ce double mouvement : la volonté d'imposer un fonctionnement plus vertical et discipliné à ses milices (par son pouvoir exécutif) et de « condenser », c'est à dire de reprendre à son profit et de centraliser des « activités » dévolues jusque-là à plusieurs comités épars.

Alors même que des contestations violentes à la militarisation agitaient toutes les colonnes confédérales, une telle création -avec ce qu'elle supposait comme bouleversements et ruptures- pouvait susciter de multiples craintes et interrogations. Lors de cette même réunion, Ascaso demandait « *Si nosotros tenemos de hacer una intervención, y los compañeros que van a asumir los mandos de las columnas, no nos conocen, ¿Queréis decir que nos permitirán realizar nuestra misión ?* ». Il

9 Réunion del comité regional de Cataluña conjuntamente con la comisión de guerra, C.R de JJLL, celebrada el día 16/2/1937 a las diez de la noche, IISH, CNT pq 85c

10 A cette date, les appellations diffèrent encore souvent, parfois même au sein d'un même document, entre Comité de guerra et Comisión de guerra.

convenait donc non seulement de communiquer la création de la nouvelle structure mais aussi de rassurer les troupes, les comités et éviter qu'ils ne réagissent face aux bouleversements que ladite structure allait inmanquablement entraîner. C'est ainsi qu'il faut interpréter les tournures vagues et générales de sa description dans le projet de communiqué contenu dans le même document¹¹ :

« Habiéndose producido un exceso de trabajo, para poder atenuar la aglomeración del mismo que sobre algunos Comités de sumas responsabilidades recaía, se ha creado un -Comité de Guerra- [sic] para que resuelva lo que crea conveniente ; sin que para esto tenga que rozar la sensibilidad de ningún compañero y mucho menos allanar terrenos que por ser competencia de otros Comités, -como el de Guerra¹²-, por ejemplo le sea vedado en algunos casos ».

L'ambiguïté qui entoure la description des prérogatives de cette *Comisión de guerra* n'était pas involontaire et il semble évident que le fonctionnement et les missions du nouvel organisme ne pouvaient qu'empiéter sur ceux de l'ancien Comité de guerre et le condamner à disparaître. D'ailleurs, les dirigeants posaient d'emblée la primauté de la nouvelle structure sur l'ancienne : si, au sein de cette dernière, *« ejecutan o mandan ejecutar [algo que] puede ser muy bien contra de lo acordado por nuestro Comité de Guerra, si esto se comprueba vuelve a repetir, se procurará rápidamente zanjar [zanjar] esa coacción »*¹³.

Outre le nom définitif à donner à la section¹⁴, un détail restait à régler : celui de l'officialisation, de la légalisation de la nouvelle structure militaire. Ce nouveau comité de guerre, qui existait depuis peu et opérait encore de façon officieuse, réunissait principalement les hommes présents à cette fameuse réunion du 16 février 1937, ceux-là même qui deviendront les cadres les plus notoires de la future Section Défense : Huix, « el argentino » (Grunfeld), Picas, Serapio, etc. L'échange qu'il y eut sur le statut officiel que devait avoir la structure (appelée cette fois *Comisión de Defensa*) mérite quelques commentaires :

11 Ibidem

12 Il s'agit du premier modèle, électif et plus démocratique, de Comité de guerre.

13 Ibid

14 L'homonymie qui existait entre les deux comités de guerre posait naturellement problème : d'autres appellations sont envisagées, sans qu'aucune décision ne soit prise, lors de cette réunion. On parle de *Comisión de guerra* (très voisine), de *Comisión de Defensa* et même de *Comité de Defensa* c'est à dire le nom d'une structure anarchiste déjà existante dont on envisage la fusion avec la nouvelle section militaire. Une telle perspective n'est pas anodine et s'avère éloquentes lorsque l'on connaît le caractère stratégique de ces comités de défense anarchistes. Nous y reviendrons.

*« Secretario del CR dice : “ que la Comisión de Defensa tiene que estar en constante relación con el CN, el cual es el que en verdad ha de delimitar sus funciones”. Continúa diciendo : “En realidad, este Comité de Guerra, no ha sido **refrendado** por la Organización, por lo tanto hay que buscar la forma y manera de que sea lo más legal posible, y lo será si está avalada por los Comités de mayor responsabilidad”. »¹⁵*

L'attitude légaliste de ces dirigeants libertaires a de quoi surprendre en ce sens qu'elle révèle un paradoxe : en cherchant à officialiser l'existence (et les missions) de la Commission Défense, en cherchant l'aval des comités supérieurs (et, au premier chef, celui du Comité National), les dirigeants catalans prétendaient s'inscrire dans la légalité, dans les pratiques traditionnelles du mouvement libertaire. Ce vernis légaliste avait naturellement pour objectif de donner une légitimité à cette structure, de la faire accepter plus facilement auprès de miliciens qui étaient déjà au bord de la rupture. Il s'agissait donc, et c'est là le paradoxe, de s'appuyer sur les pratiques anarchistes pour mieux pouvoir les contourner ensuite, « circonstancielllement ». Cette affirmation du représentant du Comité Régional de Catalogne met par ailleurs en lumière un autre aspect intéressant concernant la Section Défense : elle semblerait en effet indiquer que la création de cet organisme vertical et centralisateur est une initiative des Catalans, montrant par là même la réactivité et le protagonisme de ses dirigeants qui, nous le verrons, ne donneront pas toujours la même autorité au CN [comité national] que celle présente dans les lignes de l'actuel secrétaire.

b) Les premières missions de la SD et leur contexte

La réunion déjà évoquée du 16 février avait annoncé clairement l'un des principaux objectifs de la nouvelle structure : *« remendar rápidamente todos los errores [sic] que se hayan podido cometer, vengan de donde vengan »*. Ce dernier segment de phrase désignait implicitement les troupes confédérales et l'agitation qu'elles manifestaient depuis le début de la guerre parfois, depuis l'accélération du processus de militarisation des milices décrété en octobre 1936 surtout. La première

15 Ibidem

occupation de la Section Défense (ou Comité de guerre) fut donc , dans les premiers mois, d'encadrer ce processus de militarisation et de gérer à la fois les troubles qu'il suscitait au sein des colonnes et la désorganisation qui y régnait :

« Motivada la creación de este Comité de Guerra el hechos de continuamente se producían conflictos entre los compañeros del frente [sic] ; contra los que estaban de compras en el extranjero y se notaba una desorganización general en todos los aspectos y actividades guerreras. ¹⁶ » .

Un autre rapport¹⁷ qui fait un bilan du fonctionnement de la section confirme cet aspect : en parlant de l'action de la Section Défense jusqu'à mai 1937, le rapporteur souligne que *« la labor a que se dedicó esta Sección fue la de buscar solución a los discos que surgieron en nuestras Divisiones que no fueron pocos, y no siempre de facil solución »*¹⁸. Ce sont donc les désaccords et les conflits dans les milices en cours de militarisation qui ont monopolisé l'attention de la Section pendant ses premiers mois d'activité. Si le terme de « militarisation » n'apparaît pas explicitement dans les deux citations que nous venons d'évoquer, les détails décrits à d'autres moments ne laissent aucune ambiguïté : le rapport déjà cité du 9 février 1937 parle de la *Columna Tierra y Libertad* en ces termes : *« una de las columnas que más juego nos ha dado por su estado de verdadera descompasión ha sido ésta »*. Après avoir précisé le travail mis en œuvre par la Section -nous y reviendrons-, il précise : *« Los que quedan en la columna aceptan la militarización »*.

Dans quel contexte la Section Défense a-t-elle pris ses fonctions ? Pour mieux comprendre les futures actions de cette structure et les raisons qui ont conduit à son instauration, il conviendrait d'esquisser rapidement un état des lieux des troubles et des tensions qui traversaient les colonnes libertaires durant la période précédant la mi-février 1937. Pour ce faire, nous nous appuierons sur les procès verbaux des réunions de comités, ces assemblées regroupant des organismes variés et plus ou moins nombreux, lesquelles se tenaient plusieurs fois par semaine, souvent le soir,

16 Causas que motivaron la creación del Comité de guerra....CDMH, PSB 378.

17 *Informe que presenta la Sección Defensa al Comité Regional*, PSB378. Le bilan d'activité et la comparaison que fait ce rapport entre l'action d'avant mai 1937 (événements de Barcelone) et celle réalisée après laisse penser qu'il fut rédigé certainement durant l'été 1937.

18 Bien que le sens général de la phrase est de compréhension immédiate, l'utilisation du terme « disco » peut surprendre en espagnol. Peut-être s'agit-il d'une déformation ou abréviation de « discusiones » (conflits, disputes) ou d'une acception plus rare mais référencée dans le DRAE « *Discurso o explicación pesada que se suele repetir con impertinencia* ».

après les combats. Au sein de ces réunions, le comité de guerre, ancienne mouture, tenait place¹⁹.

L'historiographie a souvent commenté le manque de professionnalisme et les excès en tous genres des certaines colonnes confédérales. Cette constatation semblait aussi partagée par nombre de dirigeants anarchistes et anarcho-syndicalistes, qui, après les premiers revers militaires et le choix de la CNT-FAI de soutenir le commandement unique, prenaient conscience des limites du fonctionnement de ces colonnes trop indépendantes. En plus d'une condamnation nette de leur attitude, en utilisant des termes moraux sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, les représentants des différents comités réunis le 2 décembre 1936 réfléchissaient désormais sur les différents moyens envisageables pour mieux contrôler, encadrer et châtier les miliciens responsables de tels troubles :

« Luego la discusión recae en un debate bastante prolongado sobre los hechos que realizan los individuos de la columna de Durruti que cobardemente abandonaron el frente de Madrid, cuya actitud, (según ellos) es debido al trato de desfavor que allí se les hacía, y pretenden hacer una asamblea para justificar su actitud. Como en todas las cosas y en todas las agrupaciones, hay disparidad de criterio entre ellos. Los unos creen que deben incorporarse en el frente de Aragón ; otros creen que para salvar su honorabilidad un poco desprestigiada por su actuación, quieren ir a incorporarse a Madrid otra vez ; y algún sedimiento, afortunadamente muy pocos, se dan la vida de perdidos por aquí cometiendo toda clase de inmoralidades. Sobre esto se establece un vivo debate, que intervienen todos los presentes en la reunión, con diferentes pareceres, entre los cuales se destacaban [sic] la proposición de crear unas compañías disciplinarias para obligar forzosamente a los indeseables, a los traidores, a los cobardes a que fueran al frente en las primeras líneas ; poniéndoles a retaguardia compañeros que vigilaran su actuación, y en caso de alguna felonía, castigarlos severamente. (...) C.R [Comité Regional] promete estudiar el asunto y resolver en consecuencia. (...) Aurelio dice : “ahora que hablamos de los frentes, debería el C.R o quién sea, de obligar a los jefes de columna para que éstos den una relación detallada de todos los compañeros que ellos les dan permiso ; pues aquí, en Barcelona, hay un contingente de milicianos que no se lleva el control de ellos” »²⁰.

19 Il faut noter que tous les comités présents à ces réunion avaient logiquement des activités plus ou moins directement liées à la guerre : on trouvait souvent les représentants de Transports, Approvisionnement, Syndicats, des conseils régionaux des différentes centrales libertaires, le *Conseller de defensa* anarchiste de la Generalitat etc. Autant de secteurs stratégiques dont l'activité et les prérogatives seront absorbées par la Section Défense, contribuant ainsi à la concentration-centralisation, à la militarisation évoquées durant la réunion du 16 février.

20 *Reunión de comités celebrada el 2 de diciembre de 1936*, IISH, CNT pq 85c

A ces dysfonctionnements, à ces pratiques trop autonomes et sans coordination qui avaient cours au sein des colonnes confédérales étaient venues s'ajouter les réactions et oppositions, à la fois menaçantes et croissantes, que suscitaient l'accélération du processus de militarisation et son corollaire, l'approvisionnement en armes et en matériel. Quelques jours à peine après les décrets de militarisation se tint une réunion de comités qui fut des plus houleuses. Les dirigeants libertaires peinèrent à calmer les oppositions venant tant de la *Junta de Defensa de Aragón* (là où les menées révolutionnaires étaient les plus abouties) que des représentants (encore élus) des milices. L'un d'eux « *protesta así mismo de la movilización, que él entiende que es militarización y señala los peligros que pueden ocurrir si se confía el mando de las milicias a determinados individuos y señala como ejemplo lo ocurrido en Rusia. Dice que militarizados los milicianos, si es que éstos permiten militarizarse, cambiaría totalmente el aspecto que tienen ahora; en vez de ser milicianos de la libertad, muy fácilmente se convertirían en tiranos de su pueblo* ». Un autre affirme « *El mal viene de la Organización, que si ésta hubiese consultado antes con los compañeros del frente ese Decreto de militarización, no se hubiera llevado a efecto. Se le hace ver, por parte del CR, que no es militarización sino movilización* »²¹.

La tentative de distinction, à la fois ténue et irréaliste, entre Mobilisation et Militarisation qu'essaya d'établir le CR à plusieurs reprises lors de cette réunion ne pouvait calmer les esprits. A partir de cette période, les oppositions, menaces et critiques de l'Organisation se multiplièrent. En janvier, lorsque le dénuement des soldats et la manque d'armes étaient à leur paroxysme et que la militarisation s'accélérait, un grand nombre de miliciens réfractaires choisit de démissionner d'une charge qui, pour beaucoup d'entre eux, ne reposait encore que sur le volontariat. Dans son rapport, le chef de la 25ème Division, Manzana, faisait alors un premier état des lieux de cette Division si réactive où il venait d'être affecté : « *si a todo lo expuesto [problèmes liés directement ou indirectement à la militarisation²²] se añade la impresión que entre los compañeros produjo la muerte de nuestro querido camarada DURRUTI, vendremos en el conocimiento de la verdadera situación en*

21 Reunión celebrada el 31 de octubre de 1936, IISH, CNT Pq 94c

22 Dans le passage précédant, Manzana, un des premiers chefs nommés (et non élu par ses miliciens donc) avait questionné la communication de l'Organisation sur la militarisation et avait mené une critique sévère du fonctionnement de l'ancien Comité -électif- de Guerre.

*que se encontraba la columna y que determinó el que manifestasen el deseo de regresar a Barcelona y causar baja en la misma unos mil compañeros, entre los cuales figuraban elementos de verdadero valor sindical. Éste fue el estado en que yo encontré la Columna*²³». Un peu plus tard, le nouveau chef de la Colonne avait, selon ses dires, entrepris un travail d'explication visant à rasséréner des miliciens méfiants. En vain : « *A pesar del entusiasmo y abnegación puesta [sic] por mi en esta tarea de elevar la moral de los compañeros y persuadirles de la necesidad de no abandonar el frente , no he podido evitar que unos seiscientos compañeros tomasen la determinación de regresar a Barcelona, cosa que están efectuando estos días* »²⁴. De la même façon, à la mi-janvier, les miliciens anarchistes du Groupe International, hostiles aux changements en cours, se réunirent en assemblée à Pina. Ils signèrent une résolution, accompagnée d'un rapport, qui fut envoyée au CR de Catalogne²⁵. En dépit de quelques timides concessions, les miliciens étrangers réaffirmèrent leur souhait de voir être maintenus l'esprit et les pratiques libertaires sur le front (refus du salut militaire, élection de certains chefs, stricte égalité des primes, participation aux décisions militaires...).

A la veille de la création de la SD, les tensions étaient assez fortes et les réactions assez radicales pour que les comités directeurs des deux centrales libertaires prennent, de façon assez discrète ou officieuse, des dispositions plus tranchées : on interdit les démissions sous peine d'être accusé de trahison, on nomma des chefs et des délégués politiques sans pour autant que n'ait été remplacé officiellement le système électif du Comité de guerre, créant donc à la fois des doublons mais aussi de nouvelles et nombreuses contestations²⁶. C'est donc dans ce contexte qu'il faut replacer la création de cette toute nouvelle structure verticalisée, la future Section Défense, qui prétendait imposer l'ordre et la militarisation à ces milices contestataires.

23 *Informe sobre la Columna Durruti por su responsable Manzana*, Janvier 1937, IISH, CNT pq 94c

24 Ibid

25 *Informe para el Comité Regional de la CNT*, 13/01/1937, IISH, CNT Pq 94c

26 On trouvera plusieurs exemples dans les procès verbaux des réunions de comités, à l'IISH, CNT Pq 85c. En particulier, celui du 16/01/37 (ORTIZ) et du 20/01/37 (PRADES)

c) Les difficultés structurelles des premiers mois

La première difficulté à laquelle se heurta la Section Défense (encore nommée Comité de guerre) fut de nature structurelle. Plusieurs rapports issus de ses services mettent en évidence que son action fut entravée les premiers mois par la multitude de comités qui intervenait déjà sur le front :

« Nuestro trabajo se vió restringido (...) por la variada cantidad de organismos que atendían cuestiones de guerra que se cruzaban en nuestra misión (Ejemplos : existencia del consejo de instructores de guerra, comisiones que iban por cuenta de las juventudes, de los grupos, de Sindicatos) etc. »²⁷.

L'accumulation faite par le rapporteur met en lumière la multiplicité complexe des intervenants sur le front mais elle semble rappeler à nouveau, par opposition et implicitement, un des rôles assignés à la Section Défense et qui participe au processus de militarisation : celui de canaliser, d'unifier et d'optimiser les actions menées jusque là par ces différentes structures. D'autres rapports confirment d'ailleurs cette idée : l'auteur d'un rapport d'activité de 1937, en faisant lui aussi un bilan de ces premiers mois d'action au sein de la SD, revient sur les différentes entraves rencontrées et parle de « *una general predisposición de los compañeros y de los sindicatos a obrar en forma desorganizada y desordenada*²⁸ ». Il ajoute : « *No obstante se inició nuestra actuación procurando coordinar y controlar poco a poco todos los aspectos y actividades de la guerra (...)* ». L'action unificatrice d'une Section Défense dont les dirigeants étaient nommés par les comités supérieurs supposait donc, implicitement, que l'on tournât le dos aux pratiques anarcho-syndicalistes habituelles et plus horizontales. Les mots utilisés dans la documentation de la SD sont sur ce point révélateurs de ce changement en cours en ce début d'année 1937 : les actions menées par les groupes, les commissions des Jeunesses Libertaires ou des syndicats sont assimilées au désordre, à la désorganisation. Les rapporteurs reprennent les termes utilisés par les détracteurs des milices -et des pratiques- libertaires. En ce sens, le discours de la SD s'inscrit pleinement dans les orientations prises par les comités supérieurs qui, en acceptant la militarisation, voulaient imposer au mouvement une plus grande discipline et une organisation plus efficace. Ce dernier adjectif sera d'ailleurs maintes fois convoqué,

²⁷ Op.cit, Causas que motivaron la guerra..., CDMH, PSB 378

²⁸ Informe que presenta a la SD del Comité Nacional, CDMH, PSB 378

dans les archives de la Section Défense, pour justifier les choix et les changements arrêtés en haut lieu. Opposé à ceux de « désordre » et de « désorganisation », c'est donc le mot d' « efficacité » qui sera avancé pour que cessent ces difficultés des premiers mois et pour que la SD puisse mener à bien et totalement son rôle canalisateur : *« Una sección se crea para que una organización pueda atender con eficacia y con pleno conocimiento todos los asuntos referentes a la misma, cosa imposible si los asuntos no se tramitan por donde corresponde »*²⁹.

Il faut préciser qu'une autre difficulté, plus spécifique à la Catalogne, contribuait également à ce manque d'efficacité. Dans cette région, anarchistes et anarcho-syndicalistes étaient entrés au gouvernement de la Generalitat et occupaient notamment le porte-feuille de la Défense (*la Consejería de Defensa*). Si cette position leur donnait une situation privilégiée pour gérer les affaires de la guerre, elle empiétait aussi sur l'activité et les prérogatives de la Section Défense, contribuant aussi, au moins jusqu'au mois de mai (la CNT ne fera plus partie des gouvernements après les événements de mai à Barcelone), aux premières difficultés rencontrées par la SD. Les rapports déjà évoqués précisent que :

*« Desde la creación de esta Sección no tuvimos mucha beligerancia con los asuntos de la guerra por ocupar nuestra Organización la Consejería de Defensa, razón por la cual los camaradas acudían a ella para plantear y resolver por su cuenta y riesgo, todas aquellas cuestiones que en el orden militar se les planteaba, privando así de que esta Sección tuviese conocimiento de los asuntos guerreros y no guardara la debida vinculación en todo aquello que en el orden de la guerra tuviese una relación directa con la Organización »*³⁰.

La position particulière qu'occupaient les cénétistes catalans dans le secteur de la Défense explique donc les débuts laborieux de la nouvelle section mais elle semble aussi mettre en lumière un autre aspect : à l'heure où la militarisation était en cours, appuyée par les Comités Supérieurs de la CNT-FAI, la mise en place d'un nouveau comité était perçue par les Dirigeants de la Défense comme un organisme de plus, une structure qui venait se superposer à ces commissions précédemment évoquées et dont les requêtes constituaient des doublons avec leurs propres activités. Dans son rapport, Grunfeld, le secrétaire de la Section Défense, cite

29 Op.cit, *Causas que motivaron...*, CDMH, PSB 378

30 *Informe que presenta la Sección Defensa al Comité Regional*, CDMH, PSB 378.

comme problème la « *indiferencia por parte de los compañeros de Consejería de Defensa que creían que esto era un comité más y que, puesto que la Consejería estaba en manos de un compañero estaba de más este C. de Guerra. Por lo tanto, por parte de Consejería no se nos suministraba ninguna clase de informes y detalles para organizar ficheros, trabajo, etc. solo más adelante a través de nuestra relación personal logramos algunas cosas bien pequeñas* »³¹.

Tourner le dos aux pratiques horizontales des libertaires (*remendar los errores que se hayan podido cometer*), centraliser l'ensemble des activités liées à la guerre (*condensar las actividades de los elementos de la Organización*), appliquer verticalement les décisions prises en haut lieu (*ejecutar lo que convenga*), telles étaient les principales tâches assignées à la Section Défense lors de sa création. Tous ces objectifs contribuaient à l'imposition et à la construction d'une armée régulière, efficace et hiérarchisée. Section défense et militarisation sont donc indéfectiblement et génétiquement liées : il convient donc de la voir comme une structure créée ad hoc et pas seulement, tel que les rares mentions historiographiques le laissent parfois penser, comme un organisme n'ayant œuvré qu'à une petite partie de ce processus (questions logistiques et affectations). La Section (ou Comité de guerre) avait été instaurée, dans une homonymie peut être volontaire, pour imposer et piloter les changements radicaux qui étaient en cours et pour contenir des oppositions internes de plus en plus virulentes. Après avoir surmonté les premières difficultés structurelles et à partir du moment où les gouvernements se feront sans la participation de la CNT (mai 1937), la Section Défense pourra assurer entièrement les différentes missions qu'on lui avait confiées, se développer et, avant tout, gérer les multiples contestations qui, au sein des unités libertaires, se multiplièrent avec la militarisation et la transformation des colonnes en brigades et divisions.

31 Ibidem.

2. Le réalisme de guerre ou le maintien des idéaux anarchistes : la Section Défense face aux difficultés et aux résistances (1937)

a) La militarisation comme compromis entre nécessité de guerre et préservation des acquis révolutionnaires ?

Nous l'évoquions précédemment, la nécessité de recourir à la transformation et à la militarisation des milices populaires fut plus rapidement ressentie sur les autres fronts espagnols, notamment celui de Madrid : là-bas, les combats faisaient rage dès l'été 1936 ; la désorganisation, le manque de formation de certaines troupes confédérales tout comme l'âpreté des combats qui s'avéraient toujours plus meurtriers, avaient conduit les chefs libertaires (en particulier Mera) à considérer qu'un tel processus était devenu indispensable et vital³². Plus longtemps épargné et riche en troupes libertaires, le front aragonais avait connu une évolution différente. L'opposition au décret d'octobre y fut donc encore plus franche, comme nous l'avons vu. Cependant, là aussi, le sentiment qu'une telle transformation était devenue nécessaire finit par s'imposer aux yeux de plusieurs chefs et délégués politiques, ceux-là mêmes qui, évolueront au contact voire au sein de la Section Défense.

Dès l'hiver, ces derniers s'étaient réunis suite à la publication d'un nouveau décret sur la mobilisation et la restructuration des colonnes. Bien que le procès verbal de cette assemblée laisse apparaître des divergences, il montre avant tout une évolution des positionnements³³. Bien entendu, l'une des premières raisons qui justifiait cette acceptation était de pouvoir enfin bénéficier de ces armes qui faisaient si cruellement défaut sur le front : Ascaso déclare ainsi que « *repetidas veces los "Asiáticos" [les Russes] nos han asegurado que si aceptamos la DISCIPLINA y nos militarizamos, que tendríamos armas de todas clases ...!* ». Si certains restent hostiles à cette militarisation, comme Albadetrecu (dont nous reparlerons) ou Campos (« *antes que guerrero soy anarquista* »), d'autres, plus nombreux et en dépit de quelques variations, se montrent plus enclins à accepter cette restructuration et le recours à la discipline. Certains, comme Jover, posent la nécessité de transformer

32 Voir BOLLOTTEN, Op.cit, *La guerra civil...*

33 *Reunión de comités, Consejero, consejales y Jefes de Columna*, 18/12/36, IISH CNT Pq 85c

les colonnes pour prendre, au plus vite, le commandement de ces unités qui devront -c'est là leur préoccupation première- rester strictement confédérales : « *Y repiten que las circunstancias nos obligan y exigen de nosotros que constituyamos el ejército regular y que tomemos los mandos* ». A côté de ceux qui tentent une synthèse peu évidente (« *Hágase disciplina pero que ésta sea en su esencia lo más humana posible* »), d'autres montrent un radicalisme qui augurent déjà les inévitables oppositions que devra gérer la Section Défense : Prades affirme « *es imposible, repito, coordinar los movimientos sin una disciplina férrea* » ; quant à Ruano, ses propos mettaient en évidence que le réalisme de la guerre exigeait non seulement que l'on acceptât discipline et militarisation mais aussi que l'on abandonnât toutes les pratiques et les principes de la pensée libertaire :

« ¿Hasta que punto es dable aceptar el sacrificio de aquellos compañeros conscientes, que por el solo hecho de serlo y sentir el dinamismo de la lucha son los primeros en ser sacrificados ? Mandemos, a la fuerza, a la MASA y que ésta ocupe los puestos que tiene que ocupar y evitemos el sacrificio estéril o precipitado de los conscientes. Es muy difícil, y en cierta parte peligroso, el obligar a adoptar al miliciano el ambiente de las trincheras. Éste tiene todos los vicios sindicales... Le place el discutir, analizar, reunirse etc. etc. Y nosotros, por el contrario, hemos aprendido a ser políticos³⁴ ».

Un tel positionnement, émanant de surcroît d'un chef libertaire qui venait de faire fusiller deux miliciens tentant de fuir, ne manqua pas de déclencher des réactions auprès d'un auditoire qui, conscient de malmener les principes élémentaires de l'anarchisme, tentait de composer au mieux entre doctrine et réalité de guerre : « *Ascaso : (...) YO NO ME EXPLICO QUE EN CUALQUIER MOMENTO SE PUEDA FUSILAR A NINGUN COMPANERO POR SENTIR EN UN MOMENTO DETERMINADO LA SENSACION DE MIEDO. (...) Hay que ir a la movilización pero no para imponer una disciplina férrea sino para la responsabilidad de todo el mundo. Al compañero que se le suben las estrellas en la cabeza, hay que mandarlo a fregar o a abrir zanjias para las trincheras* ³⁵ ».

Malgré des divergences, les circonstances imposaient donc, au début de l'année 1937, de violenter quelque peu les principes et d'accepter une restructuration qui allait supposer toute une réorganisation du commandement et du fonctionnement

³⁴ Ibid

³⁵ Ibid. Présenté sous cette forme dans le procès verbal.

militaires. Il n'est d'ailleurs pas anodin que cette remarque émane, dans le procès verbal, de Leval, sous l'impulsion duquel se crée le nouveau Comité de guerre (SD) : « *Todo es falta de organización militar impulsada desde arriba. Yo mismo hago girones de mis principios y con dolor pero, seguro de que es necesario, me inclino hacia la movilización. (...) Nos hemos de valorizar, superar y disciplinar* ». On reconnaît là les principaux objectifs de la Section Défense, lesquels reposent sur la verticalité et l'autorité. Dès son instauration, la Section semble d'ailleurs vouloir éviter toute tergiversation : « *Picas aboga que de la manera que están las cosas, para poder ganar la guerra, hay que cortar por lo sano*³⁶ ». La SD entendait avant tout imposer un fonctionnement plus vertical en maintenant sous son contrôle le Commandement des milices : « *nuestra misión está en el frente y en la vinculación absoluta con los jefes de Columna* ». Sa création marquait une nouvelle ère où la militarisation ne relevait plus d'un débat mais d'une réalité désormais en vigueur : elle entendait donc « *informar a todos los milicianos de que están Militarizados [sic], y que por lo tanto desde ahora en adelante tienen un CODIGO [sic] que obedecer*³⁷ ».

Si les dirigeants et le Haut-Commandement libertaires avaient, malgré des attermoissements et des divergences importantes, abouti à la conclusion que la militarisation était indispensable, que pouvait-il en être chez les miliciens, c'est à dire, chez ceux qui allaient subir les conséquences de cette violation des principes anarchistes ? De quelle façon les comités directeurs de la CNT-FAI et la Section Défense pouvaient-ils, en février, expliquer ou imposer la nécessité de tels changements alors même que le début de l'hiver avait été marqué par de nombreuses contestations et démissions de militants qui opposaient aux promilitarisation les fondements de la pensée libertaire ? Ce grand écart, ce défi qu'allait devoir affronter la Section Défense s'avérait peu évident à négocier comme le met en lumière cette remarque de Trabal, un responsable hostile à ces changements : « *Es imposible que el individuo que ayer en Conferencias, mitines, charlas, contraversías, le enseñábamos a ser rebelde, independiente, libre en sus acciones, sin perjudicar a los demás, bueno, sensible al sufrimiento ajeno y ahora, de golpe y porrazo, hacerlo*

³⁶ Reunión del CR de Cataluña con la Comisión de guerra... Op.cit IISH, CNT Pq 85c

³⁷ Ibid

*esclavo, dominarle, que mate y se deje matar, quien sabe si para favorecer a la corta o a la larga a ésos que vosotros llaméis asiáticos*³⁸ ». La démarche s'avérait pour les responsables d'autant plus délicate que les miliciens, à cette même période, tentaient de s'organiser face à cette décision qu'on voulait leur imposer. Ainsi, la délégation de guerre de la Colonne Durruti envoya à toutes les autres unités confédérales un communiqué dans lequel, en plus de proposer une organisation alternative, elle expliquait son opposition définitive à cette transformation : « *La opinión de la mayoría de la Columna está manifiesta. No aceptamos la graduación jerárquica porque ésta expresa la negación del anarquismo y como anarquistas no queremos negarnos* »³⁹. Si les principes libertaires ne pouvaient souffrir aucune concession sur la militarisation, même au nom du réalisme de guerre, c'était surtout parce que cette transformation, même passagère ou circonstancielle, contenait intrinsèquement le poison qui mettrait fin à ce qui était la première des priorités à leurs yeux, la révolution : « *Ganar la guerra no significa ganar la revolución. Si como se ve, ganamos la guerra y damos motivo a un nuevo militarismo, caeríamos en el vicio de la sociedad burguesa que para poder vivir ha tenido que formar la losa de un Estado omnipotente y tiranizador* ».

Toujours au mois de février se tint un Plenum qui rassemblait toutes les colonnes confédérales et anarchistes. Ce dernier avait été convoqué, à Valence, à la demande de la Colonne de Fer (*Columna de hierro*) et de son chef, Pellicer, connus pour être une unité particulièrement radicale, puriste et révolutionnaire. Cette assemblée, organisée sans que le Comité National (CN) en fût informé, avait pour objet d'évoquer et de fédérer les avis et mécontentements inhérents à la militarisation. Le procès verbal de cette réunion historique⁴⁰ revêt un intérêt capital pour qui s'intéresse à la militarisation puisque son contenu condense toutes les inquiétudes et les problèmes qui surgiront dans les mois à venir et dont nous reparlerons. Là encore, on retrouve la primauté donnée à la révolution ; cette remarque est assortie d'une critique frontale de tous ces comités (régional, national, de guerre...) qui, par leur nouvelle verticalité, ont fait fi des pratiques libertaires et de leur idéal révolutionnaire. Dans son introduction, Pellicer affirme :

38 *Op.cit.*, Reunión de Comités, Consejero, consejales..., IISH CNT Pq 85c

39 *A los compañeros de las columnas confederales. Lo que opinamos la mayoría de los compañeros de la Columna Durruti*, sd, IISH CNT Pq 94c

40 *Acta del Pleno de columnas confederales y anarquistas, Valencia, 2/1937*, in MINTZ, Franck, *La autogestión en la España revolucionaria*, Ed. La Piqueta, Madrid, 1977

« Esto es imperdonable [l'attitude des différents comités qui décident sans interroger la base]. Tanto más cuanto nosotros , los que de hecho defendemos las tierras de Iberia, lo hacemos con el propósito más o menos definido en cada columna de crear una nueva vida. Claro que pertenecemos a unas organizaciones que tienen destacados en todos los comités imaginables un sinnúmero de delegados. Pero hay una realidad abrumadora e indiscutible : en la retaguardia parece haberse olvidado el sentido revolucionario en estos momentos ⁴¹».

Les échanges qui suivent sur la militarisation et ses corollaires (la révolution, le fonctionnement des comités) sont intéressants en ce sens qu'ils révèlent les mêmes clivages, les mêmes attermolements que ceux qui apparaissent parmi les cadres et chefs militaires. Bien que les contestataires soient prédominants, on retrouve donc dans ce procès verbal des attitudes et des positionnements voisins de ceux que connaissaient les comités. Les opposants attribuaient les échecs du front non pas au manque de discipline mais au manque d'armes et ne se privaient pas d'émettre de fortes critiques envers l'Organisation qui avait tant mis à mal les idées et les pratiques libertaires. Face à eux, on trouve des positions plus médianes (comme celle de la colonne Tierra y Libertad) et des pro-militarisations affirmés qui ne venaient pas exclusivement du front madrilène. Pourtant composées en majorité de membres de la FAI et des jeunesses -lesquels n'avaient pas la réputation d'être parmi les plus modérés- des colonnes comme Iberia ou CNT 13 avaient sur ce point un avis des plus tranchés :

« Toma la palabra el delegado de la columna CNT-13 : “ nuestra columna ha ido a reorganizarse y a militarizarse porque hemos adquirido la experiencia de que no se puede llegar a jugar a la guerra en el frente. Hemos observado (doloroso es confesarlo) que al entrar en fuego han quedado cien y pico enfermos , acobardados con mil pretextos para volverse atrás, contra lo que no ha valido ninguna consideración ideológica. (...). Pues bien, hemos de buscar la forma de que nadie vuelva atrás y con ningún pretexto ; ya no hay voluntarios ; o vamos a la guerra o nos dejamos ganar por la guerra. (...). Por eso hemos accedido a la militarización, para tener la seguridad de que si subimos mil hombres, seamos mil hombres obligados a dar su rendimiento”. [Columna Iberia] “ Nosotros aceptamos una disciplina férrea ; nosotros fusilaremos a quien abandone un frente ; nosotros aceptamos un mando único”. »

Toutes ces opinions présentaient souvent des subtilités variées et qui invitent à éviter tout étiquetage trop rapide. Des clivages ou des variations pouvaient

41 Ibid

traverser un même positionnement ou une même brigade : un milicien de la très contestataire 25ème Division, comme Collado, pouvait très bien être favorable à la militarisation : « *Si pudiéramos dar a los que huyen la militarización las estrellas que ellos critican, tengo la seguridad, salvo excepciones, que no abandonarían los frentes, por más militarización que a las milicias se sometieran [sic]* »⁴². De la même façon, être pro-militarisation ne signifiait pas pour autant l'adhésion totale à la ligne arrêtée par les dirigeants anarchistes et anarcho-syndicalistes ; après avoir défendu ardemment la militarisation, Mera est certainement celui qui adresse l'une des critiques les plus virulentes pendant le Plenum au comité national : « *El comité se comportó de una manera anticonfederal al no consultar los sindicatos y sí imponiendo sus acuerdos a los compañeros del frente de una manera dictatorial, sin consulta ninguna, acuerdos que resuelven entre ellos , en un plan digamos familiar* ».

La question révolutionnaire n'échappe pas à ces nuances ; face à Pellicer qui la considère comme une nécessité préalable, Ascaso pose la priorité de la victoire militaire ; il incarne, par là même, la ligne (ou l'alignement) adoptée par les dirigeants libertaires, dont il fait partie⁴³ : « *Hay que ganar la guerra antes que la revolución. Nosotros teníamos que prepararnos para eso, pero no teníamos aún fuerzas suficientes. Había que pensar si hacíamos la revolución por cuenta propia o con la colaboración de los demás. No teníamos bastantes fuerzas y aceptábamos la colaboración para vencer el fascismo y, en primer lugar, que es lo fundamental, para que luego pueda haber revolución* ». Ce faisant, Ascaso adopte donc la position inverse de Pellicer : la militarisation, conséquence de cette « collaboration » avec républicains, socialistes et communistes, était l'étape indispensable pour gagner la guerre et que le Grand Jour puisse advenir. Même ajournée, la Révolution était donc présente ; elle constituait une perspective heureuse et possible en acceptant la militarisation.

C'est d'ailleurs cette vision que voulut insuffler le Comité de Guerre, la Section Défense, à ses miliciens. La vision que pouvait avoir Ascaso de la militarisation et de la révolution était partagée par d'autres cadres militaires de Catalogne, au premier

42 Ibidem

43 Il fait notamment partie de ceux qui créent la Section Défense.

rang desquels se trouvaient ceux de la toute nouvelle section. Pour que cessent les contestations, il fallait mieux informer les colonnes, officialiser les changements, abandonner cette ambiguïté qui avait entouré les premières décisions prises par les deux centrales (la confédérale -CNT- et la Spécifique -FAI-). Il s'agissait aussi de porter, haut et fort, la contradiction aux détracteurs qui dénonçaient l'illégitimité d'une telle transformation et la fin programmée des menées révolutionnaires. A la mi-février, Jover exhortait le comité de guerre et le comité régional de Catalogne à procéder rapidement à ces changements :

« Deseo y pido lo que ya he pedido varias veces y es : que tanto la Organización Confederal como la Específica se responsabilicen de una vez sobre el caso de la MILITARIZACION. Que por la prensa nuestra, por la 'Soli' en particular, que se diga bien claro, y bajo la responsabilidad de las dos centrales ya antes citadas, que es un acuerdo de la Organización eso de la Militarización. Que sepan los compañeros de las trincheras, mediante circulares y particularmente, repito, la prensa, que no es una cosa personal de los Delegados de Columna, ese acuerdo de la Militarización, sino que es un acuerdo en firme de la Organización, que en Plenos correspondientes por mayoría con miras siempre de beneficiar a la Revolución en carácter de coordinación, de acuerdos guerreros para unánimamente vencer al fascismo. Y como que son acuerdos de la Organización, en Pleno, no hay para qué ocultarlo, presentarlo aquí escuetamente a los compañeros todos, que sepan toda la verdad de la verdad y que en eso, de no ser aceptado este acuerdo, probablemente podrían ocasionar hechos catastróficos para la Revolución ⁴⁴».

Ce travail de persuasion, cette volonté de décrire la militarisation comme un compromis nécessaire, comme un processus qui permettait aux libertaires de défendre les acquis révolutionnaires était relayée sur le front comme le démontre ce compte rendu du chef Manzana :

« Me dediqué a visitar las trincheras para convencer a los compañeros de la necesidad que teníamos de aceptar el acuerdo tomado por la Organización, de militarizarnos, término que yo cambié por el de organizarnos militarmente y amoldar nuestras fuerzas a las normas que por la Consejería de Defensa se habían dictado, bien entendido que, por los mismos compañeros se harían los nombramientos de todos los mandos de la unidad, inclusive el de capitán, y que por lo tanto no cabía el menor escrúpulo en aceptarse, ya que de esta forma, el elemento militar sólo se dedicaría a funciones puramente técnicas, y aún éstas, serían controladas por mí. En este sentido inicié mi táctica de convencer a los compañeros del frente, ya que de lo contrario se pondría en peligro la revolución o darse lugar a que otras fuerzas lo ocupasen ⁴⁵».

44 Reunión del CR, celebrada el 15 de febrero de 1937, a las diez de la noche, estando presente además el Compañero Jover, IISH CNT Pg 85c

45 Op.cit, Informe sobre la Columna Durruti..., IISH, CNT pq 94c

Ce discours était-il purement tactique ou était-il sincèrement pensé ? Sans apporter de réponse assurée sur ce point, le rapport de Manzana évoque textuellement des choix rhétoriques qui démontrent que les mots du discours apporté aux miliciens étaient très réfléchis. Cependant, il convient de ne pas conclure trop hâtivement et de voir, derrière ces efforts de persuasion, un simple leurre destiné à faire admettre cyniquement une décision déjà prise et ce, en agitant le hochet de la révolution. Il semble, au moins dans ces premiers temps de militarisation, alors même que les modalités de son application ne sont pas encore clairement définies, que de nombreux chefs et dirigeants libertaires pensaient véritablement que militarisation et défense des acquis révolutionnaires pouvaient être compatibles. Ainsi, le conseil régional des Jeunesses Libertaires, lors de la réunion instituant la Section Défense, celui-là même qui appelait de ses vœux un organe exécutif, se montrait toujours vigilant sur la situation révolutionnaire. La constitution de la nouvelle structure, même pro-militarisation, était pour eux synonyme d'efficacité militaire mais n'excluait pas qu'elle se détournât des menées révolutionnaires de l'arrière qu'elle devait être prête à défendre tout autant que le front : « *CR de JJLL [conseil régional des Jeunesses Libertaires]: que van a venir complicaciones políticas pues él asegura estar sabedor de conspiraciones contrarrevolucionarias, y, por lo tanto, pide de la Comisión de guerra [la nouvelle SD] que no dejen de tener una estrecha relación con los Jefes de columna afectos a nosotros y que les informe al dedillo de todo lo que suceda en retaguardia*⁴⁶ ». De façon beaucoup plus tempérée et peut-être lucide, Jover, conscient que les transformations sociales étaient plus que malmenées, entendait mettre la pression sur les représentants libertaires qui, à l'arrière, avaient contribué à saper la révolution : « *También creo que ha llegado el momento de poner otras cosas en claro : si nosotros transigimos haciendo dejación de nuestros principios y que algunos compañeros fueran a representarnos en los Ministerios y Municipios, fue : porque creíamos de verdad que conseguiríamos algo con esas transigencias, que facilitara el camino expedito para la causa que perseguíamos ; pero ante los hechos consumados y que nadie puede negar y que han sido catastróficos para la revolución y para la guerra, exigimos que se les pida estrecha cuenta de todos los hechos ocurridos y de la responsabilidad*

46 Op.cit, Reunión del CR de Cataluña, conjuntamente con la Comisión de Guerra... IISH CNT Pg 85c

que se les recaen por los mismos⁴⁷ ». En février, alors que des inconnues demeuraient sur l'application concrète de la militarisation, le souci de Jover était de maintenir, en dépit de ladite transformation, un fonctionnement populaire issu de la révolution. Le point d'achoppement entre la nécessaire militarisation et la défense de l'idéal anarchiste résidait sur la place que devait avoir le délégué politique :

« Según su parecer, lo que se cree hacer desde ahora en adelante, o sea, que el Militar ordene, y el Delegado político asesore, hasta ahora se había hecho lo contrario, el Delegado político de hoy era ayer el Delegado responsable de la columna, íntimo compañero de los milicianos, conocidísimo entre todos, disfrutando de la confianza de todos, y por lo tanto, podía mandar con la seguridad de ser obedecido porque los milicianos tenían la confianza de lo que mandaba el compañero responsable era basado en el deseo del triunfo de la revolución, y en el ahorro de sacrificios estériles; y si alguna duda tenía sobre técnica guerrera acudía al militar asesor que tenía a su lado y se asesoraba de aquella duda que tenía. Ahora, el miliciano creará que el militar, no teniendo sentimientos humanitarios ni verdadero amor a la causa revolucionaria mandará como ya manda a las masas de compañeros a sacrificarse equivocadamente y que el compañero Delegado político no podrá influenciar en nada referente a las contra órdenes porque el militar técnico....le responderá que es una operación imprescindible, y ante el maestro, el alumno ¿qué puede hacer⁴⁸? »

En février 1937, la militarisation des milices populaires devenait progressivement effective, entraînant avec elle une foule de contestations qui tendaient à s'organiser. Cette accélération poussa donc les libertaires à mettre en place une structure créée ad hoc pour pouvoir faire face et gérer ce que supposait une telle transformation. Cette dernière entendit d'emblée donner à son fonctionnement un caractère vertical et hiérarchisé. Les oppositions et questionnements qui avaient traversé cette étape, tant chez les cadres que chez les miliciens, n'avaient rien de monolithiques. Bien qu'une teinte pût dominer, tout n'était pas blanc et/ou noir, des perspectives médianes existaient et bien des nuances caractérisaient les pro et les anti militarisation, dessinant autant d'espaces sur lesquels la Section Défense allait pouvoir s'appuyer. Le besoin d'armes, la place de la révolution, la communication au sein des troupes allaient être des secteurs qu'elle s'emploierait à développer. La perspective que cette militarisation pouvait être compatible avec l'idéal révolutionnaire des libertaires allait être mise en avant par les

47 Op.cit, Reunión de CR...estando presente el compañero Jover, IISH CNT Pg 85c

48 Ibid

différents cadres de la Défense, à commencer par la SD qui, dans ses premiers écrits, recourait très fréquemment à ce motif et achevait ses communiqués par un constant « *para el bien de la Revolución* » ou « *Con anarquía y revolución* ». Cet équilibre, déjà précaire et construit sur des principes violentés, n'allait pas tarder à s'écrouler face à une militarisation croissante, à la fin des menées révolutionnaires et à la persistance des problèmes matériels.

b) Oppositions dans les troupes confédérales et permanence des idéaux libertaires

Après avoir évoqué le contexte de la création de la SD, ses premiers objectifs et son appréhension de la militarisation, nous aborderons maintenant les différentes manifestations d'opposition qui apparurent, tout au long de 1937, dans les nouvelles unités combattantes. La question des contestations anti-militarisation au sein des troupes anarchistes a déjà fait l'objet de plusieurs travaux dans l'historiographie de la guerre d'Espagne. Pour autant, on ne peut trouver une quelconque monographie qui offrirait un descriptif et une analyse complets, voire comparatifs sur l'ensemble de la période que couvre la militarisation. Bien souvent, l'évocation de milices confédérales, en particulier chez les auteurs libertaires, est liée au processus révolutionnaire ; comme dans la plupart des travaux historiographiques portant sur les anarchistes durant la guerre, on s'attache essentiellement à la période juillet 1936-mai 1937 et sont évoqués le coup d'État, la réaction populaire, les milices, leur enthousiasme, leur combat et leurs apports à la Révolution. La militarisation qu'on leur impose est alors décrite comme une souffrance que le manque d'armes les oblige à accepter. Les travaux s'arrêtent avec les événements de mai et la fin de la révolution. Parmi ces études, on trouvera aussi les biographies d'illustres libertaires, souvent puristes et hostiles à la politique circonstancialiste des dirigeants libertaires⁴⁹. Les autres travaux d'historiens que l'on peut consulter sur cette

49 En plus des innombrables travaux sur Durruti, on pourra consulter ceux sur Pellicer ou sur Balius. Voir en particulier, AMOROS, Miquel, *José Pellicer, el anarquista íntegro. Vida y obra del fundador de la heroica Columna de Hierro*, Virus editorial, Barcelona, 2009 ainsi que *La revolución traicionada (la verdadera historia de Balius y Los Amigos de Durruti)*, Barcelona, Virus, 2003. Ce dernier s'intéresse moins aux milices qu'aux opposants à la politique collaborationniste dans son ensemble. Citons également PAZ, Abel, *Durruti en la revolución española*, La esfera de los libros, Madrid, 2004. Du même auteur et plus en lien

thématique abordent généralement les oppositions en insistant sur la désorganisation, le manque d'efficacité des miliciens, le danger que constituait leur désir de faire passer la Révolution avant la guerre. A mi-chemin, Burnett Bollotten offre une vision plus équilibrée en pointant à la fois le courage de ces libertaires mais aussi les conséquences néfastes de leur fonctionnement. Il évoque à son tour la distance qui s'installe entre les dirigeants et la base. Bien entendu, toutes ces analyses abordent, avec une précision plus ou moins grande, ces oppositions libertaires à la militarisation. Pour notre part, nous nous efforcerons de recenser les différentes modalités de contestations sur une période plus large et dépassant le cadre chronologique strictement révolutionnaire. Par ailleurs, notre étude portant avant tout sur la Section Défense, nous n'évoquerons ces dissensions que sur la seule base des archives de cette structure : cette démarche nous permettra de comprendre quelles visions ses acteurs avaient des oppositions anti-militaristes et quelles actions ils mirent en œuvre pour les juguler. Cela nous permettra également de mesurer l'efficacité tant recherchée par cette section dont les activités, nous le verrons, allaient bien au-delà de ce qu'en a retenu l'historiographie.

Comme nous allons le voir, l'opposition à la militarisation fut particulièrement prégnante et durable dans les unités militaires où se trouvaient les libertaires. Malgré la transformation effective des milices populaires en bataillons, brigades et divisions, les résistances au processus de militarisation, avec tout ce qu'il impliquait en terme d'obéissance, de hiérarchie et de centralisation, furent nombreuses et prirent des formes variées tout au long de l'année 1937. Les documents de la Section Défense gardent trace de ces oppositions qui bien souvent concernent les 25ème, 26ème (ex Columna Durruti) et 28ème Divisions et leurs différentes Brigades.

Dès sa création, la Section Défense -alors Comité de Guerre- avait dû intervenir sur le Front dans les Brigades où les conflits se succédaient. Les actions mises en place ne suffirent pas à solutionner les tensions, notamment dans la 153ème Brigade Mixte où l'opposition durable à toute organisation militaire était telle qu'elle fut menacée de dissolution par l'État Major en août 1937 :

« La ex-columna Tierra y Libertad actualmente Brigada Mixta 153 que se hallaba en Binefar deben abandonar aquella localidad para trasladarse más hacia el frente habiendo recibido apercibimiento del general Pozas de que si no se organizan rápidamente, sería disuelta la Brigada, de ello ya hemos

avec notre étude sur la militarisation : *Crónica de la Columna de hierro*, Editorial Virus, Barcelona, 2004

llamado la atención al Comité de Enlace para que procure acelerar el proceso de organización y militarización de la Brigada »⁵⁰.

Ces oppositions à la militarisation reposaient avant tout sur l'incompatibilité qui existait entre les valeurs anarchistes, égalitaires et « acratiques », et les pratiques martiales (obéissance absolue, discipline et hiérarchie). Elles prirent d'abord la forme de contestations. Certains libertaires, notamment des jeunes, pouvaient refuser d'obéir à certains ordres lorsque ceux-ci leur semblaient injustes, contestables, ou contraires à leurs valeurs. A une période aussi tardive qu'octobre 1937, la Section Défense reçoit une liste « *alarmante* » et « *respetable* » de quelques 80 soldats de la 25ème division qui sont suspectés de refuser le salut militaire dû aux supérieurs⁵¹. Le dix du même mois, les Jeunesses Libertaires (JJLL) transmettent un courrier reçu de leurs camarades du front : ces derniers ont été emprisonnés pour avoir refusé d'obéir aux ordres du Commandement et expliquent les raisons de cette position. Indépendamment du bien fondé de ces motifs (besoin d'être relevés, maintien en première ligne, refus d'une nouvelle affectation), cette correspondance montre que ces soldats sont plus dans une démarche militante de contestation, de revendication de ses droits que dans l'obéissance aveugle aux ordres hiérarchiques : « *se nos comunicó (...) que nos trasladaban a Barbastro para incorporarnos a la caja de reclutas y destinarnos a diferentes Brigadas, a lo que nos negamos, ya que si no teníamos causa debían reintegrarnos a nuestra Brigada, después de habernos concedido el descanso pedido ya que hasta la fecha se nos había privado de la libertad* »⁵².

Un autre exemple qui peut s'avérer éloquent est la correspondance envoyée le 31 juillet 1937 par les JJLL de Grañen (Huesca) et le Syndicat CNT de la même ville (*Sindicato Único de trabajadores*) au Comité régional d'Aragon, Rioja et Navarre⁵³. Dans cette lettre, les jeunes dénoncent l'attitude de leur chef (pourtant de la CNT) et le pouvoir dont il dispose : « *Como capitán de la plaza, ha querido asumir como los antiguos caciques la responsabilidad de todo un pueblo, que vive en colectividad y*

50 *Informe que eleva la Sección Defensa al comité regional de la CNT de los hechos más importantes acaecidos durante la semana, 14/08/1937, CDMH, PSB378,4.*

51 Correspondance envoyée par la SD au Comité de Liaison le 06/10/1937, CDMH, PSB 512,8.

52 *Informe de los compañeros detenidos en la estación de Pina de Ebro el día 10 de octubre de 1937, CDMH, PSB 512,8.*

53 Nous disposons de la copie de ce document, reçu par la SD catalane et transmise au Comité de Liaison. CDMH, PSB 512,8.

que tiene una personalidad ». Cette phrase met en lumière deux choses : d'une part, la critique du pouvoir et de l'autorité (exercés de surcroît par un libertaire) apparaît sous le mot de « *cacique* », terme qui renvoie au pouvoir injuste d'une époque révolue, honnie et qui s'apparente à la dictature ; d'autre part, elle révèle aussi le paradoxe qui caractérisait la politique des comités supérieurs qui, tout en déclarant vouloir défendre les acquis révolutionnaires, acceptaient aussi la militarisation avec, pour résultat final, la présence d'un chef autoritaire sur des terres collectivisées. Face à ces contradictions, les jeunes libertaires ainsi que le syndicat contestent et s'appuient sur les valeurs et les idéaux de l'anarchisme qui les ont conduits à militer et à combattre⁵⁴. Ils déniaient tout d'abord la qualité de libertaires à ceux qui, comme leur chef soutenu par les instances supérieures, malmènent ces principes : ils veulent « *enjuiciar la labor perniciosa que para la guerra y la Revolución, determinados elementos que se llaman militantes de la organización y teniendo cargos militares avalados por la misma, no hacen más que obstruccionar, consciente o inconscientemente, todo cuanto pueda redundar en beneficio de la causa* ». On retrouve encore, en filigrane, l'opposition qui avait marqué le début du conflit entre guerre et/ou révolution mais, là où les dirigeants anarcho-syndicalistes justifiaient leurs choix en avançant les termes d' « efficacité », d' « organisation » et d' « ordre », les jeunes opposants, dits « puristes », parlent de « morale ». Ce mot, que l'on retrouve fréquemment dans les documents de la SD, recouvre des sens différents selon le but ou l'explication que veut donner son auteur. Ici, les libertaires dénoncent leur chef qui commet une « *serie de inmoralidades* » et qui mène « *una vida llena de todas las comodidades burguesas, llegando a tener en su casa ya que así se le llama, tres criadas que le sirven de la misma manera que a un capitalista* ». En définitive, l'immoralité, c'est le cacique, le bourgeois, le capitaliste (et *in fine* la militarisation qui a rendu possible la situation présente) ; la morale, c'est la défense des valeurs anarchistes, le sens de la justice et la Révolution qui seule permet de concrétiser les idéaux libertaires. D'où l'assimilation finale : « *Esperamos que haréis las investigaciones oportunas vosotros, y que si preciso fuere se le impondrán las sanciones que como inmoral y antirrevolucionario se hubiese hecho acreedor* ».

54 out comme les Jeunesses Libertaires, les syndicats sont souvent mis à l'index dans les sources de la SD pour leur résistance et leur manque de coopération : « *los sindicatos siguen en sus treces, solicitando bajas y violando por lo tanto los acuerdos de la Organización* » (rapport du 9/09/37, CDMH, PSB 378,4)

L'opposition à la militarisation prit aussi la forme de résistance, c'est à dire, de refus de participer ou de collaborer aux tâches et aux devoirs que cette transformation impliquait. Les libertaires à qui on avait confié des responsabilités sur le front (chefs militaires, commissaires) se refusèrent tout d'abord à envoyer les rapports que demandait la Section Défense. Cela apparaît dès les premiers rapports et bilans que faisait la Section de son activité. Dans un document de mai 1937 déjà cité, après avoir évoqué les conflits inhérents à la militarisation et l'indifférence de la *Consejería de Defensa*, Grunfeld citait comme autre problème l'absence de rapport envoyé et le manque de considération vis à vis de la Section Défense, de son rôle et de son travail : « *los compañeros del frente emplearon la misma actitud [non envoi des rapports] y siempre primaba un criterio personal, pero no se nos atendía como los pedidos de informes detallan etc. Un ejemplo lo ilustra el hecho de que los camaradas hayan tenido varias reuniones en Barcelona sin siquiera comunicarnos* ». Et il ajoute : « *Por parte del camarada D.C. General del frente de Aragon nunca obtuvimos esta Sección ningún informe* » et « *Por parte del camarada Delgado del sector norte no obtuvimos ningún informe* ⁵⁵ ». Ce refus d'informer la Section doit être interprété comme un sentiment d'opposition ou d'hostilité vis à vis de la hiérarchie et, donc, de la SD dont les liens avec les Comités Supérieurs étaient établis et dont les actions verticales et bureaucratiques différaient des pratiques libertaires habituelles. Cela explique aussi pourquoi le « critère personnel » primait davantage sur les obligations hiérarchiques. Cette réticence à collaborer avec la Section Défense fut durable comme l'atteste un rapport hebdomadaire de la Section daté du 9 septembre 1937⁵⁶ : « *Hemos enviado una nota al Comité de Enlace encomendándole se cerciore con premura de la conducta del compañero Comisario de la 25 Div. que se niega terminantemente a dar informes a la Organización* ». Cette résistance n'était pas propre à la seule 25ème Division puisqu'il précise peu après : « *Lo mismo sucede con el compañero Alabaldetrecu que nunca informa nada* ». Ce responsable libertaire, comme nous l'évoquions précédemment, était un opposant notoire à la militarisation et ce, dès le début de l'année 1937. Un autre rapport, signé un mois plus tard par un haut commissaire, dénonce auprès de la SD la conduite de ce militant (commissaire de la 32ème Division) qui refuse de se déplacer lorsqu'il est convoqué par l'État Major : « *El compañero Aldabaldetrecu no ha comparecido por el*

55 *Causas que motivaron la creacion de la SD*, CDMH, PSB 378.

56 CDMH, PSB 378,4

Mando y enviado Gabaldá de secretario, permaneciendo él en Alberuela de Tubo. Este es un hecho que yo he encontrado censurable y sobre el que me he permitido llamar vuestra atención para que a su vez se la llaméis vosotros⁵⁷ ».

Une autre forme de réticence se manifesta aussi par le refus d'accepter des responsabilités au sein des troupes et d'intégrer, pour ce faire, les écoles et écoles préparatoires de guerre. Dès le 4 janvier 1937, le Comité National de la CNT envoyait une circulaire⁵⁸ dans laquelle il se plaignait du nombre anormalement bas de candidatures et des graves conséquences que cela pouvait entraîner (et entraînera de fait) pour les troupes confédérales sur le front :

« Repetidas veces hemos manifestado a las regionales la necesidad de enviar nombres de compañeros para el ingreso en las escuelas de Comisarios y Técnicos militares. Nuestras llamadas no han dado en ninguna de las ocasiones el resultado que deseábamos, pues el número de nombres recibidos, ha sido insuficiente para cubrir las plazas que nos correspondían, no ocurriendo lo mismo con los elementos marxistas, que aprovechándose de nuestra inactividad, infestan todo con su gente, y poco a poco nos van ganando el terreno, hasta el día que no podamos movernos ».

Dans un rapport d'activité envoyé à l'été 1937 par la Section Défense au Comité Régional de Catalogne⁵⁹, on trouve confirmation de cette situation :

« Cuando la creación de la Escuela Popular de Guerra, de donde salían las promociones de oficiales que nutrían los cuadros de mandos del nuevo ejército Popular en formación, desde su apertura concurrieron a ella una nube de alumnos de procedencia dudosa todos ellos de afiliación esquerrana [de Esquerra, la gauche républicaine et catalaniste] o pesuquista [du PSUC, parti communiste catalan], y los escasos compañeros nuestros que a ella acudieron, con escasa o nula preparación, fue motivo de que quedaran a último término, y sus exámenes casi siempre fueron acompañados de una suspensión salvo honrosas excepciones ».

Pour diminuer le nombre d'échecs et familiariser les libertaires aux affaires de la guerre, la SD catalane avait créé une Ecole Préparatoire de Guerre. Si cette dernière ne suscita pas, dans un premier temps, d'enthousiasme particulier, les

57 *Informes de carácter absolutamente reservados*, 29/09 y 4 y 10 de octubre de 1937, IISH CNT Pq 94c

58 Le document que nous possédons se trouve dans le PSB 237,6 (CDMH) ; il s'agit de la copie que transmet le Comité Régional.

59 *Informe que presenta la Seccion Defensa al comité regional*, CDMH, PSB 378

menaces de sanctions et l'élargissement de la mobilisation lui permirent (à elle comme à l'Ecole Populaire de Guerre) par la suite de voir les candidatures se multiplier :

« Por lo que esta Sección de acuerdo con la Organizacion resolvió crear una Escuela Preparatoria de Guerra a fin de capacitar a nuestros compañeros que deseaban ser Oficiales del nuevo Ejército Popular. A la vez tuvimos en los primeros tiempos, dado el escaso numero de companeros que se presentaron con tal fin, [que] enviar unas circulares a los Sindicatos, a fin de estimular nuestros jóvenes camaradas que acudieran a ella. En honor a la verdad, debemos decir que los Sindicatos avalaron un poco a la ligera muchos camaradas, cuando esos avales debieron ser extendidos con la debida escrupulosidad para evitar que se infiltraran entre nosotros elementos irresponsables y poco consecuentes para con nuestra Organizacion. Es de lamentar también que por una parte nuestros companeros no acudieran a la Escuela Popular de Guerra en tiempos oportunos, en cambio ahora que los mobilizan las levas decretadas ultimamente, y para lo cual se han dictado disposiciones severisimas, acuden a ellas enjambres de companeros que están comprendidas en estas levas⁶⁰ ».

Il convient cependant de nuancer quelque peu cette dernière affirmation car, en dépit d'une plus grande fréquentation de ces écoles par les Libertaires, les réticences et la négligence vis à vis de ces formations continuaient à exister. C'est ce que met en évidence un courrier du 16 novembre transmis par la Section Défense catalane au Comité de Liaison⁶¹. Le Secrétaire Grunfeld s'étonne, agacé, que les candidats envoyés à l'école par la 28ème division soient presque tous membres de l'UGT : *« Resulta que de 12 [soldados y sargentos] que envia la Division, a los cuales mantiene ahora la Organización en cuanto a comida, profesores etc., hay 7 que pertenecen a la UGT y esto francamente es algo que extraña. No habrá compañeros en la Division 28, para que tengan que ser precisamente la mayor parte de la UGT »*. Les mots deviennent plus durs et les accusations plus ouvertes à la fin de la correspondance où il note que *« se menosprecian las necesidades de la Organizacion y se descuidan intereses vitales de nuestro movimiento revolucionario , cosa que lamentamos, porque vemos que en vez de adelantar, estamos siempre en las mismas, gracias a la negligencia y poca atencion de los responsables de nuestras Divisiones »*. Un rapport interne à la Section Défense catalane, rédigé une dizaine de jours plus tard, confirme ce constat et l'amplifie en désignant les Jeunesses comme étant celles qui mettent le plus d'obstacles à

60 Ibid

61 CDMH, PSB 512,8

l'entrée dans ces écoles de formation militaire ; les propos de Montes, responsable de la sous-section Comisarios à la SD, sont on ne peut plus clairs et dénoncent l'opposition sciemment adoptée par les JJLL : « *Hace una exposición de los trabajos relativos a la instrucción pre-militar y agrega que nuestras Juventudes no han captado aún la trascendencia de la misma y la sabotean torpemente*⁶² ».

Les oppositions à la militarisation purent prendre enfin un aspect plus frontal ou plus violent. Il convient tout d'abord de revenir sur ce qui constitua le moment le plus fort de cette période 1937 : les événements de mai. L'assaut qu'avaient donné les forces républicaines et communistes contre le siège de la *Teléfonica* n'avait pas pour seul but de récupérer le contrôle des télécommunications, détenues légalement jusque là par les forces de la CNT-FAI. Il s'inscrivait dans un mouvement contre-révolutionnaire plus large et au terme de décisions et de décrets qui avaient d'abord mis fin à l'hégémonie des comités libertaires et socialistes puis restitué l'autorité de la Generalitat et imposé la militarisation aux milices populaires⁶³. Toutes ces décisions avaient pour objectif de mettre fin aux menées révolutionnaires pour mieux orienter tous les efforts du camp antifasciste vers la victoire militaire, laquelle sous-entendait l'imposition de l'unité et de la discipline à toute la société. L'assaut donné contre la *Telefónica* fut donc perçu, à Barcelone, comme une atteinte aux accords passés et comme une attaque supplémentaire à l'encontre de l'Organisation et de la Révolution, déjà bien entamée par les décrets précédemment évoqués. Du trois au huit mai, Barcelone puis d'autres villes de Catalogne s'embrasèrent et virent s'affronter anarchistes et POUMistes contre communistes et républicains. Il va de soi que les tensions redoublèrent sur le front parmi ceux qui, soucieux de l'idéal libertaire, défendaient la révolution et s'opposaient à la militarisation : « *Poco después se produjo el movimiento de mayo : en el frente fue casi imposible aguantar a los compañeros*⁶⁴ ». Les soldats des troupes anarchistes et anarcho-syndicalistes se réunirent et prirent des accords afin d'intervenir à Barcelone ou en amont pour

62 *Acta de la reunión celebrada por la SD*, 27/11/37, IISH, CNT C38

63 Concernant le décret sur les municipalités et le passage des comités révolutionnaires à une représentation républicaine proportionnée, voir POZO GONZALEZ, José Antonio, *Del orden revolucionario al orden antifascista : la lucha política en la retaguardia catalana (septiembre de 1936 - abril de 1937)*, Espuela de Plata, Sevilla, 2015.

64 *Informe confidencial de la situación moral, militar y orgánica de la 121 Brigada, que eleva al comité de enlace el comisario de la misma*, Angel Flores. IISH CNT Pq 94c

empêcher les renforts républicains d'atteindre la capitale catalane. Face au caractère extrême de la situation, une réunion extraordinaire de la Section Défense se tint le 5 mai. Le procès verbal de cette réunion confirme la volonté d'intervenir des unités libertaires : « *Jover informa de los acuerdos que se han tomado en el frente, que en síntesis viene a ser que nuestros compañeros evitaran cuanto puedan el que se desplazasen fuerzas gubernamentales hacia Barcelona. Y que en algunas centurias se había propuesto desplazarse hacia Barcelona. Lo que el Pleno desaprueba en absoluto*⁶⁵ ». Si les responsables désapprouvaient une telle entreprise, c'était parce que la situation était des plus explosives et menaçait de se transformer en une guerre rangée au sein de la guerre civile. De l'aveu même d'un responsable de la Section Défense, la situation devenait tout bonnement intenable : « *Defensa : Ya no se puede aguantar más, estamos en un eminente peligro si no actuamos rápidamente. Las barriadas, no las podemos contener más, se quieren lanzar al ataque de fondo y nada más. Hemos agotado todos los recursos para convencer a la Generalidad pero ésta no hace caso*⁶⁶ ». Pire, la SD se voit obligée, avant de clore la séance, de créer un conseil de guerre extraordinaire pour tenter au mieux de contenir cet indomptable mouvement qui semblait menacer les responsables mêmes de ladite réunion : « *MANZANA dice : "Mirad que nos van a pillar aquí reunidos [y] se va a entablar más bien que una revolución, una guerra ; hay que tomar toda clase de medida de defensa, hay que estructurar un plan bien delimitado"* ».

L'intervention répétée des comités supérieurs qui multipliaient les appels au calme finirent par mettre un terme au conflit. Ce final marquait aussi et surtout la défaite des masses libertaires face aux forces républicano-communistes et la fin des expériences révolutionnaires. Il incarnait également l'affirmation de la ligne défendue par les dirigeants anarchistes et anarcho-syndicalistes qui avaient choisi d'orienter l'ensemble de leurs mouvements vers l'unité antifasciste. Bientôt, les Plenums de la CNT et de la FAI réaffirmeraient le besoin de discipline et de respect hiérarchique pour pouvoir gagner la guerre. Les conséquences de ces événements de mai furent rapidement palpables sur le front où la mise à mal des idéaux libertaires entraînait une certaine démoralisation et des tensions qui pouvaient atteindre une rare

65 *Reunión extraordinaria celebrada por el CR de Cataluña con asistencia de casi todos los compañeros más responsables de la Organización, 05/05/1937, IISH, CNT Pq 85c*

66 *Ibid*

violence. Ainsi peut-on lire, dans un compte rendu de réunion autour de la Section Défense, en juin 1937 :

« Lo que les tiene una obsesión profunda son los sucesos de retaguardia, como las noticias que llegan al frente, a través de los delegados deficientemente informados son bastante confusas y algunos bulos que también han corrido por allí, todo esto hace que tienen una tensión nerviosa, que todos los compañeros, cuando más conscientes más, están violentísimos cuando en sus largos ratos de ocio en las trincheras, después de haber cumplido con su obligación, reflexionan : que ellos sacrifican allí su salud, su vida, para un ideal que ellos creían ver muy pronto implantado en la Península Ibérica, y ahora se encuentran que tienen enemigos en el frente y enemigos a retaguardia⁶⁷ ».

Au deuxième semestre de l'année 1937, les tensions demeuraient donc et tendirent même à se radicaliser : si l'opposition des soldats prenait une forme qui confinait à la violence, les chefs, de leur côté, menaçaient de démissionner. Cette exacerbation des tensions est indiquée dans un rapport⁶⁸ envoyé par le Comité de Liaison, au plus près du Front, à la Section Défense de Catalogne en octobre :

« Hemos podido comprobar que existe un malestar latente entre los compañeros que ocupan los cargos con mando y los milicianos ; a los primeros, según manifiestan, les resulta muy difícil compaginar las órdenes militares con el sentido libertario de los otros que se traduce muchas veces en faltas de respecto y actos de indisciplina, determinando un constante estado de tirantez y hasta de violencia. A causa de ello se dan casos de desertiones ; unos , que al parecer, ingresan en otras Unidades nuestras y otros que se van a retaguardia. Los compañeros con mando se quejan de que los que desertan encuentren facilidades tanto para ingresar en otras Unidades como para quedarse en retaguardia, según suponen, amparados por la Organización. Algunos esteriorizan [sic] frecuentemente su deseo de marcharse de continuar este estado de cosas ».

Nous reviendrons plus loin sur l'attitude adoptée par les Comités Supérieurs pour gérer ces militants réfractaires et « puristes ». Quoi qu'il en soit, l'attitude des opposants montrent à la fois combien la militarisation était devenue insupportable pour leur « sens libertaire » mais aussi la radicalité dont ils pouvaient faire preuve car désertir n'était pas démissionner : si les premiers miliciens, volontaires, avaient pu,

67 *Pequeña reunión celebrada entre una Delegación de la División Durruti y algunos compañeros del CR (Comisión de guerra) y comité de relaciones del frente y de la retaguardia, 27/06/1937, IISH, CNT Pq 85c*

68 *Informe relativo a la situación moral de la 25 división, octubre 1937, CDMH, PSB 378*

face aux changements en cours, démissionner et rejoindre l'arrière dès le début 1937, ceux qui étaient concernés par les levées militaires n'avaient plus le droit d'en faire autant et prenaient donc de grands risques (passer devant la justice militaire) en désertant⁶⁹.

Les oppositions manifestées par les troupes confédérales tendirent aussi à se structurer. De la même façon qu'à l'arrière où avait vu le jour un courant d'opposition aux orientations prises par les Comités Supérieurs (organes de presse, association des *Los Amigos de Durruti*), sur le front apparaissaient des journaux clandestins qui émettaient les mêmes critiques. En novembre, lors d'une réunion entre Sections Défense, on évoquait la circulation d'une revue contestataire sur le front d'Aragon : les SD de Catalogne et d'Aragon étaient priées de mettre un terme à la diffusion de ce journal « vénéneux » qui, selon eux, entamait le moral des troupes en semant la division : « *un ejemplo de la desmoralización es la expansión de "Ideas" que es un veneno en el Frente de Aragón, lo cual la regional de Aragón Cataluña y Comité de Enlace deberían evitar que salieran o se repartiera*⁷⁰ ». A la mi-décembre 1937 continuaient à circuler des numéros de « *Frente y Retaguardia* », un journal circulant dans la 127ème Brigade et que la SD catalane jugeait comme « éminemment anti-confédéral » ; le 16 décembre, elle écrivait au Comité de Liaison :

« *Llamamos vuestra atención por tratarse de un asunto gravísimo. El periódico está plagado de ataques soeces contra la FAI y la CNT y la FIJL. Ni se ataca al fascismo ni se alienta, aunque sea por simple formulismo, a los*

69 Non concernés par les différentes vagues de mobilisation, les étrangers eurent une trajectoire souvent distincte mais manifestèrent globalement tous -et peut-être plus encore que les anarchistes espagnols- une opposition radicale aux changements en cours. En avril 1937, à la demande du Président du Conseil (Largo Caballero), le ministre CNT Peiro fait missionner la Section Défense catalane pour enquêter sur des mouvements douteux d'étrangers à la frontière. Le gouvernement les suspecte d'être des agents franquistes se faisant passer pour anarchistes. Les conclusions de la SD laissaient apparaître qu'il s'agissait de véritables et sincères libertaires dont la trajectoire était éloquent : la plupart d'entre eux s'était engagée en janvier puis avait démissionné lorsque la transformation des milices était devenue effective. S'ils étaient revenus se battre par la suite, ce fut pour mieux re-démissionner fin avril, refusant catégoriquement les obligations de la militarisation. A titre d'exemple, citons les cas de Renato GORI (« *como los demás y para las mismas razones se demitió por no acatar la militarización tomando parte sin embargo en la última ofensiva del 14 de abril* ») et de Corrado PERISSIMO (« *Como muchos otros buenos compañeros italianos y por la educación anarquista recibida y cultivada en los ambientes de los desterrados, no puede concebir anarquistas-militares y por mantenerse fiel a los principios puros ideales, no acata al frente la militarización* »). Ces documents, ainsi que la version définitive de la SD (expurgée de toutes ces justifications embarrassantes pour l'Organisation) sont consultables au CDMH, PSB 523,3.

70 *Acta del Pleno nacional de secciones de defensa celebrada en Valencia el 5 de noviembre de 1937*, IISH CNT A27

*combatientes para ganar la guerra. Además de ser un periódico eminentemente anti-confederal, es derrotista en el más completo sentido de la palabra y parece que estuviera hecho para destruir la moral de guerra de los combatientes. Y todo esto en nombre de la Anarquía y de la pureza Revolucionaria.*⁷¹»

Le ton alarmiste que présente l'ensemble de la correspondance révèle l'inquiétude que représentaient aux yeux de la Section Défense -et donc des Comités Supérieurs- la présence et le développement d'une opposition constructive et structurée. La condamnation de ce mouvement de contestation passe par le jugement et la dévalorisation (« *ataques soeces* ») mais aussi par la mise en avant des arguments qui justifieront bientôt la militarisation maximale de l'année 1938 : ceux de l'unité antifasciste (« *ni se ataca al fascismo* »), du défaitisme (« *es derrotista* ») et de la démoralisation (« *parece que estuviera hecho para destruir la moral de guerra* »). Pour la SD et les Comités directeurs, ces oppositions pouvaient mettre à mal les orientations politiques et militaires prises par l'Organisation mais elles pouvaient surtout s'avérer néfastes pour l'ensemble des militants en ce sens que les adversaires communistes étaient en mesure de récupérer et d'exploiter à leur avantages de telles informations : « *Este periódico constituye por todo lo que dejamos dicho un arma peligrosa que puede ser esgrimida por los partidos Marxistas y Republicanos en detrimento de nuestro prestigio*⁷² ».

Nous l'avons vu, la militarisation des milices du début d'année 1937 et les promesses fragiles de défense des acquis révolutionnaires qui l'accompagnaient ne supposèrent pas la fin des contestations apparues au début de l'hiver. Loin s'en faut : non seulement elles perdurèrent mais elles gagnèrent aussi en intensité, notamment après les événements de mai qui marquaient autant la fin des expériences révolutionnaires aux yeux des dirigeants politiques et militaires que la réaffirmation des idéaux libertaires au sein des troupes. Les sources de la Section Défense laissent apparaître que l'opposition à la militarisation prit des formes variées : contestations diverses, refus de coopération, affrontements violents, démissions ou désertions, diffusion de presse clandestine. Quelles que soient les façons dont aient pu s'exprimer ces contestations, toutes donnaient à voir la permanence d'un idéal

71 CDMH, PSB 512,8

72 Ibid

révolutionnaire chez des soldats-militants qui ne pouvaient souscrire aux choix de leurs dirigeants « *Los compañeros tienen el criterio de que la guerra actual es una guerra capitalista, por lo cual dicen no debemos intervenir, para morir se debe morir en las calles. Este criterio lo tienen incluso en el frente* » pouvait-on lire dans un rapport daté de la fin 1937⁷³ ». Face à eux, la SD dut intervenir de façon croissante et actionna plusieurs leviers pour imposer discipline et obéissance.

c) Les réactions de la Section Défense face aux oppositions

Comment la SD a-t-elle fait face et pu résoudre les différentes difficultés et contestations que nous venons d'évoquer ? Les documents que nous possédons laissent apparaître des réactions diverses mais qui prennent progressivement une tournure autoritaire.

Après les événements de mai à Barcelone et le départ du gouvernement catalan des ministres anarcho-syndicalistes, la Section Défense pouvait s'occuper pleinement des affaires liées au front et jouer le rôle qui lui avait été assigné lors de sa création. Dès lors, libérée des interventions de la *Consejería de Defensa*, la Section devait mettre fin aux ingérences d'autres acteurs qui bien souvent entravaient son action, notamment les syndicats. Pour mettre un terme à ce problème et pouvoir être en mesure d'assumer seule sa mission centralisatrice, elle envoya le 22 mai une circulaire à l'ensemble des syndicats et des groupes anarchistes : « *Os notificamos que en el plazo más breve debéis reorganizar las Secciones de Defensa CNT-FAI en las localidades en donde no se hayan constituido, os lo notificamos porque a partir de ocho días después de recibir esta circular no suministraremos material a nadie que no sean las Secciones de Defensa*⁷⁴ ». Comme le gouvernement régional, qui avait su utiliser les finances pour imposer sa ligne aux Comités refusant d'appliquer les décrets sur les municipalités⁷⁵, la Section Défense et la CNT-FAI ont recours à la menace (couper les moyens matériels) pour contraindre les syndicats à suivre la ligne fixée : les affaires de la

73 Op.cit, *Acta del Pleno nacional de secciones defensa*, 5/11/1937, IISH, CNT 27A

74 *Compañeros de los sindicatos locales, comarcales e intercomarcales y Grupos de la región* (circular 1), 22 mai 1937, CDMH, PSB 237,6

75 Voir POZO GONZALEZ, Op.cit, *Del orden revolucionario...*

guerre doivent être gérées de façon centralisée par la SD et donc par les Comités Supérieurs. Cette organisation, vue comme garante d'efficacité pour tout le mouvement, ne saurait faire l'objet de résistance. C'est ainsi que l'on peut interpréter l'allusion que contient la phrase finale du même document : « *Esperando lo tomaréis en consideración y os daréis perfecta cuenta del por qué tomamos esta determinación* ».

Pour juguler le mouvement d'opposition à la militarisation qui s'élevait au sein des troupes confédérales, la SD déploya tout un éventail d'actions. Dès les premières semaines après sa création, elle commença, nous l'avons évoqué, par organiser des réunions destinées à apaiser les tensions, à « *limar las asperezas* ». Dans le rapport déjà mentionné du 9 février 1937, on peut voir que chaque colonne connaissant un conflit, fait l'objet d'une ou plusieurs réunions orchestrées par la Section Défense⁷⁶. Ainsi, en parlant de la colonne Durruti, on peut lire : « *Recibido un informe de la columna Durruti, sobre algunas anomalías pasadas allí durante la actuación de los compañeros Ruano y Campón, se hicieron los trabajos pertinentes para esclarecer este informe y depurar responsabilidades, si en realidad hubiera lugar a ello. Juntos este comité, una representación de guerra, Manzana y los interesados se resolvió esto en Sariñena, según consta en un acta por todos firmada* ». Il en va de même pour la colonne Ortiz : « *Esta columna, después de la reunión celebrada en Barcelona, en la que se ratificó la confianza al compañero Ortiz, han ocurrido algunas cosas que han obligado a este Comité a asistir a otra reunión en Hija* »⁷⁷. Quant à la colonne *Tierra y Libertad*, particulièrement réactive, elle suscite de nombreuses interventions de la SD qui, à l'heure de faire le rapport, ne sont pas terminées : « *ahora, debido a una serie de gestiones realizadas, tenemos fundadas esperanzas para creer que se resolverá de una vez el estado anómalo de la columna, aún cuando nada podemos asegurar por el hecho de que aún siguen las gestiones* »⁷⁸. Quelle attitude, quel discours mettait en œuvre la SD lors de telles réunions ? L'un des procès verbaux en notre possession montre que, dans les premiers mois de l'année 1937, la section tente de jouer les pacificateurs au milieu de conflits qui pouvaient parfois atteindre une rare violence⁷⁹. Ainsi, la réunion

⁷⁶ Op.cit, *Informe de los datos más salientes...*, CDMH, PSB 378,4

⁷⁷ Ibid

⁷⁸ Ibid

⁷⁹ *Acta de la reunión celebrada en el Cuartel General el día 26 de marzo*, IISH, CDMH, CNT 94c

qui se tint à Pina de Ebro le 26 mars révèle que les miliciens-soldats opposés à la discipline et au commandement personnel de leur chef Manzana n'hésitèrent pas à sortir les pistolets pour imposer leurs vues, ce qui avait conduit le chef à abandonner la Division. Ce qui était vivement contesté, c'était que le commandant pût décider de façon unilatérale ; les hommes de la base entendaient faire perdurer les pratiques habituelles et plus collectives. Face à cette situation, la SD tenta de temporiser et trouva une solution qui, bien que convenant à tout le monde, réaffirmait implicitement les changements arrêtés par les comités supérieurs. Décision fut prise d'adjoindre plusieurs délégués à Manzana. Cette solution qui pouvait soulager les miliciens était cependant assortie d'une précision éloquente ; ces derniers devaient être, *in fine*, désignés par l'Organisation :

« Después de pequeños forcejeos, se decide poner a la consideración de todos los reunidos la siguiente proposición que dice : Que se nombre una Comisión de compañeros de entre los allí [sic] reunidos para que se entreviste con el compañero Manzana, como así también la Regional, para que le de una satisfacción de su actitud y al mismo tiempo poner en su conocimiento de que se le nombra un delegado político bien tres o cuatro compañeros que colaboran con él, en el Cuartel General, los cuales habrán de ser avalados por la Organización ».

Comme nous le verrons après, il va de soi que le choix de ces responsables était particulièrement réfléchi et écartait d'emblée les réfractaires à la ligne fixée par les dirigeants. Le but de ces interventions était, par conséquent, de faire accepter la militarisation et de faire en sorte que les décisions prises par les Comités Supérieurs soient appliquées et respectées. C'est ce que laisse entendre une incise éloquente présente d'un rapport⁸⁰ qui, bien que concernant un problème annexe, montre que la SD était une véritable courroie de transmission de l'Organisation. En parlant de ce problème, le rapporteur indique *« Estamos empeñados en darle una solución que será /claro es/ [sic], el que la Organización determine »*. Faire appliquer et respecter les décisions des comités supérieurs relève de l'évidence pour la Section Défense, révélant une fois de plus que le rôle de cet organisme allait bien au-delà des questions de logistique ou d'affectation.

80 Op.Cit, *Informe de los datos más salientes...*, CDMH, PSB 378,4

Le principal levier actionné par la SD pour mettre fin aux oppositions concerna les nominations de responsables au sein des troupes et de candidats aux Ecoles de guerre. Avec la militarisation, le système d'élection des chefs avait pris fin : pour éviter que ces charges ne soient assurées par des militants contestataires ou soucieux de maintenir des pratiques passées, ces derniers étaient désormais nommés par la SD avec l'assentiment des dirigeants anarchistes et anarcho-syndicalistes. Cela s'avérait particulièrement nécessaire en Catalogne, bastion historique de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme, où les pratiques libertaires et collectives avaient du mal à disparaître. C'est ce que constatait encore en avril un futur cadre de la Section Défense nationale, Inestal, qui remarquait dans son rapport de visite : *« Creo un deber llamar la atención de ese Comité Nacional sobre un aspecto concreto. Es éste : creo que los Comisarios en Cataluña deben ser propuestos por la Organización , no por los Jefes de División, como parece que hay propensión a hacer. Y lo creo, porque de esta manera, se evitaría el compadrazgo originado por la amistad y los intereses comunes entre los Comisarios y Jefes de División, cosa que anularía casi en absoluto la labor a realizar por los Comisarios e incluso el trabajo de encuadramiento y militarización que se persigue realizar con este proyecto »*.

Les premières actions de la SD catalane allaient d'ailleurs dans ce sens ; un de ses rapports évoquant les troubles survenus dans la colonne Tierra et Libertad précisait : *« de todas maneras, se ha nombrado ya nuevo delegado, y los que quedan en la columna aceptan la militarización. El delegado propuesto y aceptado por el Comité Regional y Consejería de Defensa, es el compañero Antonio Seba Amorós, del sindicato Fabril y Textil de Barcelona ⁸¹ »*. Il convient par ailleurs de remarquer que ces nominations s'accompagnaient parfois, nécessairement, de destitutions ou de déplacements : ceux qui occupaient les postes à responsabilité et qui ne répondaient pas aux exigences disciplinaires des comités directeurs étaient déplacés au profit de meilleurs profils. Loin de résoudre le problème, ces substitutions pouvaient au contraire réamorcer les contestations. Ce fut par exemple le cas de la très contestataire 119ème Division dont les soldats envoyèrent un courrier signé par une myriade de délégués qui se plaignaient de la destitution de Belmonte, leur chef⁸². Ces derniers, puristes, issus pour beaucoup de groupes d'affinités constitués dès le

81 Op.cit, Informe de los datos más salientes..., PSB 378,4

82 IISH, CNT 94c

début de la République, semblaient ignorer les raisons d'une telle décision. Le portrait d'anarchiste pur et irréprochable qu'ils brossent de Belmonte, anachronique au regard des exigences militaristes du moment, révèlent une profonde incompréhension qu'ils évoquent d'ailleurs textuellement : « *se comete una gran injusticia, no sólo con Belmonte sino con el Comisario de la misma Brigada y varios compañeros que están incluidos en la lista si no de destitución por lo menos de traslado. Así pues no sabemos los motivos que puedan determinar la destitución de Belmonte y traslado de otros mandos* ». Leur incompréhension justifie la mise en place d'un argumentaire qui s'avère intéressant en ce sens qu'il révèle ce qui semblait être une autre pratique de la SD et des hauts gradés pour gérer le problème des oppositions : réunir et isoler les puristes. Dans ce même courrier, on peut lire : « *al subir compañeros de cierta capacidad y espíritu rebelde, siempre ha procurado el Jefe de la División enviarles a la única brigada que ha estado dirigida por un compañero : por Belmonte* ». Peut-être faut-il voir, donc, derrière ce réflexe d'envoyer prioritairement les puristes, les « esprits rebelles » au sein de la 119 Brigade, une volonté de préserver les autres unités de toute contagion contestataire, de créer sciemment un cordon prophylactique pour ne pas mettre à mal tous les efforts fournis pour faire accepter la militarisation.

Cette sélection des chefs et Commissaires œuvrant dans les troupes confédérales avait pour corollaire le souci de veiller au profil des candidats présentés aux Ecoles menant aux mêmes fonctions. Dès janvier 1937, le CN soulignait, dans sa lettre sur les écoles de commissaires et de techniciens militaires, le besoin de respecter la nouvelle hiérarchie en vigueur « *Los compañeros han de estar dispuestos a acatar la disciplina orgánica, si así queremos llamarla, para acudir a ocupar los puestos que este Comité les designe* ⁸³ ». La candidature à ces écoles faisait l'objet de multiples vérifications dont les archives de la Section Défense gardent trace : il s'agissait de vérifier si les personnes ne venaient pas d'autres partis ou organisations ou si elles n'étaient pas des agents infiltrés de la 5ème colonne. C'est pour cette raison que de nombreux courriers furent échangés, rappelant la nécessité que chaque candidat soit militant depuis une date antérieure au coup d'État : « *Este comité se dirige a vosotros reinterando la circular mandada con antelación a la presente, en la que pedí que los camaradas que fueran avalados*

83 Op.cit, copie SD de la lettre du 9/01/1937 du CN au CR de Catalogne, CDMH, PSB 237,6

*para ir a la Escuela Preparatoria de Guerra, fueran de máxima solvencia y que militaran en la Organización antes del 19 de julio de 1936, pues se ha dado casos de avalar a compañeros que hacían nada más que algunos meses que estaban en la Organización*⁸⁴ ». Cependant, en plus de cette condition élémentaire, les dirigeants libertaires fixaient une autre exigence : les candidats devaient connaître, et donc admettre, les orientations des comités. C'est ainsi que l'on peut interpréter la formule finale de cette même circulaire « *En la seguridad de que los camaradas comprenderán que es menester acentuar y aumentar el número de compañeros probados en nuestras ideas y conocedores de las mismas y enviarán el mayor número posible que reúnan estas condiciones*⁸⁵ ».

La SD pouvait aussi être amenée à exiger des enquêtes ou des compléments d'information en particulier lorsqu'elle était en présence de plaintes venant de la base. Ainsi, après avoir reçu le courrier des JJLL sur l'emprisonnement des jeunes à Pina de Ebro, la réaction de la Section ne consista pas à défendre immédiatement les intérêts de ses militants comme il était d'usage de le faire à une autre époque mais de demander des vérifications : « *Como estos detenidos están en Lérida, sería preciso ver hasta qué punto son reales sus manifestaciones*⁸⁶ ». Ces doutes apparents sur le bien fondé des reproches formulés par les jeunes libertaires montrent la véritable interrogation de la SD : les faits d'incarcérations abusives sont-ils avérés ou s'agit-il de reproches motivés par la réaction de militants opposés à l'autorité et au commandement ? L'enquête préalable visait à le savoir et à ne pas prendre de décisions qui seraient contraires à la militarisation et à la mise au pas de la base décidées par les Comités Supérieurs. D'ailleurs, même si certains manquements ou abus d'autorité dénoncés étaient avérés, la Section Défense pouvait-elle réagir ? A un moment où les dirigeants libertaires et la SD travaillaient au problème de la sous-représentation des responsables anarchistes au sein de l'armée, cela était peu probable. Le cas du chef de Grañen (126ème Brigade) dont nous avons déjà parlé⁸⁷ est sur ce point très significatif. Dans la lettre qui accompagne le courrier du *Sindicato Unico de Trabajadores* et des JJLL, Grunfeld

84 Circulaire envoyée par la SD catalane en avril 1937, PSB 944

85 Ibid

86 Lettre accompagnant le courrier du CR des JJLL et envoyée par Grunfeld (secrétaire de la SD catalane) au Comité de Liaison de Lérida le 29 novembre 1937, CDMH, PSB 512,8

87 Op.cit, PSB 512,8

transmet l'affaire au Comité de Liaison et appose à côté de sa signature une note manuscrite : « *Nota : no obstante creemos que no debemos ponernos mal con los pocos mandos militares que existen en nuestras Divisiones* ». Si la Section Défense est souvent présentée comme un organisme d'assistance aux soldats (nous y reviendrons), ce soutien était limité ou du moins ciblé, circonscrit à certains domaines bien déterminés. Son rôle consistait surtout à relayer les décisions et orientations militaires arrêtées par l'Organisation.

La Section Défense put également faire acte d'autorité. Face aux premiers obstacles que rencontra la section dans ses premiers mois d'activité, le secrétaire, Grunfeld annonçait déjà qu'il fallait écarter tous ceux qui faisaient obstacle et défendait un fonctionnement autoritaire et hiérarchisé de la SD : « *es preciso que tal cosa [le manque de coopération] cambie y tome otros derroteros. Si existe desconfianza con ciertos compañeros, que se nombren a otros pero la sección [debe] mandar como es debido, sin tropiezos y sin obstáculos* ⁸⁸ ». Dans son rapport du 9 septembre, en parlant du problème de la 25ème Division dont le responsable n'envoyait pas les documents exigés, Grunfeld demande une enquête et avertit d'emblée :

« *Tan pronto como el C. de Enlace evacue nuestra encuesta, será preciso asumir una actitud enérgica, si resultare verificada la negativa del referido compañero. Los compañeros se deben a la Organización y más cuando detentan un cargo de responsabilidad ; en cuestiones de guerra deben informar y hacer acto de presencia en la Sección Defensa. Lo contrario sería dificultar la labor de la Organización* ⁸⁹ ».

Cette dernière phrase suscite quelques remarques : on peut d'abord s'étonner que quelques mois après avoir appelé à une plus grande autorité, le secrétaire se plaigne encore de résistances chez les responsables libertaires. Comment expliquer ce manque d'efficacité ? Grunfeld a-t-il eu du mal à imposer ses vues à l'ensemble de ses cadres ou l'Organisation a-t-elle hésité à sanctionner ses hommes à une époque où se multipliaient les emprisonnements et la répression contre les membres de la

⁸⁸ Op.cit *Causas que motivaron*, CDMH, PSB 378

⁸⁹ Op.cit, Informe del 9/09/1937, CDMH, PSB 378,4

CNT-FAI⁹⁰ ? Ou bien, plus vraisemblablement, la SD était-elle prisonnière de ses propres contradictions : d'un côté, elle voulait imposer une discipline de fer et le respect hiérarchique à ses hommes, de l'autre, elle ne pouvait pas, comme on l'a vu et de l'aveu même de Grunfeld, « *ponser[se] mal con los pocos mandos que existen en [sus] Divisiones* ». Démettre un chef ou un commissaire, c'était aussi prendre le risque de voir nommé, même en dépit des accords passés, un responsable communiste ou républicain.

Indépendamment de cette question d'efficacité, la phrase de Grunfeld met surtout en évidence les changements en cours au sein du mouvement libertaire et qui touchaient également la Section Défense : les militants sont désormais définis moins par leur liberté que par les obligations qu'ils ont vis à vis de l'Organisation : cette dernière est vue comme l'entité suprême, incarnant le bien et l'intérêt supérieur ; ses militants sont ses obligés, d'où la répétition du verbe devoir dans les propos de Grunfeld : ils doivent l'informer, ils doivent faire acte de présence, ils se doivent à elle dans une obligation personnelle et presque morale.

Ce recours à une autorité de plus en plus en marquée de la part de l'État Major anarchiste déclenchait un cercle vicieux dans lequel on voyait ressurgir des réactions d'opposition de plus en plus radicales, lesquelles justifiaient à nouveau un recours accru, croissant à la discipline. Ainsi, à la fin de l'année 1937, lors d'une réunion entre les SD catalane, aragonaise et nationale, les cadres libertaires semblaient s'interroger, dans un premier temps, sur les limites d'une telle discipline martiale : « *[la SD catalana] habla de la 25 División y del compañero Ejarque en el sentido de que emplea un trato demasiado rígido por lo cual se le debe llamar la atención para que se atenue un poco ese procedimiento. Comité de Enlace : Aclara el criterio de Cataluña haciendo algunas consideraciones sobre la tirantez entre los que tienen mando y los que no tienen*⁹¹ ». Face à eux, sans leur porter la contradiction, la Section Défense nationale rappela que « *nuestro criterio es el de la disciplina a rajatabla* » et critiqua la tolérance excessive du chef de la 26ème Division, Sanz, qui venait pourtant de faire arrêter des soldats contestataires. Quelques échanges plus tard, toujours à l'initiative du Comité National (CN), le recours accru à la discipline sembla s'imposer comme la seule modalité possible

90 Sur la répression post mai 1937, voir GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne, République et révolution en Catalogne*, Odile Jacob, Paris, 2004,

91 Op.Cit, *Acta del Pleno Nacional de Secciones Regionales de Defensa...*, 05/11/1937, IISH, CNT 27A

pour surmonter ces oppositions qui portaient préjudice à l'ensemble de l'Organisation : « *No solucionamos nada con explicaciones, los que buscan cosas las inventan para hacer obra desmoralizadora y que no se dan por satisfechos nunca. Precisamente, nuestras deficiencias consisten en demasiadas explicaciones. Además, nuestras demasiadas explicaciones sirven al enemigo para conocer nuestra situación. Las informaciones ponen en descubierto nuestras deficiencias* ». Peu après, Inestal, représentant de la SD nationale, enfonçait le clou dans une intervention qui n'était qu'ordres, injonctions et obéissance et appelait même à une militarisation de l'organisation : « *Con una actuación dura y responsable en la que tanto oficiales como militantes cumplan acuerdos de la organización, puede arreglarse el problema. Ya que a los mandos no se les discute, a la organización tampoco puede discutirse. Los acuerdos, que los tomen los sindicatos y después todo el mundo a obedecer. Explicaciones sí, a quienes convenga dárselas ; a infinidad de militantes militares, puede buscarse un procedimiento para informárseles.* ». Le Comité de liaison des SD catalane et aragonaise concluait ensuite « *ahora, con los mandos y con quien sea, disciplina rígida* » et commençait d'ores et déjà à poser la nécessité de créer un organisme exécutif.

C'est dans ce contexte de tensions extrêmes que la SD du Comité Régional d'Aragon prit en novembre l'initiative, surprenante, d'organiser une réunion qui rassemblerait les dirigeants SD et des représentants de soldats. L'ordre du jour, affiché dans la circulaire envoyée par la SD aragonaise⁹², était le suivant :

« 1° - *¿ De qué forma los compañeros del frente creen que pueden relacionarse con los Comités representativos de la Organización ?*

2° - *¿Cómo pueden ser cumplimentadas por los compañeros del frente las consignas confederales ?*

3°-*¿De qué forma interpretan los compañeros del frente el concepto de la disciplina en el Ejército ?*

4°- *Asuntos generales* ».

Le but de cette réunion était, pour la SD aragonaise, d'expliquer les orientations des comités supérieurs pour que cessent les conflits : « *muchas unidades nuestras*

92 Envoyée en novembre, cette circulaire est aussi insérée dans « *Acta de la reunión celebrada con asistencia de : SD de Cataluña, SD de Aragón, CN (SD), Comité de enlace* », 2/12/1937, CDMH, PSB 1375 et PSB 378,2.

estuvieron en peligro de ser disuelto [sic] por sus conflictos internos, lo cual producía renuncias de compañeros con mandos, desinteligencias entre los que tenían mandos y los que eran soldados. (...). Para aclarar en forma definitiva lo que concernía a los militantes de Aragón, y no existiendo aún acuerdos y orientaciones al respecto, se consideró conveniente por parte de C.R de A. convocar a la reunión a la que alude la circular. (...). Que no ha habido más que una buena voluntad de solucionar un problema que permitiera impedir la caída de la unidad ». Ces propos étaient ceux tenus par Corcuera, de la Section Défense aragonaise lors d'une réunion entre représentants des SD nationale, catalane, aragonaise et du Comité de liaison⁹³. Ce dernier avait été tenu de s'expliquer car une telle initiative avait de quoi surprendre : en interrogeant la base, elle constituait un retour aux pratiques libertaires antérieures mais aussi un danger (l'expression autorisée de plaintes et de contestations) ; elle était aussi en contradiction avec les orientations autoritaires du moment. C'est ce que laisse entendre le contenu des procès verbaux de cette réunion. Même si l'on évoque beaucoup la question des prérogatives (c'était au comité de liaison de prendre une telle initiative), ce sont bien les questions soumises aux soldats qui posent problème aux autres représentants de la Section Défense : les représentants du comité de liaison indiquent « *Que si se realiza la reunión, debe procurarse que sea alentada en otro sentido* » ainsi que « *En cuanto a la reunión debe estudiarse qué es lo que se hace y ver si se suspende o se orienta de otra manera* ». La réunion sera finalement annulée, montrant ainsi que les dirigeants de la SD avaient résolument tourné le dos aux pratiques passées ou à toute tentative de persuasion et choisi l'imposition de la discipline hiérarchique : les circonstances de la guerre l'exigeaient.

3. Evolution des oppositions, évolution de la Section Défense (1938)

a) Une évolution des oppositions ?

Certains documents que nous avons laissés penser que ces contestations connurent une certaine évolution en 1938. Cette idée part tout d'abord de la lecture

⁹³ Ibid

de trois rapports : le premier est le compte rendu d'une visite sur plusieurs points du front de l'est réalisée par une délégation de la FAI, les deux autres sont ceux fournis par les chefs et commissaires des 28 et 25ème Divisions. Ce qui peut surprendre dans ces écrits, c'est qu'il n'y apparaît aucune allusion à des rebellions ou à des formes de résistance, de contestation de l'ordre. Tout au contraire, et à une époque où le contexte militaire est sombre pour l'Armée Populaire de la République (campagnes d'Aragon, de l'Ebre, de Catalogne et un front républicain coupé en deux), l'attitude des troupes confédérales est encensée par les rapporteurs : on y loue leur courage et leur combativité mais on souligne aussi leur moral et même leur sens de la discipline. Dans le rapport de la FAI, on peut lire, sur la 121ème : « *Sanz nos dio a conocer la actuación admirable, magnífica y digna de toda ponderación de la 121 Brigada* » ; quant à la 119ème Brigade : « *Los compañeros todos estaban poseídos de una moral magnífica* » et même : « *Tengo que hacer constar que la moral del Mando, Jefes, Oficiales, Clases y soldados [sic] es formidable sin que se vea una vacilación ni una duda* ⁹⁴ ». Dans celui sur la 25ème Division, le chef militaire et le commissaire déclarent « *La moral de nuestras fuerzas es buena, por no afirmar insuperable. Existe la disciplina y el entusiasmo para que su actuación sea eficaz* ».

Comment expliquer que des unités qui, quelques mois plus tôt, se montraient violemment anti-militaristes deviennent en peu de temps des soldats disciplinés et au moral d'acier alors même que le contexte militaire et leur armement leur sont défavorables ? Etait-ce là le résultat de la politique menée par les forces républicaines, suivie par la CNT-FAI, qui imposaient la militarisation et la mise au pas croissantes de l'ensemble de la société en obligeant civils et soldats à un strict respect des ordres hiérarchiques ? Y contrevenir revenait alors à entraver l'unité antifasciste, à faire le jeu des Franquistes : désertir, c'était trahir ; critiquer ou contester, c'était démoraliser les troupes. Dans ce contexte là, il est aussi possible de penser que les rapporteurs, qu'ils soient en visite ou responsables sur le front, n'aient pas voulu préciser dans leurs compte-rendus de possibles mouvements de contestation chez des hommes courageux qui tombaient en masse face à l'hyperpuissance ennemie. Peut-être s'agissait-il aussi de taire certains désagréments que connaissaient les unités libertaires pour éviter de possibles

94 Informe de la visita realizada a los distintos sectores del frente del Este, CDMH, PSB 944

remaniements et réorganisations qui seraient allés à l'encontre des intérêts de l'Organisation.

Quoi qu'il en soit, une consultation plus approfondie des sources de la Section Défense laisse rapidement apparaître une évidence : malgré ce que laissent entendre ces rapports, les contestations furent loin de disparaître au cours de l'année 1938. Bien au contraire, elles perdurèrent sous les mêmes formes et ce, au mépris du mécanisme croissant de répression et de militarisation.

Dès le mois de février, le commissaire de la 121^{ème} Brigade, celle-là même dont Sanz louait le courage et le moral, était décrite dans un rapport confidentiel comme une unité frappée d'épuisement physique et psychique : « *Nadie ignora que el cansancio físico y mental producido por el largo estacionamiento en las trincheras unido a la inactividad de todo este lapso de 18 meses de campaña acarrea el quebrantamiento de la moral imprescindible que para hacer y soportar la guerra precisa*⁹⁵ ». Alors qu'il se livre à une description critique des responsables politiques et militaires de son unité, le capitaine dresse à la Section Défense un tableau éloquent du comportement de ses hommes lorsqu'ils sont confrontés, comme c'est le cas depuis peu, à un officier (non libertaire) compétent mais autoritaire : « *Desde luego, en el batallón que está, se encuentra constantemente violentado por no tener ningún compañero confianza en él ; claro está que muchas de estas cosas se producen por querer ser un perfecto militar y producirse en tonos que todavía los compañeros no son capaces de soportar. Desde luego, sería muy necesario sacarlo de Comandante y dejarlo , si es preciso, a la categoría de Capitán. Otro compañero será indudablemente capaz para disciplinar a los camaradas, mientras que él no, por la sencilla razón de cualquier orden que de él parta , hacen los compañeros cuanto pueden para no acatarla*⁹⁶ ». En mars, alors que les troupes républicaines venaient d'essuyer un cruel revers lors de la bataille de Teruel, les responsables des différentes Sections Défense se réunissaient à Barcelone notamment pour aborder et résoudre une bonne fois pour toutes le problème de la discipline. Ces échanges, tous consacrés au front de l'Est, révèlent l'ampleur et la permanence des oppositions à la militarisation. Certains hommes, comme Boada, chargés d'occuper des postes à

95 Op.Cit, *Informe confidencial de la situación moral, militar y orgánica de la 121 Brigada...*, IISH, CNT 94c

96 Ibid

responsabilité, refusent cette fonction en avançant des arguments qui, justifiés ou non, s'éloignent de la discipline aveugle que suppose la militarisation : « *El compañero Boada nos expuso que el Jefe de la 25 Div. no tiene carácter, que el Comisario es quien más influye en la División estableciendo una disciplina de hierro y desplazando continuamente a compañeros por el hecho de no ser de Aragón. Ha creado dentro de la División una secta que a sus órdenes hacen servicio de vigilancia con los compañeros*⁹⁷ ». Les réticences à se militariser étaient toujours présentes tant sur le front qu'à l'arrière où certains libertaires venaient relayer et appuyer les contestations des soldats : « *Se presentó un compañero de la 153 Brigada acompañado de uno de la F.L de Grupos [Federación local de Grupos] exponiendo que propusiéramos la destitución del actual jefe de la Brigada, compañero Teresa*⁹⁸ ».

Le lien qui unissait le front et l'arrière passait également par l'envoi de la presse clandestine qui, en dépit des avertissements et des menaces de la Section Défense, ne disparaissait pas ; elle atteignait même des proportions suffisamment importantes pour inquiéter la SD et déclencher des arrestations : « *conviene que por la Organización se tomen medidas para evitar que la propaganda clandestina llegue a los frentes, porque por este hecho tenemos ya un compañero procesado ; si esto continúa persistiendo, como en la actualidad, nos veremos abocados a grandes dificultades, porque serán muchos los compañeros que se nos detendrá por esta cuestión*⁹⁹ »

119ème, 121ème, 153ème Brigades, les matricules se succèdent et laissent apparaître, quel que soit le chiffre, une même réalité : la dissidence restait permanente et l'idée d'obéir aveuglément à des supérieurs hiérarchiques paraissait toujours aussi inconcevable pour les libertaires catalans. Plus encore : non seulement les oppositions restaient toujours vives mais certains agissements qui avaient eu cours durant le mouvement révolutionnaire continuaient à exister. C'est ce que montrent les propos des hommes du Comité de Liaison de la SD qui, en même temps qu'ils mettent à l'index les comportements jugés anormaux de certains libertaires, nous interrogent également sur la SD et son efficacité :

« *Continúa el C. de Enlace informando de la situación del Frente del Este, en el que no ha variado la situación en este mes. Lee un informe sobre la*

97 Copia del acta de la reunión de las SSDD el día 2 de marzo de 1938, IISH, CNT 27A

98 Ibid

99 Ibid

*situación del sector, particularmente en lo que respecta a la 153 Brigada, explicando el caso del compañero Seba, Jefe de la Brigada. Esta Brigada formada por una de las Columnas de voluntarios y continúa con el mismo espíritu que les guiaba cuando eran Columna y teniendo un concepto muy deforme de la disciplina. En algunos pueblos, por cuenta propia, se dedicaban a la requisa de enseres y demás utiles que les eran necesarios sin dar cuenta al C. de E. ».*¹⁰⁰

La rudesse des combats, la militarisation et les diverses conséquences qu'elle pouvait entraîner expliquaient aussi que nombre de soldats issus des troupes anarchistes prennent la décision de désertir. Des rapports de février et même de juillet 1938 en font état. Bien souvent, ces documents évoquent, une fois de plus, des manifestations d'opposition qui restent identiques à celles que l'on pouvait constater au début de l'année 1937. Dans la 26ème Division, le chef Sanz et son commissaire, Pedro Pey Sardà, dénonçaient ces fuites et alertaient sur les soutiens dont elles pouvaient bénéficier au sein des organismes libertaires :

*« Debemos significaros también unos casos lamentables que se vienen sucediendo. Y más aún porque éstos son imputables a compañeros o quienes se dicen serlo. Vosotros sabéis perfectamente el criterio de la Organización exigiendo a los mandos de División una acción seria y decisiva con arreglo a los acuerdos tomados por la misma. Y, por otra parte, elementos que se encuentran en esta Unidad no reparan con su nefasta actuación disgregadora en comprometer a los mandos de la División existiendo casos de verdadera gravedad en el orden militar. Precisa pues que los Comités a los que va dirigido el presente informe presten la máxima atención a los casos de deserciones a retaguardia que muchos individuos, mal llamados compañeros, cometen poniéndonos en condiciones de tener que, forzosamente, cursar parte de deserción contra los mismos. (...) Lo peor del caso es que nos consta que estas deserciones son alimentadas y amparadas por elementos emboscados en los sindicatos o en otros lugares parecidos*¹⁰¹.

La décision de désertir était l'ultime façon, la plus extrême et la plus risquée, de marquer son opposition à la militarisation. En 1938, elle pouvait se traduire par une exécution sommaire (les cas furent nombreux sur le front, nous y reviendrons) ou par la traduction du déserteur devant une cour martiale des plus sévères comme le rappelle et l'assume le propre Sanz dans la partie finale de son rapport : *« Cuando se cursa un parte, pasa éste en manos de un Tribunal que no dicta, en ningún caso,*

¹⁰⁰ Ibid

¹⁰¹ Rapport envoyé par Sanz et Pedro Pey aux comités le 12 août 1938, IISH, CNT 94c

sentencias muy benignas. Si no se hiciera así, seríamos testigos de una situación caótica en las Unidades, situación que tenemos la obligación de evitar por todos los medios. (...) Nuestra posición frente a este hecho (...) será inflexible y procederemos sin titubeo alguno contra los elementos que actúen en esta forma ¹⁰²».

Beaucoup plus éloquent est le rapport intitulé *Informe de los hechos y situación de la 25 División* rédigé par un soldat anonyme en août 1938¹⁰³. Ce document est particulièrement intéressant et ce, à plusieurs titres. Il permet tout d'abord de considérer les oppositions non pas par le regard des dirigeants libertaires mais par celui d'un soldat. Il propose par ailleurs, en détail, un discours construit, une véritable réflexion sur la militarisation et sur la place que peut ou doit avoir la discipline dans des troupes libertaires. Ce long rapport, signé par un soldat manifestement instruit, livre à la fois l'histoire de la 25ème Division et une analyse pointue des raisons qui ont conduit à la permanence des oppositions en son sein. Il commence par évoquer les débuts de cette Unité en rappelant l'importance qu'avaient les idées anarchistes et révolutionnaires dans l'engagement des premiers miliciens : il parle « *[d]el calor de las ideas y la homogeneidad de sus componentes [que] le daban extraordinario realce, prestigiando con ello a la organización de cuyos hombres sus filas se hallaban más nutridas* » et affirme également « *De la formación confederal y revolucionaria de la 25 División, nadie puede dudar* ». Cette idéologie motrice faisait donc l'unité, « l'homogénéité » de cette Division.

Selon lui, l'arrivée de la militarisation fut acceptée par discipline et dans l'intérêt supérieur de l'Organisation¹⁰⁴ : « *Llegó la militarización y con ella el encuadramiento en Unidades de los grupos (...). Nuestros hombres, conscientes y disciplinados, aceptaron cuanto la Organización estimaba necesario para ganar la guerra. Más disciplina que en nuestra División, no se podía hallar en parte alguna* ». Cette affirmation peut sembler discutable (au regard des exemples de contestations que nous avons évoqués plus haut) voire même contradictoire si l'on en juge par d'autres commentaires sur le commandement que l'auteur même fait quelques lignes plus loin : « *Aquel valladar ideológico y revolucionario que ofrecían nuestros hombres, formando fuerte amasijo de voluntades y disciplina, se resquebrajaba entre los*

¹⁰² Ibid

¹⁰³ PSB 1199

¹⁰⁴ Sa vision de l'organisation comme entité supérieure rappelle celle que voulait imposer la SD.....

compañeros que ocupaban los puestos en las jefaturas de las Unidades » ainsi que « Los compañeros centuriones, milicianos y otros (...) llegaron a concitarse en la vida regalada y nada moral en la Comandancia de Caspe, y más tarde en la de Hija, llevando los compañeros Ortiz, Ascaso, Molins, Barrios, etc. ». Ces deux phrases suscitent plusieurs commentaires. Tout d'abord, on retrouve le parallèle entre morale et principes anarchistes. De la même façon, le terme de « discipline » dont il est question ici n'est pas évoqué dans son sens militaire ; il faut donc le dissocier des oppositions que nous évoquions précédemment. Pour l'auteur de ce rapport, la discipline, qui doit être totale, ne se doit qu'à l'Organisation et aux idées qu'elle a toujours défendues : « pensamos todavía como pensaremos siempre , que la conducta de los militantes, en cualquier lugar donde se hallen, no puede ser otra cosa que aquella que repercute favorablemente en el prestigio y desarrollo de la organización misma. Esto es, que en el Ejército, como en el Gobierno, como en cualquier lugar representativo o directivo, los militantes son colocados por la organización a cuya disciplina se someten por completo ». Cela ne signifie pas, pour autant, qu'il soit contre l'autorité et la discipline militaires, qu'il juge même indispensables en temps de guerre : « Su concepto caustico de las cosas [celui du chef Sanz] y el empeño de lograr la mayor eficacia en la Unidad, le obligaba [sic] a poner dureza en su trato oficial y a exigir a todos sin excepción el cumplimiento de sus deberes. Pero tras este empeño necesario y completamente lógico, existía el militante convencido que tenía bien las razones de organización y sus más ligeras consignas ».

En fait, la critique anti-militarisation, qui se dégage de l'ensemble de ce rapport est beaucoup plus complexe qu'une simple opposition aux principes de discipline ou de hiérarchie : si Sanz, pourtant autoritaire, était respectable, c'est parce que l'on pouvait voir en lui sa condition de « *militante convencido* ». Or, ce que déplore l'auteur, c'est que la plupart des chefs libertaires font preuve d'une autorité sèche, « absurde », c'est à dire dénuée de sens et qui ne repose que sur la charge et le grade qu'on leur a confiés¹⁰⁵. Aucun contenu anarchiste, aucune dynamique

105 Ce constat fait par le soldat anonyme est confirmé par de multiples sources de la SD. Sanz qui pouvait se montrer très autoritaire (dissolution de brigade, rapports accusatoires, dénonciation des déserteurs...) était pourtant perçu comme laxiste par la SD et l'Etat-Major libertaire qui pointaient son excessif « *compañerismo* ». Voir par exemple les *Actas del Pleno Nacional de las SSDD*, 5/11/1937 et 2/03/1938, IISH, CNT 27A. Avérée ou non, cette représentation de Sanz qu'avaient les autorités libertaires furent source de conflits entre chefs et de rivalités. Cet aspect confirme à nouveau les propos du soldat-rapporteur qui opposait le « *militante convencido* » aux très autoritaires « *personalistas* ». Voir notamment les rapports de visites sur le front effectuées par Entrialgo et Val en mars 1938, CDMH, PSB 944,6.

syndicale et collective ne viennent accompagner la nécessaire militarisation et relayer l'esprit révolutionnaire qui animaient la Division à l'été 1936. Au contraire, ce qui prévaut, c'est le « *personalismo* », l'individualisme : chaque chef travaille à sa promotion personnelle et les faits d'armes de toute une brigade débouchent sur l'attribution d'une médaille au seul chef quand la « *disciplina sindical* » et collective aurait exigé qu'elle revînt à l'ensemble de la Brigade et à l'Organisation¹⁰⁶. Ce rapport pourrait donc mettre en lumière une certaine évolution dans l'opposition à la militarisation : ce que remettent en cause certains soldats libertaires en 1938, c'est moins la hiérarchie ou la discipline que la totale « désanarchisation » qui a accompagné cette transformation, c'est l'absence de sens et de contenu idéologiques. Se battre, obéir, oui, mais pour quoi, au nom de quoi ? Cette réflexion contient implicitement une critique envers les dirigeants anarcho-syndicalistes et anarchistes qui n'ont pas su insuffler un esprit ou une finalité libertaires à la militarisation et se sont contentés d'un alignement total sur les positions républicaines et communistes.

b) Evolution et bilan de la Section Défense

La Section Défense a joué un rôle de premier plan dans la militarisation des milices. Au cours de l'année 1937, elle fut amenée à développer ses activités et à multiplier le nombre de ses sous-sections.

De cette Section, l'historiographie a essentiellement retenu les missions qu'elle menait pour les affectations et promotions des responsables militaires ainsi que son travail logistique et d'assistance auprès des soldats. Les archives de la Section Défense en font état. Dans un de ses rapports hebdomadaires (celui du 25 septembre 1937), elle s'inquiète de la tenue des soldats face à l'hiver qui arrive : « *Un problema de gravedad que ya se presenta y del cual ya hemos informado oportunamente es la falta de ropa de invierno. El frío ya aprieta en el frente y en las*

¹⁰⁶ Cet exemple cité par l'auteur fait d'ailleurs écho aux revendications d'autres soldats présentes dans nos sources : ainsi, lors de la Bataille de Belchite, la SD félicite chaleureusement le chef de brigade, chose qui sera vécue comme une injustice par la troupe. Cet aspect montre par ailleurs que le sentiment de l'auteur n'était pas celui d'un seul homme mais semblait partagé par de nombreux soldats.

25 y 26 Divisiones la mayor parte de la gente no tiene lo necesario¹⁰⁷ ». Veillant aux besoins des soldats, la SD s'intéressait non seulement à leurs habits mais aussi à leur alimentation : « *Lo mismo diremos de nuestras Divisiones que se les tiene completamente abandonadas por parte de intendencia, tanto es así que la División 26 no tiene todavía la ropa de verano, y hay quien no tiene pantalones para ponerse. En cuanto a la comida no solamente se come mal que ni siquiera se come lo necesario*¹⁰⁸ ». Toujours dans le domaine logistique, un domaine jouit d'une attention particulière et d'un espace plus important dans les documents que nous avons pu consulter : celui de l'armement. De nombreuses sources évoquent l'insuffisance ou la déficience du matériel de guerre et font parfois des comparaisons avec celui que possèdent les communistes : « *conviene hacer constar que ese armamento está en condiciones deficientísimas por ser viejo y haber sueguido [sic] con nosotros toda la campaña. Por lo que se precisa (...) que les sea cambiado totalmente todo el armamento por armamento nuevo y moderno*¹⁰⁹ ». Bien qu'avérés, il faut cependant remarquer que ces questions matérielles ou d'assistance, au vu des documents consultés, occupent une place secondaire dans les activités de la Section Défense.

De l'aveu même de ses membres, la SD n'avait pas pour vocation première de s'occuper de problèmes de cette nature. Dans un rapport d'activité de mai 1937 déjà cité¹¹⁰, on peut lire : « *La falta de conocimiento de las cosas más importantes impedía que se obrara en consecuencia y nuestra misión quedó restringida a tener que atender las quejas personales de los milicianos, de las mujeres de los milicianos, de los extranjeros voluntarios que no eran aceptados, enviar comisiones al frente a solucionar ciertos conflictos, organizar una escuela preparatoria, gestionar ciertas cuestiones que por nuestro archivo se podrá [ver] la tarea enorme realizada. Tarea que nos puede satisfacer si pensamos que la misión de esta Sección es muy distinta* ».

Parallèlement à sa mission sur la militarisation, la Section Défense était vue dès sa création comme un organisme qui devait gérer les questions logistiques et matérielles touchant non seulement le front mais aussi l'ensemble des secteurs liés à la Défense sur tout le territoire catalan : « *queríamos organizar las cosas en gran*

107 Informe semanal del 25 de septiembre de 1937 que eleva la Sección Defensa a los comités regionales CNT-FAI, PSB 378,4

108 Op.cit, Informe que presenta la Sección Defensa al comité regional, CDMH, PSB 378

109 Op.cit, Informe de la División 28, CDMH, PSB 378

110 Op.cit, Causas que motivaron..., CDMH, PSB 378

*escala, no queríamos sólo ligazón con el frente sino también procurar organizar por lo menos documentar la producción de guerra, industrias, químicas, materias primas, compras, transportes, abastos, sanidad, etc, etc, en toda Cataluña*¹¹¹ ». Cet objectif apparaissait d'ailleurs dans le procès verbal de la réunion de février 1937, celle-là même qui instaurait la SD en Catalogne. Le document précise les différentes tâches que devait prendre en charge la section : on y retrouve, en plus des affaires matérielles, la volonté de contrôler l'ensemble des secteurs liés plus ou moins directement au domaine de la défense mais aussi les missions relevant de la communication et de la coercition. Son action devait être le fidèle reflet, le solide relais de la CNT-FAI et des changements qu'elle voulait mettre en œuvre :

*« Picas lee unas bases en las que en síntesis dicen : Que la Comisión de Guerra tiene que establecer una estrecha vinculación con todos los sectores orgánicos de nuestra Organización y Específica. Ha de vigilar la moral dentro de los cuadros nuestros. Colaborar con todo aquello que sea necesario y pueda su intervención ser más eficaz. Asegurar a los combatientes que no les falte alimento, vestidos y municiones. Investigar todo aquello que pueda ser materia punible. Asesorarse de cómo va la economía de nuestras organizaciones. Procurar que nuestro transporte sea lo más eficaz posible y que no falten vehículos donde se tengan que menester. Fabricar y comprar armamento. Vigilar las operaciones militares. Y mantener un contacto con todo lo que sea interesante. Argentino [Grunfeld] – dice : la Comisión tiene la misión de ser la representación genuína de la CNT y la FAI y por lo tanto todo compañero nuestro tiene que estar vinculado con la Comisión »*¹¹².

Pourtant, dès le mois de mai, avec le départ des anarcho-sindicalistes du gouvernement et de la *Consejería de Defensa*, il semble que les affaires logistiques passent au second plan : ce qui importe désormais et qui est vu comme la mission première de la Section, c'est « l'intervention dans les affaires de guerre ». Un rapport réalisé durant l'été 1937, qui fait la comparaison entre les activités de la SD avant et après mai, fait le bilan suivant : avant mai, « *nuestra intervención en los asuntos de la guerra como órgano de la misma Organización fue nula o poco menos* »¹¹³ » et il évoque, lui aussi, les conflits, les volontaires étrangers, l'école préparatoire de guerre... Après mai, en revanche : « *Esta segunda parte de la actuación de la*

¹¹¹ Ibid

¹¹² Op.cit, *Reunión del CR de Cataluña...*, 10/02/1937, IISH CNT 85c

¹¹³ Op.cit, *Informe que presenta la Sección Defensa al Comité Regional*, CDMH, PSB 378

Sección Defensa es la más laboriosa, y es desde este momento en que tiene una verdadera intervención en los asuntos de guerra ». Sans exclure les questions d'assistance et de logistique, la Section Défense entendait étendre enfin son travail à « *todos los aspectos y actividades de guerra*¹¹⁴ ». Cependant, derrière cette formulation un peu ambiguë, les affaires de la guerre consistaient essentiellement à s'intéresser aux questions stratégiques et politiques. Les documents émanant de la SD ou envoyés par elle mettent en évidence que les problématiques de cette nature (la stratégie militaire, la place des communistes, la nomination des chefs et commissaires, les considérations politiques) constituaient l'essentiel des préoccupations des membres de la SD. Nous en reparlerons dans la seconde partie.

A partir de mai 1937, libérée des entraves qui avaient gêné son action et dotée d'objectifs précis, la structure put se développer pour assurer les diverses missions qui lui étaient assignées. Avant mai, elle avait seulement trois sous-sections (Secrétariat, Volontaires étrangers et Ecole préparatoire de guerre). En avril avait été décidée la création, sur le front, d'un Comité de Liaison (*Comité de Enlace*) regroupant des représentants des SD catalane et aragonaise ; le but était de faciliter le travail des sections et d'éviter les doubles interventions sur un même front. A partir de mai, les sous-sections se multiplièrent : « *A medida que íbamos familiarizándonos con la misión que nos fue encomendada, vimos la necesidad de tener que dividir y deslindar lo que constituyen las diversas actividades de un ejército en campaña, actividades todas ellas con sus características particulares, por lo que se acordó fraccionar en diversas Subsecciones que vamos creando poco a poco*¹¹⁵ ». Au mois d'août, la Section Défense comptait presque 10 sous-sections : « Secretaría, Vicesecretaría, Contaduría, Archivo, Escuelas y Organización, Comisarios, Aviación y Marina, Servicios auxiliares, Mobilización, Varios, Educacion militar.¹¹⁶ » ; Les missions d'assistance et de logistique n'occupaient que la sous-section *Servicios auxiliares* et une petite partie de *Varios*. Les missions des autres entités étaient différentes et s'orientaient, nous le verrons, vers des questions plus stratégiques et politiques. D'autres organismes travaillaient par ailleurs de façon complémentaire avec la SD : des secrétariats militaires, sous les ordres de la sous-

114 Rapport de la SD du CR de Catalogne à la SD du CN, 27/8/1937, CDMH, PSB 378,4

115 Ibidem

116 *Estructuración de la Sección Defensa*, PSB 378

sections Mobilización, se trouvaient dans tous les cantons¹¹⁷ et des commissions comme celle des Travaux et Fortifications ou celle des Trains collaboraient étroitement avec la Section. Bien que son fonctionnement fût encore balbutiant à l'été 1937, la SD avait connu une évolution structurelle notoire. Son maillage sur l'ensemble des structures de Défense catalanes lui permettait de couvrir et de diriger toutes les affaires de la guerre : elle était désormais en mesure d'y faire appliquer les orientations militaires et organisationnelles venues des comités supérieurs, faisant d'elle un maillon indispensable dans la verticalisation du mouvement libertaire qui était alors à l'œuvre.

D'un point structurel et fonctionnel, la SD put donc présenter un bilan positif. Par sa présence et son fonctionnement, la centralisation que souhaitaient les deux centrales libertaires devint effective. Les correspondances que les unités envoyaient à la *Consejería de Defensa* ou au Comité Régional au début de l'année 1937 disparurent progressivement au profit de la SD qui s'imposa comme l'organisme incontournable des affaires liées à la guerre. De la même façon, elle put lutter efficacement contre les « voyages à Valence », ces déplacements qu'effectuaient certains responsables militaires auprès des autorités centrales pour traiter directement leurs requêtes et leurs problèmes : « *Queremos dejar sentado que la Sección Defensa del Comité Nacional, de acuerdo con las Secciones Defensa de los Comités Regionales, desea establecer una norma para llevar a cabo las gestiones que las Unidades Militares tuvieran precisión de realizar en Valencia. Para ello, creemos que debemos restringir todo lo más posible los viajes a Valencia de muchísimos compañeros que tienen mandos políticos o militares en el Ejército debiendo ser las Secciones Regionales las que tramiten todas esas gestiones* ¹¹⁸ ». Aucun des rapports et documents en notre possession ne font état, après cette date, d'autres « voyages à Valence », démontrant ainsi la réussite de la SD pour imposer un fonctionnement coordonné et centralisé aux acteurs militaires dont on attendait une plus grande efficacité. En Catalogne comme dans les autres régions, cette volonté d'organisation et de coordination se manifesta aussi par la tenue régulière de réunions entre SD. A la fin de l'automne 1937, la section catalane, sous l'impulsion du très actif Grunfeld, mit également en place une réunion interne et mensuelle,

¹¹⁷ Ibid

¹¹⁸ *Reunión de los secretarios de las SSDD de los comités regionales con la SD del Comité Nacional*, 31/08/1937, IISH, CNT C38.

chaque dernier dimanche du mois, qui rassemblait les différents responsables de sous-sections. Le but de ces entrevues était de faire le point, de se coordonner sur les affaires de la guerre et d'adopter, si besoin, toutes les mesures susceptibles de résoudre les problèmes et de rendre encore plus efficiente l'activité de la structure. Dans le procès verbal d'une de ces réunions, celui du 31 octobre, les hommes de la SD catalane demandaient la création de nouvelles sous-sections, souhaitent explorer ou redynamiser certains secteurs défensifs comme les industries de guerre ou l'aviation, sollicitaient l'octroi de nouveaux crédits et le développement de leurs effectifs ; ils proposaient également que, tout en restant l'appareil « *ejecutor* » de l'Organisation libertaire, ils puissent bénéficier d'une plus large autonomie sur certaines questions et ce, dans le souci d'être plus réactifs et efficaces¹¹⁹. En cette fin d'année 1937 et à l'heure où les revers militaires n'avaient pas encore entamé les espoirs d'une victoire à venir, la Section Défense catalane montrait un dynamisme et un volontarisme qui la plaçaient à ce qui semble être le zénith de son activité.

Mais au-delà de ces considérations fonctionnelles, de quel bilan pouvait se prévaloir la Section défense catalane pour ce qui est de l'imposition de la militarisation auprès des troupes ? Sur ces questions, un constat semble se dégager aisément des sources consultées et s'imposer presque comme une évidence : son action fut un échec. Nous l'avons vu, les contestations, les manquements à la discipline ne connurent jamais d'accalmies au sein des troupes libertaires, montrant par là-même les limites des actions mises en place par la section. En mars 1938, la presse clandestine et contestataire continuait à circuler et ce, malgré les avertissements menaçants lancés par la Section¹²⁰. Tout au long de cette même année, les désertions se multipliaient. La nomination des chefs posait également toujours autant de problèmes : l'Organisation souffrait tout d'abord du retard qu'avaient suscité les premières oppositions de 1937 ; les efforts pour former les responsables au sein des écoles dirigées par la SD connaissaient une réussite à la fois relative et inégale. Par manque de formation ou faute de cadres et de volontaires, certaines divisions se voyaient contraintes de désigner à la hussarde ses

119 *Acta de la reunió extraordinaria celebrada el 31 de octubre de 1937 por la SD de los comités regionales CNT-FAI*, IISH, CNT C38

120 Pour la permanence de la presse clandestine, voir le rapport déjà évoqué *Copia del acta de la reunió de las SSDD*, 02/03/1938, IISH, CNT 27A. Quant aux avertissements émanant de la SD sur cette question, voir en particulier la circulaire n° 12 envoyée à tous les syndicats, CDMH, PSB 238,1.

officiers. C'est en particulier le cas de la 26ème Division et de sa 121ème Brigade dont le commissaire Flores indiquait encore en 1938 :

« Los mandos militares fueron nombrados en momentos críticos para la División, lo que determinó que no pudieran medirse el alcance de la capacidad militar y dotes de mando de los compañeros ; hoy pagamos las consecuencias de esta equivocación. Carecemos de mandos solventes en esta Brigada, militares profesionales, no los hay. (...) Como más arriba indico, los mandos fueron nombrados todos en la propia línea de fuego, y como no han salido de ella todavía, no ha sido posible instruirlos militarmente para que den el rendimiento necesario ; después de nombrados han continuado en las trincheras en calidad de compañeros, y hoy nos encontramos que no hay un solo sargento, teniente o capitán que sepa cuál es su misión a cumplir como tal ; con los Comandantes sucede exactamente igual. Todas las demás Divisiones procedentes de Milicias (incluso las Confederales) han sido sacadas de la línea de fuego para organizarse y capacitar técnicamente sus mandos, todas menos la 26¹²¹ ».

Les carences de chefs touchaient également les charges politiques de commissaires. L'absence de volontariat et l'opposition à assumer toute charge de responsabilité qu'elle traduisait paraissaient à la fois constantes et insolubles. Malgré tous les efforts de formation fournis par la SD catalane, cette dernière, de l'aveu même de son secrétaire, ne semblait plus savoir comment gérer ce problème qui, quoi que dans des proportions moindres, subsistait. En avril 1938, face aux commissaires fraîchement instruits qui refusaient d'assumer ces fonctions, Grunfeld écrivait : *« Hasta ahora los compañeros que han venido a esta sección a solicitar el ingreso en el Comisariado, antes de aceptarlos, les hemos hecho llenar y firmar una instancia, les hemos advertido que adquirirían el compromiso de estar a la disposición de la Organización e ir adonde se les destinara. Si después de todos estos trámites, que suponen adquirir un compromiso en firme, los compañeros se niegan a cumplirlos, francamente, no sabemos qué medidas habrá que tomar¹²² ».*

Le bilan n'était guère meilleur sur les questions logistiques. L'armement, les vêtements, la nourriture étaient des points directement en lien avec la militarisation. C'est en jouant sur leur approvisionnement que les forces républicaines puis les dirigeants libertaires avaient appuyé leur argumentaire pour faire admettre et accepter l'idée de se militariser. Malgré la transformation effective des milices et l'imposition de la discipline hiérarchique, rien n'avait changé sur ces questions y

121 Op.cit, *Informe confidencial de la situación moral...*, IISH, CNT 94c

122 Lettre de Grunfeld au CR de Catalogne, 04/04/1938, CDMH, PSB 615 / 3,10

compris au sein des unités qui ne faisaient pas partie des brigades les plus contestataires. En août 1937, les hommes des Bataillons de Travaux et Fortifications se trouvaient encore dans un dénuement total : ces ouvriers travaillaient pieds nus, manquaient de nourriture, d'abris couverts où passer la nuit lorsqu'il pleuvait, de matériel, de soins, de vêtements¹²³. Les unités combattantes ne connaissaient pas un meilleur traitement : Le Commissaire Flores, dans son rapport de mars 1938 déjà cité, pointait encore le manque de vêtements et d'armes : « *Las armas que tenemos son insuficientes y no reúnen condiciones: nuestros fusiles y nuestras ametralladoras son incapaces de resistir una hora de fuego seguido. Y lo peor es que nuestros camaradas tienen consciencia plena de estas deficiencias, con estas armas, carentes de material de fortificación, sin ropa de invierno*¹²⁴ ». Dans leur rapport du mois d'août, en pleine Bataille de l'Ebre, le chef Sanz et son commissaire dressaient un tableau similaire : « *se acerca la temporada de otoño e invierno y los soldados están materialmente desnudos y sin calzados*¹²⁵ ». Manifestement, les promesses faites lors de la transformation et militarisation des milices n'avaient pu être tenues par les dirigeants libertaires. Certes, les contestations n'avaient jamais cessé mais pouvait-il en être autrement chez des soldats qui, en première ligne, nus pieds, mal armés et sous-alimentés risquaient leur vie dans un conflit qui avait mis un terme à leur idéal et à leurs valeurs ? C'est d'ailleurs ce cercle vicieux que pointait le commissaire Flores dans son rapport et qui expliquait, selon lui, le mouvement de désertion de ce printemps 1938 : « *En estas condiciones [manque d'armes et de vêtements], no es posible imprimir moral a ningún combatiente, por compañero que sea ; prueba de ello es que hasta ahora nos desertaban hacia retaguardia de nueve a diez compañeros diarios sin que sirviera para detenerlos las medidas de orden disciplinario que en este sentido imponen los tribunales militares*¹²⁶ ». Face à une telle impasse, les succès de la SD, qui manquait toujours cruellement de moyens, ne pouvaient être que très relatifs. Toujours réactive, elle mit en place, en mars, une nouvelle unité, les Bataillons de Récupération, qui devait sous ses ordres travailler à un double objectif. En cette année 1938 marquée par les campagnes d'Aragon puis de l'Ebre, ces unités (une vingtaine pour la seule zone nord) composées chacune de huit ou neuf hommes, devaient intervenir dans les villages battus ou abandonnés par

123 Rapport du commissaire délégué de guerre au chef de bataillon des Travaux et Fortifications, 08/08/1937, CDMH, PSB 10,2

124 Op.cit, *Informe confidencial de la situacion moral...*, IISH, CNT 94c

125 Op.cit, Lettre de Sanz et Pedro Pey aux comités, IISH, CNT 94c

126 Ibidem

les Républicains pour récupérer vivres, vêtements et autres matériels utiles mais aussi pour contrôler les déplacements incontrôlés d'hommes en errance ou déserteurs : « *Desde un principio, se llevó a la práctica la necesidad de recuperar todos cuantos utensilios y material fuesen provechosos así como también todo el personal de diferentes unidades evadido del frente y en grandes cantidades*¹²⁷ ». Ce travail de patrouille put occasionner des affrontements, parfois mortels, avec des déserteurs déterminés et, malgré des rapports consignant des saisies non négligeables, il semble que l'existence de ces bataillons n'ait pas été pérenne. En réalité, le problème du matériel aura été une constante durant tout le conflit. La Section Défense, pas plus que les comités directeurs dont elle incarnait les orientations, ne furent en capacité d'obtenir des autorités les armes et vêtements qu'ils avaient promis et qui constituaient la juste compensation à une militarisation qu'il avait fallu accepter.

Au terme de cette première partie, il apparaît donc que les questions logistiques occupaient une place certaine non seulement dans les activités de la Section Défense mais aussi dans le processus plus global d'acceptation de la militarisation. Cependant, nous l'avons vu, il convient de ne pas limiter les activités et les objectifs de cette structure à ces seuls aspects. Créée au début de l'année 1937, lorsque s'accélérait le mécanisme de transformation des milices, la Section Défense catalane se fixait d'emblée un but plus large, celui d'accompagner, de gérer l'imposition de la militarisation mais aussi les enjeux que supposait et entraînait une telle transformation : la gestion des oppositions, les affectations, la communication, l'approvisionnement, la production d'armes, la coercition, la formation, les transports, la coordination etc. Son instauration incarnait, couronnait et appliquait le changement radical d'orientation qu'avaient opéré les dirigeants libertaires dont elle était la « *representación genuínica* ». Plus qu'une simple entité qui aurait œuvré bureaucratiquement à la gestion du matériel et des affectations, la SD constituait donc l'outil indispensable pour concrétiser ce changement de cap. Efficacité,

127 Informe sobre los trabajos efectuados por los Grupos de Recuperación en la zona norte del Ejército del este, CDMH, PSB 944,6

organisation, centralisation, discipline, obéissance envahissent les rapports de la Section et imprègnent les raisonnements de leurs auteurs. La SD est donc avant tout la matérialisation de cette politique décidée par les libertaires, laquelle, en s'alignant sur les conceptions des autres forces républicaines, prétendait mettre un terme à ces désordres si souvent reprochés aux milices populaires et à leurs menées révolutionnaires. Une telle rupture ne pouvait se faire sans heurts ni contestations et une immense partie de l'activité de la Section Défense y fut donc consacrée. Cette dernière s'employa en effet à juguler ces oppositions en multipliant les interventions qui prirent des formes variées et chaque fois plus autoritaires. De fait, après l'abandon du processus révolutionnaire, la mise entre parenthèse de l'idéal et des valeurs anarchistes et compte tenu de l'échec des autorités libertaires à fournir le matériel militaire indispensable à toute guerre, la SD n'avait d'autre choix que de recourir aux thèmes de la discipline, de l'obéissance aveugle et de la sanction pour continuer à imposer la ligne des comités directeurs.

Malgré ses échecs et ses limites, la structure connut une verticalisation nette qui parvint à l'imposer comme l'interlocuteur incontournable pour toutes les questions militaires. Ce rouage, devenu central dans la chaîne de commandement des libertaires, n'allait pas se cantonner aux questions liées uniquement à la militarisation : dans une guerre qui devenait totale, il allait également explorer et relayer les grands axes politiques définis par les dirigeants anarchistes et anarcho-syndicalistes.

DEUXIEME PARTIE. Entre ombre et lumière : la Section Défense, outil politique au service des libertaires

1. Lutter contre les communistes et contre la désorientation libertaire : les missions politiques de la SD

a) les violences communistes dans l'armée

Les références aux communistes sont omniprésentes dans les rapports et les échanges de la SD. A partir de mai 1937, lorsqu'ils sortent des gouvernements régional et central, anarchistes et anarcho-syndicalistes catalans subissent les conséquences de la prépondérance communiste aux postes clés de l'Armée : « *La situación del Ejército del Este es sumamente dificultosa para nuestra Organización, debido al hecho de que después de los sucesos de mayo, al hacerse cargo del Ejército el General Pozas y el Comisario Llanos, se han introducido en el Estado Mayor y en las diferentes organizaciones militares elementos del Partido Comunista, cuya actuación es terriblemente sectaria* ¹²⁸ ».

Ces « agissements sectaires » ou partisans, prirent des formes variées jusqu'à atteindre une violence extrême et expliquent pourquoi les documents de la SD accordent de plus en plus de place à la politique.

Le premier point de clivage entre CNT-FAI et PCE-PSUC-UGT fut celui des nominations aux postes de responsabilités au sein de l'Armée. Pour mieux contrôler les décisions et l'appareil de l'armée, les communistes plaçaient aux postes clés les hommes issus de leurs rangs ou dont ils avaient la confiance. Cette tactique avait un autre objectif politique : réduire l'influence de la CNT, importante en Catalogne, et dont les militants, jugés incontrôlables, pouvaient constituer une menace. Un nombre important de rapports fait état de ce problème : la description des sous-sections qu'on y trouve ne fait plus -ou peu- mention au travail qu'elles fournissent, à leur évolution ou à leurs difficultés ; ils évoquent davantage la présence communiste et

¹²⁸ Op.cit, *Informe que presenta a la SD del CN*, PSB 378,4

leur travail de conquête des postes à charge. A titre d'exemple, on peut citer le rapport du 14 août 1937 : « *El compañero Cañizares, comisario de la cuarta Brigada de Caballería, cargo que venía desempeñando desde los primeros días de la revolución, ha sido también suplantado por un individuo del PSUC*¹²⁹ ». De la même façon, dans un rapport déjà évoqué¹³⁰, les commentaires sur les sous-sections de « Fortifications et Travaux » et « Santé » n'abordent que la politique et les actions communistes :

« En esta cuestión como en las otras, debido [a] que el Comisariado de esta jefatura está en manos del PSUC, las maniobras y el trabajo subterráneo [han alcanzado] una proporción tal que no pasa día sin que a los camaradas se les haga zancadillas. En esta rama desde el comienzo de la guerra, fue nuestra Organización quien lo puso todo (...). Cosa que les da derecho a aspirar a la mayor responsabilidad de la mencionada Jefatura de Fortificaciones y Obras y ocupar los puestos de máxima jerarquía ya que esta rama ha sido militarizada » (...).

En Sanidad, ocurre lo mismo que en las otras actividades. El Comisariado de esta jefatura está en manos de los pesuquistas y el jefe militar es un incondicional de estos últimos. Desde la toma de posesión de su cargo, este militarote ha puesto todo su empeño en eliminar al Consejo de Sanidad de Guerra que está bajo el control e influencia de nuestros compañeros (...) ».

Une autre tactique utilisée par les communistes pour s'imposer face aux libertaires fut celle consistant à s'attaquer à l'unité de leurs troupes. Dès juin 1937, la SD de Catalogne informe le Comité de Liaison de la manœuvre des communistes qui autorisent massivement les départs de soldats libertaires dans le but de dissoudre les unités confédérales « *Os transcribimos copia de bajas concedidas a milicianos de nuestras divisiones confederales por parte del Comisario de Organización, perteneciente al PSUC, llamado Almendros. Como se verá se trata de facilitar las bajas de los milicianos de nuestras divisiones con la intención de lograr su disgregación (...).*¹³¹ ». Les rapports de la SD montrent par ailleurs que cette tactique pouvait servir d'autres objectifs politiques pour les communistes. Faire passer une brigade anarcho-syndicaliste sous le commandement d'une division communiste et l'envoyer en première ligne permettaient à ces derniers, à coup sûr,

129 Op.cit, *Informe que eleva la SD al Comité Nacional de la CNT de los hechos más importantes acaecidos durante la semana, 14/08/1937*, PSB 378,4

130 *Informe que presenta la SD al Comité regional*, PSB 378.

131 PSB 512, 8

de sortir en position avantageuse : en cas de défaite, les coupables étaient tout trouvés ; en cas de victoire, on ne parlerait que de la Division. C'est ce que met en lumière un rapport du 30 août 1937 : « *Después de este fracaso, la 127 Brigada (la Roja y Negra) que pertenece a la 28 División, fue incorporada a la 27 (Carlos Marx) y fue encuadrada en la línea de fuego. Su actuación ha sido descollante. Resumen : la falsa noticia, que daba a Zuera como tomada tenía como objetivo, en el caso de que la Roja y Negra lograra lo que aquella no pudo, escamotearle los laureles*¹³² ».

La question de la distribution des armes, aux mains des communistes (l'URSS étant la seule à fournir du matériel), poursuivait les mêmes objectifs : donner des armes vieilles ou défectueuses à l'adversaire politique contribuait à l'affaiblir, le discréditer voire l'anéantir. L'asymétrie entre le matériel des troupes confédérales et communistes était telle que le chef de la 28 Division, Jover, menaçait de dissoudre l'unité qu'il dirigeait¹³³. En mars 1938, une situation analogue déboucha sur un bras de fer encore plus intense : alors qu'il venait de récupérer les armes abandonnées par des communistes en déroute, Sanz fut informé qu'une des brigades de sa Division allait être démantelée et qu'un de ses chefs, Gil Otero, serait déplacé. Face à l'intervention de la SD qui s'était déplacée pour temporiser et pacifier la situation, la colère de Sanz redoubla et sa démission fut envoyée par télégramme pour dénoncer ces « *humiliaciones* » qu'il ne pouvait plus supporter¹³⁴. Dans la guerre d'Espagne, les questions politiques sont indissociables de celles du conflit en lui-même. Dès lors, on comprend mieux l'évolution de la SD qui, d'abord destinée à gérer les hommes et les affaires de la guerre, fut très vite amenée à fournir des informations et des considérations d'ordre politique.

En 1938, la rivalité et les tensions entre les deux adversaires atteignirent leur paroxysme et une violence parfois extrême. Si les rapports de 1937 montraient déjà l'exaspération des libertaires, un an plus tard, ils décrivent de façon souvent alarmante aux comités supérieurs une situation devenue intenable. Se dire anarcho-syndicaliste, même loin du front, semble représenter un danger pour des militants qui évoluent dans des secteurs où prédominent les hommes du PSUC-PCE. Un rapport du 28 juin 1938, envoyé par la sous-section Armée de terre et Ecoles du Comité

132 Informe sobre las operaciones en Aragón, 30/08/1937, PSB 378, 4

133 Informe de la SD a los CCRR CNT-FAI, 09/09/1937, PSB 378,4

134 Les interventions de la SD furent efficaces et le télégramme resta sans effet. Pour les détails sur cette opposition, voir Informe sobre la situación moral de la 26 División y dimisión del jefe de la misma, compañero Ricardo Sanz, IISH, CNT, C38.

Nacional (section défense), attire ainsi l'attention de la SD du Comité Régional catalan sur la situation de l'école publique de formation des chefs militaires de Manresa ; les militants cénétistes préfèrent cacher leur affiliation pour ne pas s'exposer aux représailles : « *Ha llegado la propaganda a adquirir tales caracteres coactivos que en esa escuela a la que asisten aproximadamente un cincuenta de compañeros de la Organización ha habido algunos que han escondido su afiliación sindical. (...) Un cúmulo de factores (...) obliga a adoptar a los compañeros una posición de verdadero camuflaje con relación a su filiación*¹³⁵ ».

Déjà, en 1937 les affrontements pouvaient prendre une dimension plus menaçante et dangereuse. Dans le rapport déjà cité du 9 septembre¹³⁶ était relaté en détail la tentative d'assassinat dont fut l'objet le chef de la 153ème Brigade, Seba : convoqué par un supérieur communiste, il échappa à l'exécution par deux fois mais fut humilié et roué de coups et ce, sans motif apparent selon le rapporteur. Cette version semble d'ailleurs corroborée par plusieurs documents de la SD qui conseillaient alors à ses responsables militaires de ne plus se déplacer sans escorte : « *a los compañeros de las Divisiones se les recomienda que cuando sean llamados por un "Walter" cualquiera [nom du chef communiste en question] vayan con escolta y no permitan ser ultrajados como lo ha sido el compañero Seba*¹³⁷ ». En 1938, le prosélytisme des communistes dans l'armée s'intensifia encore et déboucha sur de véritables exactions commises contre les militants des mouvements libertaires. Les cas de disparitions et d'assassinats de libertaires se multiplièrent. Parmi les nombreux exemples présents dans les sources de la Section Défense, citons le cas de ce rapport envoyé par un officier anarchiste, le lieutenant Pedro Ucar, le 4 juillet 1938¹³⁸ : il informe et alerte la Section Défense de la situation de sa brigade au sein de laquelle les communistes multiplient les humiliations, recourent à la torture dans une Cheka récemment créée et aux assassinats sommaires sans raison valable. Ucar évoque ensuite l'exécution d'un sous-lieutenant de la CNT qui, selon les communistes, a été fusillé pour avoir tenté de passer à l'ennemi. Devant l'invraisemblance de cette accusation, le rapporteur avait effectué une enquête et

135 PSB 1375,8

136 Ibidem

137 Idem. Voir aussi le rapport déjà évoqué du 9 septembre 1937 : « *Con respecto a los comisarios hemos tomado la resolución de designar 3 o 4 compañeros de responsabilidad para que hagan de secretarios, auxiliares o escolta de los compañeros Comisarios cuando éstos tienen un cargo de cierta responsabilidad , a fin de que faciliten su tarea e impidan llegar a las circunstancias en que nuestros compañeros Comisarios se vean avasallados por los elementos del PSUC* », CDMH, PSB 378,4

138 Sans titre, CDMH, PS Madrid 1886,2

découvert que ce sous-officier avait en fait été conduit dans une voiture où deux balles lui avaient été tirées dans la tête. La situation de cette unité, similaire à tant d'autres si l'on en juge par les documents de la SD, fait d'ailleurs écho au compte rendu de cette réunion de mars 1938 qui rassemblait divers responsables militaires communistes sur le front¹³⁹ : ce document vient confirmer non seulement ces techniques de propagande et d'exclusion mais aussi le recours aux assassinats sous des prétextes inventés. Un sergent du 565ème Bataillon déclare ainsi « *Mi trabajo no se puede efectuar con la intensidad debida porque el comisario del Batallón no admite política de partido. Yo deconozco su organización pues él habla siempre en sus charlas y mitines relámpago con carácter antifascista y en nombre del gobierno popular republicano. Yo creo absolutamente preciso y necesario para la buena marcha de este 565 Batallón que sea relevado o eliminado pues con él el Partido no podrá obtener ningún resultado* ». Sur les propos tenus par un commandant de la 142ème Brigade, on peut lire dans le compte rendu « *"Con respecto al comandante que me ha relevado, ese tal Carillo, es preciso trasladarle. Es un inepto, un incapaz. Lleva galones pero no los merece. Simplemente ¿para qué hablar ? Es de la CNT ". Termina su turno solicitando para estas cosas la acción directa* ¹⁴⁰ ».

Le document se terminait par la liste des résolutions et lignes directrices adoptées par les militaires présents à cette réunion et énoncées par l'un d'entre eux, Merino, chef d'État Major de la 142ème Brigade :

« *" Primero : necesidad forzosa de intensificar la propaganda.
Segundo : consecución o captación de nuevos militantes.
Tercero : creación inmediata de "troikas" en la compañías.
Cuarto : informes rapidísimos de la actuación de los mandos y comisarios no afectos al Partido.
Quinto : Estudio inmediato de la forma de traslado, relevo o eliminación de los no afectos al Partido.
Sexto : Celebración de reuniones más a menudo.
Séptimo : Intensificación de la labor de desconfianza en mandos y comisarios no afectos al Partido ".
Antes de finalizar la reunión propugna [Merino] nuevamente la fórmula de eliminación diciendo : " Todo lo que decís està muy bien pero creo que bastante claro lo he dicho. El que estorbe, en una visita a las trincheras se pierde un tiro y él se lo encuentra. Si no le lleváis a las alambradas, cuatro*

139 Cité dans PEIRATS, José, *La CNT en la revolución española*, vol. 3, p197-198. Ce document, intercepté par les libertaires, accompagnait la lettre envoyée par la SD du CN au ministère de la Défense. Le document original se trouve à l'IISH, CNT, C38

140 Ibid

tiros, parte de deserción al enemigo y eso ya procuraremos que no trascienda ¹⁴¹».

Les rivalités politiques sur le front avaient donc débouché sur de véritables exactions contre les libertaires qui culminèrent en 1938, c'est à dire au fur et à mesure que l'avancée franquiste mettait les soldats sous pression. Face à cette situation devenue insoutenable se pose la question du rôle joué et des réponses apportées par les dirigeants anarchistes et, par la même, par la Section Défense.

b) La Section Défense face aux communistes

Comment les libertaires ont-ils géré le « problème communiste » qu'ils dénonçaient dans leurs rapports ? Quelles actions furent mises en place par la Section Défense pour lutter contre des agissements qui menaçaient l'Organisation et la vie même de ses militants ?

Pour contrer l'influence communiste au sein de l'armée, le travail de la SD reposa dès 1937, sur deux tâches principales : occuper les postes et l'espace au sein de l'armée et intervenir activement sur le thème des nominations. Pour les comités supérieurs, la situation délicate dans laquelle se trouvaient les libertaires était le résultat des réticences qu'il avaient montrées face à la perspective d'intégrer des postes à responsabilité. En janvier, la SD du CN demandait une liste de volontaires disciplinés pour « *colocar compañeros en todos aquellos sitios donde la Organización debe estar representada, para después no tener que lamentar hechos que ocurren por nuestra ausencia en muchos organismos* ¹⁴² ». Quelques mois plus tard, en septembre, le comité de liaison, s'adressant -de façon éloquente- aux « *compañeros responsables de la 153 División* » dressait le bilan suivant : « *Hasta la actualidad se están dando casos que por apatía de todos, los del PSUC están ganando puestos en el ejército y esto no puede continuar* ¹⁴³ ». La Section Défense

141 Ibid

142 Op.cit, copie d'une lettre de la SD du CN envoyée au CRNT de Catalogne, 5/01/1937, PSB 237,6

143 CDMH, PS Aragon 33,17

n'aura de cesse de travailler en ce sens et de lancer des appels à candidature pour les organismes militaires en formation. Ainsi, dans le rapport hebdomadaire du 21 août 1937¹⁴⁴, on peut lire :

« Escuelas : se han dado todos los pasos y enviado las instrucciones para que las Divisiones confederales envíen compañeros para concursos de Transmisiones, Ingenieros y Artillería.

Aviación : El compañero Miret, responsable de la subsección se ha trasladado a Valencia para gestionar el cargo de Comisario del campo de aviación de esta ciudad. Se siguen enviando instancias para diversas especialidades.

Coordinación : (...) Entre otras cosas o actividades se dedicará especialmente a preparar los elementos para formar los Batallones de retaguardia a formarse en breve.

Brigada antigás : En la misma hay compañeros. Hemos nombrado un compañero para que cumpla las funciones de Comisario y en breve estableceremos un control efectivo para lograr una garantía de seriedad y posibilidades para el porvenir ».

Un nombre important de documents émanant de la SD montre la volonté des dirigeants libertaires d'occuper au mieux l'espace de l'armée et les postes pour contrer l'influence communiste et les représailles qu'elle engendrait¹⁴⁵. C'est aussi pour cette raison qu'elle intervenait activement dans les nominations de chefs militaires ou de commissaires. Elle le faisait en faisant valoir ses droits (lorsque des accords l'y autorisaient) ou en contestant les sanctions dont ses cadres étaient victimes. C'est ce que mettent en évidence plusieurs sources. Le 25 septembre, suite à la suspension du commissaire CNT de la 133ème Brigade, la SD demande d'enquêter et de faire valoir les droits de l'Organisation : « *creemos conveniente que vosotros hagáis gestiones cerca del Comisario del Ejército del Este para que sea nombrado para el puesto que momentáneamente queda vacante, un compañero nuestro de los que vienen ejerciendo de Delegados de compañía, ya que dicho puesto corresponde a nuestra organización*¹⁴⁶ ». La Section Défense intervenait aussi activement pour défendre ses militants, a fortiori lorsqu'il s'agissait de ses propres

144 CDMH, PSB 378,4

145 On peut encore citer la lettre qu'envoie le comité de liaison au commissaire de la 153ème Brigade pour que soit envoyé le maximum de militants dans les stratégiques bataillons de l'arrière, 22/09/1937, CDMH, PS Aragon 33,17. Egalement la copie de la circulaire envoyée par la SD au syndicat des industries de la chimie de Barcelone : on demande des candidats pour intégrer les nouvelles structures (« *los Batallones Etapas e Hipo-móviles, tracción a sangre* »), 29/10/1937, CDMH, PSB 1253,1

146 PSB 512,8. Ce dossier contient d'autres exemples d'interventions de cette nature de la part de la SD, en particulier des demandes d'enquête pour éclaircir des cas de destitutions ou d'accusations abusives. Voir en particulier les cas du commissaire Antonio Rosas Sánchez (courrier du 11/11/37) ou du capitaine Carlos Bertoret París (15/11/1937).

cadres, quand ils étaient indûment accusés et écartés par les adversaires communistes : ce fut en particulier le cas dans une affaire qui dura de nombreux mois, celle du colonel Luis Romero. Ce dernier avait été mis en cause pour de prétendus manquements à ses obligations avant d'être destitué au profit d'un communiste à l'été 1937. En juin de l'année suivante, la SD -soucieuse de récupérer cet officier par ailleurs cadre de la section catalane- continuait à travailler à sa défense, accumulait preuves et argumentaires pour assurer la défense du colonel¹⁴⁷.

Tous les rapports de la Section Défense sont porteurs d'informations qui peuvent être stratégiques (compte rendu d'une opération militaire par exemple) ou personnelles (attitude des chefs communistes par exemple). Le comité de liaison et la SD effectuaient de nombreuses enquêtes qui avaient un double objectif, représentant totalement la ligne politique fixée par les dirigeants libertaires : d'un côté, ses enquêtes visaient à s'assurer du comportement « responsable » et de l'obéissance de ses militants ; de l'autre, elles avaient pour but de faire remonter vers les comités supérieurs des informations qui seraient utilisées comme preuves auprès des plus hautes instances pour démontrer la culpabilité et les exactions des communistes.

Ces renseignements étaient ensuite exploités et relayés auprès des instances compétentes. C'est aussi cette méthode qui fut choisie pour dénoncer les exactions qui frappaient les soldats libertaires sur le Front en 1938. Dans un courrier envoyé au Ministère de la Défense le 25 mars 1938, la SD du comité national dénonçait de façon véhémement les « *atrocidades* » commises par les communistes¹⁴⁸. A cette lettre étaient jointes les informations recueillies et qui démontraient la culpabilité du PCE-PSUC. L'avertissement était solennel et la dureté des mots utilisés à l'image de la réalité du front :

*« Señor Ministro de la Defensa nacional :
En sus manos dejamos (...) copia de importantísimos documentos cuya trascendencia actual e histórica ha de ser incalculable.
En ellos encontrará Usted pruebas materiales suficientes para que la acción más justa y severa se ejerza fulminantemente por ese Ministerio o por los órganos de justicia que estime adecuados.
Es hora ya, señor ministro, que errores sin intención unos, quizás voluntarios otros rápidamente cesen. Que atrocidades que repugnan por su máxima*

147 Voir les nombreux échanges et documents sur *el caso Romero* dans : (CDMH), PSB 944,8

148 Cité dans PEIRATS, José, Op.cit, *La CNT en la revolución española*, vol. 3, p.196 et p.207-208

violencia a toda conciencia honrada, comprendidas además dentro de la Ley de Enjuiciamiento criminal sean cortadas de raíz y sin contemplación. Ello es tanto más necesario y urgente por cuanto, si es criminal posponer el interés de la victoria al de secta o personal, lo sería infinitamente más producir el temor, el rencor y el odio entre quienes constantemente se sienten amenazados y cuidan más bien de defender sus destinos y sus vidas puestas en peligro por los propios amigos que de oponer infranqueable barrera al fascismo nacional y extranjero ».

Si la dénonciation est ferme, il peut sembler néanmoins surprenant que face à de telles atrocités et à un tel danger, la Section Défense nationale ne se montre pas plus menaçante. Le seul passage qui semblait annoncer un avertissement plus frontal s'efface immédiatement pour revenir à des considérations plus légalistes : *« Nuestra advertencia es seria, y nuestra disposición para que se haga justicia firmemente categórica. Son los hechos de tal naturaleza, que sinceramente pensamos que se nos oiga y atienda. Y este pensamiento nos lleva a sustraernos de exacerbaciones que consideramos un mal para la guerra¹⁴⁹ ».*

Cet avertissement, ferme mais rhétorique, est révélateur en ce sens qu'il s'aligne en tout point sur les orientations politiques des comités directeurs : ces derniers avaient décidé de participer aux gouvernements, de discipliner à l'extrême ses militants, de respecter (et faire respecter) les lois de la République et de s'impliquer totalement au sein de l'unité antifasciste. Cette lettre met en avant l'intérêt supérieur de l'unité et de la victoire, rappelle la loi républicaine (celle-là même qui avait été appliquée contre les militants libertaires en 1937) et se garde bien de toute menace plus directe si cette situation, pourtant décrite comme insoutenable et révoltante, venait à persister : à l'heure où les dirigeants anarcho-syndicalistes travaillaient à leur retour au gouvernement (qui serait effectif quelques jours plus tard), un tel positionnement aurait été contre productif et contraire à la ligne politique qu'ils s'étaient fixés. Pour juguler l'influence et les exactions communistes, il fallait faire partie du gouvernement et donc mettre au premier plan les valeurs de l'union antifasciste faites de discipline et de respect de la légalité républicaine.

Les actions déployées par la Section Défense pour contrer les communistes suivaient la même logique : elle faisait respecter la discipline et la hiérarchie militaires, tentait de participer aux postes à responsabilité au sein de l'Armée, recueillait des informations pour les faire valoir dans un cadre réglementaire.

149 Ibid

D'ailleurs, une comparaison entre les actions de la SD et la ligne politique générale défendue par les dirigeants concernant la façon de procéder avec les communistes peut à nouveau le confirmer. Le 17 avril 1937 s'était réunie à Valence une délégation de représentants libertaires du Levant, des Asturies et de Catalogne. Le but de cette assemblée était de clarifier la conduite à tenir pour neutraliser leurs adversaires du PCE. Leur résolution¹⁵⁰ s'inscrit entièrement dans le positionnement politique des comités directeurs évoqué précédemment mais elle fait aussi souvent échos à ce qui constitue le travail quotidien de la Section Défense. Elle rappelle tout d'abord la discipline et rejette toute réaction intempestive : « *Estimamos como condición esencial para llevar a feliz término esta tarea defensiva de nuestros cuadros el no aceptar la lucha en el terreno violento en el que pretenden situarla estos elementos, puesto que como su movimiento es endeble y sin posibilidades de fortalecerlo dado el carácter de nuestro pueblo, pretenden sacar la mejor partida una vez haya conseguido que el río revuelto nos gane a todos. Nuestra actuación en este problema ha de consistir en la observancia rigurosa de una línea de conducta sensata e inteligente (...).* »

Elle évoque aussi la nécessité de créer un service d'information dont les missions correspondent à celles de la SD :

« a) *Trabajar intensamente para conocer sus organizaciones secretas de represión y propaganda malsana y el modo en que funcionan (...). Toda esta labor debe llevarse con prudencia para poder sorprenderles cuando tengamos necesidad de utilizarlo*¹⁵¹ .

b) *Seguir con atención y minuciosidad la actuación de los que ocupan cargos oficiales procurándose la mayor cantidad de datos respecto a sus actividades, que nos permitan demostrar la obra partidista que efectúan y la incapacidad de que puedan dar pruebas*¹⁵² ».

Le respect de la discipline, militaire comme de « parti », occupe une place importante et s'adresse aux opposants à la militarisation : « *Consideramos indispensable que en el seno de nuestra organización se desarrolle el sentido de responsabilidad, procurando inculcar a todos los militantes y organizados [sic], la*

150 Dictamen de la ponencia designada por el Pleno Nacional de Regionales para estudiar la forma de neutralizar la descarada ofensiva desencadenada por el Partido Comunista contra las Organizaciones Libertarias, 17/04/1937, CDMH, PSB 378,4

151 Cette prudence et le caractère secret des enquêtes peuvent faire échos à l'appareil clandestin des libertaires et du rôle qu'y jouait la SD, point sur lequel nous reviendrons.

152 Ibidem

imperiosa necesidad de robustecer la autoridad moral de los camaradas que ocupen cargos oficiales en tanto representan a la organización, teniendo presente que la política de nuestros afiliados sería favorecida inconscientemente, pero de manera franca si procedemos de este modo. Esto ha de ser una obligación para todos, puesto que el compañero que ocupando un cargo oficial no se atuviese a los mandatos de la organización será desplazado fulminantemente por procedimientos regulares y responsables ¹⁵³».

Toutes ces considérations nous amènent à considérer la SD comme un organisme dont les fonctions étaient plus larges que celles qu'en a retenues l'historiographie. Au delà de son travail d'assistance et d'affectations militaires, elle a été un outil politique pour relayer et faire appliquer les grandes directives définies par les dirigeants libertaires. Cela dit, son rôle politique ne se limitait pas à la question communiste : dans le climat de tensions croissantes de 1938, son action s'est aussi orientée vers la gestion des conflits internes.

c) Lutter contre la désorientation libertaire et pour le développement de la propagande

Nous l'évoquions précédemment, certains soldats libertaires se sentaient désorientés en 1938 car ils ne trouvaient plus dans les troupes l'esprit révolutionnaire des milices ou quelque contenu anarchiste qui aurait donné du sens à leur engagement. Ce sentiment pouvait s'exprimer parfois de façon différente : outre la question du sens, celle du manque de contact avec l'organisation posait aussi problème. La militarisation, avec ses fonctionnements de plus en plus verticalisés et hiérarchisés, avait contribué à ce sentiment d'isolement. Le 13 août 1937, le chef militaire et le commissaire d'une unité confédérale écrivait au Comité Régional de Catalogne pour se plaindre de ce manque d'orientation et de lien avec l'organisation :

153 Ibid

« Hemos de confesar que cuando más lo necesitábamos, en momentos en que la más pequeña determinación nuestra puede traer aparejada graves responsabilidades, a pesar de recurrir a buscar contacto por todos los medios a nuestro alcance, hemos tenido que afrontar situaciones que pueden ser decisivas para la guerra y la revolución, sin la más pequeña orientación de la Organización, o todo lo más, con la noticia elaborada para atemperar el ambiente. Y esto es lo que nosotros no estamos a que se repita. (...). Nosotros hacemos fe una vez más, de darlo todo por nuestro ideal, la Organización tiene derecho a exigirnoslo. Por eso nos llevó a donde estamos. Pero nosotros nosotros no estamos dispuestos a que todo nuestro sacrificio moral (...), a que el fruto de los trabajos colectivos para conservar nuestras fuerzas, único dique que se opone a la contrarrevolución, se pierda estúpidamente por falta de conocimiento real de la situación en momentos decisivos. No aceptamos la responsabilidad de tomar determinaciones que no sabemos lo que puedan beneficiar o perjudicar a nuestra causa¹⁵⁴ »

Ce sentiment semblait suffisamment répandu pour que les rapports de la Section Défense y fassent référence. Cette question pouvait poser un problème de politique interne aux mouvements libertaires. La SD, qui entretenait des contacts plus directs avec le Front, faisait remonter l'information en proposant de développer la propagande pour les soldats : dans son rapport d'activité, la SD catalane indique *« una de las cosas más importantes y que todavía no tenemos es la Subsección de Propaganda (...) ya que muchos de nuestros compañeros están muy necesitados de una orientación que les permita hacer frente a la nueva situación que desempeñan y que requiere unos conocimientos que la mayoría de nosotros no poseemos¹⁵⁵ »*. Le rapport du 9 septembre¹⁵⁶ se montrait plus pressant et pointait les conséquences militaires et politiques que pouvait engendrer une telle mise à l'écart :

« Se nota en el frente un malestar creciente, sobre todo en lo que se refiere a los compañeros. Las continuas maniobras y atropellos de los marxistas y la falta de una información un poco seria sobre todos los aspectos políticos y orientaciones generales de nuestra Organización, aumentan considerablemente las angustias de los combatientes. Existe la sensación de que nuestra Organización les tiene abandonados. Y esta situación hay que remediarla urgentemente. Hay que atender más al frente. Hay que remitirles informes y propaganda más detallada. SOLIDARIDAD OBRERA no conforma, porque no dice ciertas verdades. Creemos que los compañeros del frente deben conocer a fondo la situación para comprender ciertas cosas. Es un error tenerles en desconocimiento de las cosas de la retaguardia. Ellas

154 CDMH, PSB 378

155 Op.cit, Informe que presenta la SD al CR, CDMH, PSB 378.

156 Doc.cit, PSB 378,4

deben ser conocidas y explicadas para que no cundan los bulos ni el desaliento ».

En insistant sur l'urgente nécessité de développer l'information auprès des troupes et en prévenant le CR sur les possibles conséquences que pourrait avoir le maintien des soldats dans l'ignorance des grandes orientations, la SD montre qu'elle pouvait jouer un rôle plus actif dans la politique libertaire du moment. L'avertissement de la SD catalane semble avoir été entendu et relayé. Le 21 septembre, le secrétaire de la SD aragonaise¹⁵⁷, écrit au directeur de Solidaridad Obrera pour lui reprocher de ne pas avoir évoqué, dans ses articles sur la prise de Belchite, le rôle de la 153ème Brigade : *« el caso es que la gente de una brigada a la cual se le han hecho un 40 o 50 % de bajas se desmoraliza cuando ve que nadie los considera, ni los tiene en cuenta la organización a la que pertenecen, y nosotros estamos en la obligación de velar por que esto no suceda »*. De la même façon, au mois d'octobre, la sous-section Propagande de la SD nationale mettait en place un plan de distribution de propagande militaire ; ce projet, qui se voulait de grande envergure, devait se réaliser de façon urgente : *« Cumpliendo acuerdos de la Sección Defensa y considerando la urgente necesidad que hay de proceder a organizar la propaganda (...), procurando que no quede un solo lugar donde no llegue nuestra propaganda de carácter militar, previo estudio se ha establecido un proyecto general de propaganda militar en el que se han comprendido los centros, tanto de vanguardia como de retaguardia, más vitales¹⁵⁸ »*.

Ce plan répondait à un double objectif politique : préserver les soldats (dont beaucoup étaient fraîchement incorporés) des tentatives de captation communistes mais aussi maintenir le lien entre l'organisation et ses soldats affiliés. Les militaires devaient pouvoir trouver *« desde el primer momento [su] propaganda en todas partes, para que de esta manera no pierdan la relación con [sus] organizaciones y al mismo tiempo rechazar de plano los intentos de mediatización de los elementos marxistas¹⁵⁹ »*.

157 CDMH, PS Aragon 33,17. Sans tampon ni entête, ce document pourrait aussi émaner de la SD catalane.

Nous avons pensé qu'il s'agissait de la SD aragonaise car il est issu du PS Aragon et que Grunfeld, secrétaire de la SD catalane, signait la plupart de ses documents (mais pas tous...).

158 Circulaire envoyée par la sous-section propagande de la SD nationale au comité de liaison Aragon-Catalogne et à la SD du CR aragonais le 10/10/1937. CDMH, PS MADRID 543,38

159 Ibid

Cette correspondance de la SD nationale est par ailleurs intéressante car son entête est constituée de l'illustration graphique d'un journal, *el Parapeto* : l'hebdomadaire du front de la Section Défense (Comité National). Bien que nous n'ayons pas pu nous procurer de numéros, son existence montre néanmoins les efforts que déploya la Section Défense pour maintenir un contact avec le front.

d) l'efficacité limitée des interventions politiques de la SD

Les missions politiques de la SD consistaient donc à recueillir des informations pour démontrer et contrer les abus commis par l'adversaire communiste ; elle travaillait également à l'information, à l'orientation des combattants et au maintien d'un contact entre eux et l'organisation. Ces interventions ont-elles été efficaces ? Certaines des actions qu'elle a mises en place pour défendre les nominations ou les intérêts de ses soldats ont pu être couronnées de succès. Ce fut le cas lors de la démission de Sanz et dans l'affaire de Sabadell où les soldats libertaires, excédés par les communistes qui leur imposaient un traitement injuste, menaçaient de prendre les armes¹⁶⁰. Cependant, à en juger par ce qu'indiquent nos sources, il semblerait que la plupart de ces interventions non seulement n'aient pas débouché sur les résultats escomptés mais aient aussi fait l'objet de critiques croissantes.

En plus de la propagande, la Section Défense avait entrepris de faire des visites sur le front pour entretenir un lien entre les soldats et les mouvements libertaires. Ce point est confirmé par le rapport que livrent les responsables politique et militaire de la 28ème Division le 3 avril 1938. Cependant, s'ils déclarent apprécier et trouver très utile cette démarche, leur propos mettent en évidence également que ce type de contact est fragile car très récent : « *En el día de hoy nos han visitado los compañeros Tomás Orts, Vicente Gutierrez y Manuel Clemente en representación de nuestra Organización. Nos satisface en gran manera por haber sido deseo nuestro de siempre y deseamos, por creerlo hoy más que nunca de gran necesidad*

160 Sur l'affaire du camp d'aviation de Sabadell, voir (CDMH), PSB 994, 8.

para el triunfo del antifascismo y de la Revolución, no se interrumpa por ningún motivo, este contacto establecido hoy ¹⁶¹».

Quant à la propagande, elle ne donna manifestement pas de meilleurs résultats. En novembre 1937 déjà, alors que le grand plan de distribution de presse avait été lancé un mois plus tôt par la SD du comité national, certains commissaires cénétistes se plaignaient des défaillances dans ce domaine. Le 15 de ce mois, le secrétariat de la SD catalane transmet au comité de liaison toute une série de notes expédiées par le responsable politique de la 153ème Brigade ; ce dernier déplore, lettre après lettre, de ne pas recevoir la presse : « *Me veo precisado a comunicaros que en diversas ocasiones he debido lamentarme del abandono que por parte de este Comité Regional en el aspecto de la propaganda e información se tiene al Comisariado de esta Brigada, abandono que nos desprestigia a todos* ¹⁶² ». Grunfeld (le secrétaire) enjoignait donc le comité de liaison de lui transmettre la circulaire du CN (section défense) qui contenait les lieux où était entreposée la presse : « *habiendo recibido una Circular del C. Nacional, Sección Defensa, en la cual se nos indica que por vuestro conducto tendremos conocimiento del lugar cercano al frente en que debemos recoger la prensa y propaganda que éste nos envíe, os ruego nos lo indiquéis con la mayor brevedad* ¹⁶³ ». En dépit de tous ces efforts, tout porte à croire que la situation sur la presse ne connut aucune amélioration : à la fin juillet 1938 encore, la SD relayait auprès du Comité Exécutif du Mouvement Libertaire (CEML) la lettre des cadres de la 26ème Division. Ces derniers se plaignaient à nouveau de ne pas recevoir la presse et, plus grave, pointaient les conséquences politiques néfastes que cela pouvait provoquer compte tenu du fait que l'organisation libertaire était la seule à ne pas avoir accès à son organe de presse : « *nuevamente tenemos que insistir en el asunto prensa. Ya son incontables los días en que "SOLI" [le journal libertaire Solidaridad Obrera] no llega a este frente, lo que provoca el natural disgusto entre todos los compañeros. Y, es natural, no puede convencérseles de que haya dificultades para este reparto cuando ven que la demás prensa SIN EXCEPCION, llega con toda regularidad. Vosotros, desde ésa, no podéis imaginaros*

161 Op.cit, *Informe facilitado por la 28 División a la delegación...*, 03/04/1938,CDMH, PSB 378

162 CDMH, PSB 512,8

163 Ibid

el mal efecto que produce este caso entre los soldados. Ni lo perjudicial que resulta esta falta de prensa confederal en los frentes ¹⁶⁴».

Ces difficultés de fonctionnement et de communication entre les différentes instances de la Section Défense étaient par ailleurs majorées par les entraves et les attaques des communistes. Sur ce dernier point, les actions de la SD ne semblèrent pas donner de plus grands résultats aux yeux des soldats qui dénonçaient son manque de réactivité et d'efficacité. Le décalage qui existait entre, d'une part, la méthode de lutte anticomuniste fixée par les dirigeants libertaires et appliqués par la SD et, d'autre part, la réalité des soldats qui étaient victimes d'abus de plus en plus nombreux et violents, allait provoquer un nouveau mouvement d'opposition : cette fois-ci, ce n'était plus la militarisation qui était en cause, mais le manque d'efficacité de l'Organisation. Cette contestation s'accompagnait d'une montée des tensions et de menaces de recours à la violence, chose qui allait contre la ligne établie par les comités supérieurs.

A la fin du mois de décembre 1937, un soldat de la Brigade Internationale XII, devenue majoritairement confédérale, dénonce dans une lettre au CR de Catalogne, les obstacles que mettent les communistes face à leurs droits de presse et de réunion. Exaspéré et sans lien avec l'Organisation, il menace d'une réaction armée : *« queremos recibir nuestra prensa y nuestros libros y asimismo hacer uso de todos nuestros derechos y en esto creo que con vuestra intervención directa se podría conseguir, de lo contrario nos encontramos en ésta 800 hombres armados, que por no tener una relación directa con nuestros comités responsables, que nuestro esfuerzo será estéril [sic]* ¹⁶⁵».

Au mois de mars, un bras de fer opposa Sanz, chef de la 26ème Division et le Comité de liaison de la SD. Selon Peirats, le militaire n'acceptait pas que l'on pût sanctionner la 121ème Brigade (détachement vers une unité communiste et destitution des chefs) et refusa de suivre l'attitude conciliante du comité de liaison. Sa menace de démission s'accompagnait d'une forte critique sur le rôle et l'efficacité de l'organisation : *« "Yo me niego terminantemente a acatar órdenes de traidores [les chefs nouvellement nommés au XI corps d'armée] ". Que él considera que ha llegado el momento de que nuestra Organización se haga respetar (...). Que no*

164 Lettre n° 323 de la SD au CEML, 22 juillet 1938, CDMH, PSB 944,8.

165 La copie de cette lettre, reçue par la SD du CN, se trouve dans PS MADRID 543,38

solamente se irá él, o lo echarán o le fusilarán, sino que harán lo propio todos los mandos de la División. Terminó diciendo "¡ Id y comunicárselo a la Organización ! Yo me mantengo en mi intransigencia irreductible. ¡ Que cada cual cargue con la responsabilidad que le corresponda !" ¹⁶⁶».

Avec la multiplication de l'arbitraire communiste (démembrement des unités confédérales, destitutions, assassinats), les critiques se firent de plus en plus pressantes et violentes. Un rapport du comité de liaison à la Section Défense du Comité National, daté du 4 juin 1938, dressait le constat suivant : « *Todos los compañeros están indignadísimos contra la Organización ; nos reprochan el engaño de que suponen les hacemos objeto y nos acusan de falta de celo, ya que el jefe de Brigada -Teresa- ha sido destituido de la manera más arbitraria*¹⁶⁷ ». A l'inverse des méthodes très politiques mises en œuvre par la SD et les dirigeants anarcho-syndicalistes, les soldats libertaires menaçaient de recourir à des moyens plus radicaux. Ceux de la 146ème Brigade écrivaient à la même époque à la SD « *Huelga deciros que esta solución ha de ser en un plazo tan breve que dos días pueden considerarse demasiado tiempo, pues la situación sólo la saben los que la viven, y en este caso emplearemos para defendernos los medios peculiares en nosotros*¹⁶⁸ ».

En fait, il semble que les méthodes adoptées par la Section Défense ne pouvaient pas remédier efficacement contre les agissements du tout puissant adversaire communiste. Malgré la dégradation de la situation et les plaintes de plus en plus alarmistes des soldats, la SD et les comités supérieurs n'avaient pas envisagé d'autres voies que la ligne qu'ils s'étaient fixés dès le départ. Pourtant, certains membres de la Section commencèrent à prendre conscience des limites de leur action : alors qu'ils venaient de négocier, suivant la méthode habituelle, et d'obtenir la réaffectation des responsables libertaires au sein de la 153ème Brigade, les commissaires et chefs communistes n'avaient pas concrétisé l'accord pris avec la SD. Le rapport que fait le membre de la Section Défense qui avait assuré la négociation montre la gravité de la situation et appelle à un impératif changement : « *La situación actual de la brigada es anormal a más no poder. De todos los oficiales que había en la misma, sólo quedan dos ; todos los demás han sido trasladados a otras brigadas y divisiones, y han traído para sustituirles a jefes, oficiales, y*

166 Rapport fait par le comité de liaison le 22/03/1938, cité dans Peirats, *Op.cit*, p.76

167 cité dans Peirats, *Op.cit*, p.213

168 Ibid

comisarios del "Partido". Tengo que hacer constar la desesperación reinante entre los soldados, pues no se ven garantizados ni en su libertad ni en su vida. Urge poner remedio al mal. Tardar más días sin afrontar este problema llevaría implícito un grave problema ».

2. Entre ombre et lumière : la Section Défense et l'appareil clandestin des libertaires

En plus de la lutte contre l'influence grandissante des communistes et contre la désorientation qui frappait ses propres militants, les comités supérieurs libertaires avaient fixé un autre objectif politique : constituer un service secret pour être prêt à parer ou fomenter une épreuve de force. En ces temps de guerre où demeuraient de nombreuses incertitudes sur l'issue de la guerre, sur les attitudes des uns et des autres, une telle création s'avérait indispensable pour l'avenir de l'Organisation, de ses militants et de ses objectifs. L'alignement militariste n'était pas synonyme de confiance aveugle ou d'innocence. Les anarchistes catalans se livrèrent donc à un travail et à une réflexion prolifiques sur les questions qui touchaient aux domaines de l'action, du renseignement et de l'infiltration. A la croisée de ces diverses compétences et missions se trouve, logiquement, la Section Défense puisque la plupart des objectifs recherchés avait trait aux affaires militaires. Cette situation interroge d'emblée sur la place que pouvait avoir la Section avec les structures clandestines. La question se pose avec d'autant plus d'acuité que nombre de nos sources pointent des missions relevant du renseignement ou donnent à voir des rapports emplis de considérations secrètes. Nous nous interrogerons donc sur la place qu'occupait la SD dans cet appareil clandestin, sur ses objectifs et sur la nature des liens qui pouvaient les rapprocher. Pour ce faire et pour avoir une vue d'ensemble de ces structures clandestines, nous commencerons par évoquer les sources et l'historiographie qui abordent ces points. Ces repères donnés, nous pourrons nous focaliser sur la SD et certaines de ses discrètes activités. Ce

rapprochement nous permettra enfin de comparer, sources à l'appui, le travail et le fonctionnement quotidiens de la SD et ceux de la cellule secrète : la Section de Coordination.

a) Les activités clandestines anarchistes des années 1930 : sources et historiographie

Bien que nombreuses et avérées, les activités clandestines des libertaires, depuis la proclamation de la République en 1931 jusqu'à la fin de la guerre, occupent une place très discrète dans l'historiographie. Les principaux apports scientifiques concernant ces groupes secrets reposent principalement sur les travaux de deux historiens, Agustín Guillamón et François Godicheau. Le premier s'est intéressé aux Comités de Défense. Dans *Los Comités de Defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938)*¹⁶⁹, il analyse l'importance qu'ont pu avoir ces petits groupes dans le mouvement révolutionnaire. Cette évocation lui donne l'occasion de préciser l'histoire et le fonctionnement de ces cellules libertaires. En 1934, après l'échec des révoltes populaires, les centrales anarchiste et anarcho-syndicaliste prirent conscience des limites que pouvaient avoir les tactiques du spontanéisme ou de l'action frontale des groupes d'action : pour que la Révolution puisse véritablement advenir, il fallait une organisation, une préparation réelles. Le 11 octobre 1934 avait donc été décidée la création de ces Comités de Défense qui étaient conçus comme la cellule de base d'une armée anarchiste. Chaque groupe, militairement organisé, était composé de seulement six personnes dans le but de préserver au mieux le caractère clandestin qu'il devait avoir. Il y avait un secrétaire chargé de faire des rapports et d'entretenir les relations avec les comités supérieurs et cinq autres personnes qui travaillaient respectivement dans un domaine bien précis : renseignement sur les personnes, confection de plans urbains ou stratégiques pour la lutte en ville, enquêtes et infiltration dans les services publics stratégiques, préparation des affaires logistiques (finances, approvisionnement, armes). Plusieurs groupes intervenaient au sein d'un

¹⁶⁹ GUILLAMON, Agustín, *Los Comités de Defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938). De los Cuadros de defensa a los Comités revolucionarios de barriada, las patrullas de control y las Milicias populares*, Aldarull, Barcelona, 2011.

même quartier sur une portion de territoire bien définie à chacun. L'ensemble de ces cellules se réunissait en *Comité de barriada*, lesquels, une fois regroupés, constituaient les Comités de Défense de Barcelone. Le même schéma s'appliquait ainsi au niveau régional puis national. Ces unités devaient se préparer pour un coup de force ; leurs actions, méthodiquement préparées, déclencheraient au besoin un soulèvement populaire plus large et organisé. C'est d'ailleurs, précise Guillamón ce qui arriva lors du coup d'État du 17 juillet. L'historien catalan insiste ensuite sur le rôle moteur que jouèrent ces comités non seulement dans le processus révolutionnaire de 1936 mais aussi, l'année suivante, dans les oppositions aux politiques circonstancialistes que développaient communistes, républicains mais aussi les comités directeurs libertaires. Compte tenu de leur implication et de leur protagonisme dans les événements de mai (1937), les comités de Défense furent progressivement victimes de la répression et démantelés au cours de l'été 1937. Ils réapparurent, conclut Guillamón sans développer cet aspect, sous le nom de Sections de Coordination, des unités secrètes qui œuvraient aux tâches de renseignement et d'infiltration.

C'est précisément à ces nouveaux organismes, à la constitution d'un appareil conspiratif que François Godicheau consacre un chapitre de sa thèse doctorale¹⁷⁰. Cette structure, d'abord appelée Section de Statistiques puis Section de Coordination et d'Information, trouvait ses racines dans ces Comités Défense et avait pour but de se préparer à prendre le pouvoir ou à contrer un coup d'État dans le cas où les forces républicaines décidaient de capituler ou si les communistes tentaient un coup de force pour les écarter. L'auteur détaille la genèse, l'évolution et le fonctionnement de cette structure pour les années 1937 et 1938 puis en explique les finalités stratégiques et politiques : la Section de Coordination, en plus de fournir les renseignements d'un service d'espionnage utiles dans l'optique d'une prise de pouvoir, avait aussi l'avantage d'intégrer et de canaliser les forces d'opposition internes qui continuaient à s'exprimer et à menacer en cette année 1937. L'appareil se composait de plusieurs sous-sections dont le fonctionnement et les missions rappellent souvent ceux des Comités de Défense : la sous-section de Sécurité intérieure, la sous-section Services publics, celle d' Information et la sous section

170 GODICHEAU François, *Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile espagnole (1936—1939)*, thèse de doctorat, dir Pr Bernard Vincent, EHESS, 2001, 3 vol.

militaire dont le lien avec la SD, signalé par l'auteur, constituera l'interrogation et l'analyse de cette sous-partie. Nous aurons donc l'occasion de revenir sur les travaux de l'historien et sur la nature des liens qui unissaient SD et Section de Coordination.

Les sources concernant les activités clandestines se trouvent, pour les plus importantes d'entre elles, à l'IISH d'Amsterdam. Compte tenu de la particularité de ce secteur d'activité, de son caractère confidentiel, il n'est pas évident de dresser un panorama exhaustif des actions de ces structures. Toutefois, les archives gardent trace des raisonnements, des objectifs et du fonctionnement qui ont marqué leur création : on trouvera des procès-verbaux de réunion, des rapports, des feuilles de route où s'accumulent parfois considérations et visées politiques.

La clandestinité n'était pas un domaine inconnu pour les libertaires espagnols qui avaient appris, des années durant, à s'organiser secrètement pour agir et lutter contre la répression. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'ils aient voulu participer activement à l'élaboration de services de renseignement ou d'espionnage pendant le conflit. Après l'expérience enrichissante des premiers groupes miliciens créés pour des missions d'information ou de repérage au début de l'été 1936¹⁷¹, la volonté de recourir à des groupes clandestins, organisés et disciplinés, se manifesta aussi après la militarisation, en 1937. Ce projet prit tout d'abord une forme nationale en envisageant de constituer une section secrète constituée d'hommes recrutés pour leurs seules compétences qui agirait en zone ennemie au profit du gouvernement de la République ; les locaux de ses « *servicios especiales* » devaient se situer au sein même du Ministère de la Défense et ses agents devaient faire preuve de « un sistema nervioso bien equilibrado, energía, rapidez de concepción , espíritu de sacrificio y una lealtad indeclinable¹⁷² ». Dans les rangs de cette section travaillant pour le gouvernement commun, seule comptait la conviction antifasciste et aucune manifestation anti-militariste ou contraire à la discipline ne pouvait être concevable : « *La información [la formación] de los individuos será totalmente militar y han de estar, por tanto, sujetos a una disciplina estricta, con un código de justicia que*

171 Voir RUFAT, Ramón, *Espions de la République : mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne*, Allia, Paris, 1990 ainsi que GIMENEZ, Antoine et les Giménologues, *Les fils de la nuit*, Libertalia, 2016

172 *Proyecto de organización de un servicio de acción en la retaguardia facciosa*, sd, IISH, CNT C44

sancione inexorablemente cualquier deslealtad, premiando en cambio generosamente el sacrificio, la tenacidad y la inteligencia. Pretender organizar este servicio aplicando a su escalafón el viciado sistema del favor, o hacerlo sin tener en cuenta una escrupulosa selección de aptitudes y situaciones de posibilidades, exclusivas de individuos que por sus antecedentes de militancia revolucionaria puedan ofrecer garantías a los elementos a tratar, es condenar sus acciones, de antemano, al fracaso más rotundo¹⁷³ ». Ces services spéciaux avaient pour but de pénétrer en zone ennemie et de recueillir des renseignements (approcher, recruter des agents sur place, repérer et cartographier) ou de mettre en place des actions (attentats, agitation, sabotages) et ce, dans les domaines militaire, économique et politique. Sans pouvoir apporter de conclusions arrêtées sur l'influence qu'a pu avoir ce projet dans la constitution et le développement du service de renseignement républicain qui était alors en cours, il est toutefois intéressant de constater les efforts mis en œuvre par les libertaires pour partager leurs expériences clandestines au service de l'unité antifasciste.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'anarchistes et anarcho-syndicalistes ne travaillaient pas, parallèlement, pour le compte de leur propre Organisation. La peur et les rumeurs presque constantes d'un coup d'État que lanceraient les communistes ou de négociations qu'entreprendraient les Républicains pour mettre un terme au conflit inquiétaient les libertaires et les conduisirent très tôt, dès 1937, à mettre en place leurs propres structures clandestines. Peu après la militarisation déjà, les craintes d'un coup de force orchestré par le PC étaient apparues. En 1938 encore, un agent secret de la CNT-FAI faisait remonter un rapport ultra-confidentiel pour alerter, de façon très détaillée, sur les discussions qui avaient lieu entre républicains socialistes, Français et Britanniques pour solder, pacifiquement et avec les Franquistes, le conflit dans le cadre de la Société des Nations. Ce document qui donnait une profusion de détails (comme les manœuvres financières de Negrin pour préparer financièrement les besoins de l'exil à venir) en disent long sur le réseau d'informateurs dont bénéficiait l'Organisation et qui atteignait, semble-t-il, le giron même du Gouvernement. Ils décrivent ainsi cette nouvelle comme « una infomación

¹⁷³ Ibid

delicada y absolutamente confidencial – y más rigurosamente confidencial aún la fuente y origen de su procedencia »¹⁷⁴.

La volonté d'obtenir des résultats militaires, la crainte d'être dépassés par un coup de force ou une négociation inattendue qui leur auraient été contraires amenèrent donc les libertaires à créer leurs propres services de renseignements ou d'action. C'est ainsi que furent projetées la création de cellules espionnes, dont la fameuse Section de Coordination, mais aussi des unités d'un ordre nouveau, destinés à l'espionnage et à la guerrilla. Sur ces dernières, on peut dire, en somme, qu'elles reprennent assez fidèlement les objectifs militaires des « services spéciaux » qui avaient été décrits au début de l'année 1937 :

« a) *infiltración en territorio enemigo, tras las líneas de fuego.* b) *acción de sorpresa sobre destacamento, guardias, paisanos de acción* fascista destacada. c) *ataques de convoyes y viveres.* d) *Interrupción de las comunicaciones, transportes por ferrocarril y carretera, volando puentes, sabotando centrales eléctricas y telefónicas.* e) *contacto con los elementos afines del otro lado de las líneas de fuego, su organización y preparación y el sabotaje en lo militar y en lo económico.* f) *servicio de información y espionaje* ¹⁷⁵».

Le rapport qui proposait cette création datait de mai 1938 et répondait aux besoins du moment : la sombre situation militaire et politique exigeait des résultats sur le front (l'offensive franquiste en Aragon s'était soldée par une défaite républicaine en avril). Sur le plan interne, une telle unité, conçue pour être autonome et détachée des bataillons ordinaires, avait aussi l'avantage pour l'Organisation de pouvoir y placer -à l'abri- ses militants les plus récalcitrants ou indisciplinés : « *permitir una selección de antifascistas probados que se hallan sufriendo condena o detención por delitos y de insumisión o que no supongan ineptitud para la lucha de esta especie* ¹⁷⁶ ». Il convient toutefois de nuancer le caractère novateur de ces unités, tout d'abord parce que nous ne savons pas s'ils furent véritablement créés (nous ne disposons d'aucune source sur ce sujet) et parce que, nous l'avons dit, certains groupes de miliciens avaient déjà œuvré, au début du conflit, à des tâches actives ou informatives de renseignement. Par ailleurs, à la même époque où ils avaient proposé la création de

174 *Información política confidencial. Cómo se quiere liquidar la guerra de España*, 28/04/1938, IISH, CNT 94c.

175 *Sobre la guerra irregular de infiltraciones y de acción en territorio enemigo como complemento necesario de la acción regular*, mai 1938, IISH, CNT C44. Ainsi que : *Proyecto de organización de un servicio secreto en el frente de Aragón*, IISH, CNT C44.

176 Ibid

« *servicios especiales* », les libertaires -catalans en l'occurrence- avaient aussi suggéré que soit mis en place un service d'espionnage sur le front d'Aragon. Largement inspirée du Deuxième Bureau français dont ils faisaient une description des plus documentées, cette structure était conçue comme un maillage d'agents secrets, fixes et mobiles, civils et militaires, qui travaillaient à l'espionnage et au contre-espionnage, en zone ennemie comme sur le Front ou dans sa zone proche¹⁷⁷. Les activités de ce service s'inscrivaient dans le cadre de la guerre mais aussi dans celui d'un projet politique plus vaste et à la tête duquel figurerait le POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire)¹⁷⁸. Les deux sources présentant le projet de cette création insistent sur un point issu, en fait, du fonctionnement du Deuxième Bureau : la structure de cet organisme secret devait être à double-fond. Dans la première source, le service français était ainsi présenté : « *La Central y las subcentrales son lo que podríamos llamar las oficinas del servicio informativo. En ellas sólo trabajan técnicos y su misión no solamente es conocida sino que perfectamente visible. Sin embargo, sólo es conocida [sic] la oficina y empleados de la misma. Los agentes a su servicio no son conocidos más que del Jefe y a él sólo revierten los informes y de él parten las necesidades y las órdenes* ». Dans la seconde, le service d'espionnage sur le Front d'Aragon était présenté dans les mêmes termes et précisait l'avantage que constituait cette structure duale : « *Las actividades de las subsecciones serán públicas de forma que permitan a todo aquel que crea poseer una información interesante, poder dirigirse a ella para la exposición de los hechos llegados a su conocimiento. Se sobreentiende que cuanto se relaciona con los Agentes, propiamente dicho, del Servicio, en todas sus actividades deberán ser éstos secretos, no debiéndoseles reconocer más que por un número, para que puedan permanecer en el incógnito más absoluto* ». Ces considérations fonctionnelles sont intéressantes pour notre étude en ce sens qu'elles font écho à ce qui est notre postulat : non seulement la Section Défense avait un rôle qui allait au-delà des questions logistiques en relayant et en faisant appliquer les directives politiques des Comités Supérieurs mais elle elle était aussi, comme nous le verrons, une structure de renseignement. Dans cette optique et en suivant le modèle du Deuxième Bureau qui semblait servir de patron, elle apparaîtrait comme la vitrine visible du réseau d'information. La question sera donc de savoir si elle a effectivement pris part à ces

177 *Proyecto para el establecimiento de un servicio de inteligencia militar en el frente de Aragón*, IISH, CNT 005D

178 Voir GODICHEAU, François, *Op.cit*, République et révolution ...

tâches de renseignement et d'espionnage et dans quelle mesure. Il s'agira également de déterminer quelles étaient les missions de la Section de Coordination et si les relations qui la liaient à la SD sont comparables au fonctionnement interne du Deuxième Bureau.

Pour ce faire, il convient donc d'apporter quelque éclairage sur l'appareil clandestin qui est le plus détaillé dans les sources, qui fut le plus abouti et efficient dans les faits : la Section Information et Coordination. Le projet de sa création avait été défini dès le printemps 1937. Comme pour les futurs bataillons de guerrilla et comme le signalait déjà François Godicheau à leur propos, les sections de coordination furent aussi une façon de canaliser et de maîtriser les énergies contestataires des militants opposés aux orientations militaristes et circonstancialistes des dirigeants libertaires. Il suffit pour cela de regarder les considérations liminaires qui introduisaient la présentation de ces services et qui recouraient à toute la dialectique utilisée durant la militarisation. On décrivait la section comme « *el instrumento eficiente para la realización de aquellos planes de fuerza, u otros, que la línea política trazada considere necesarios, pero en ningún caso podrá ser (y mucho menos erigirse en tal) un factor determinante de las directrices políticas señaladas. Y ello ha de ser así por cuanto todo movimiento que deja desbordar de sus cauces las fuerzas de choque y los ímpetus desorganizados de sus componentes está condenados a ver diezmados, considerable e implacablemente, sus cuadros cuando no son destituidos por completo y con ellos, la organización misma*¹⁷⁹ ». Pour autant, ces structures servaient aussi une ligne politique plus large : quelques mois après leur création, les membres de l'organisation catalane rédigèrent un long rapport pour définir plus précisément les contours de ce qui devait être le plan de défense confédérale. Ce document¹⁸⁰, au contenu très politique, décrivaient les forces politiques en présence et leurs intérêts ; tout en s'inscrivant dans la ligne fixée par les comités supérieurs, il décrivait aussi les tactiques et les objectifs que l'Organisation devait clairement établir pour parvenir à ses fins : un intense travail d'information politique destiné à connaître non seulement les adversaires mais aussi ceux qui, malmenés par ces derniers, pouvaient être récupérés. Il fallait aussi travailler à l'orientation des troupes libertaires pour que,

179 *Proyecto de organización de un servicio de información y coordinación*, sd, IISH, CNT, 005C

180 *Informe elevado a los CCRR CNT-FAI de Cataluña sobre la Organización y estructuración de un plan de defensa confederal de acuerdo a la finalidad que persigue la Organización*, Octobre 1937, IISH, CNT 94c.

véritablement informé des enjeux et des fins, le mouvement puisse gagner en cohérence et donc en efficacité. A tout cela venaient s'ajouter d'autres centres d'intérêt comme l'utilisation potentielle de la jeunesse non mobilisée ou l'étude détaillée des aspects économiques de l'arrière.

Présentée comme un service secret consacré à l'information et à l'action, la Section d'Information et de Coordination avait été créée d'abord au niveau national vers la fin mai 1937 ; la section catalane apparut dès le 3 juin comme l'indique sa première circulaire qui reprenait fidèlement les mots et l'organisation du projet national. Elles étaient bâties sur un modèle identique ; les sous-sections de l'une et de l'autre étaient au nombre de cinq à cette époque : un secrétariat qui orchestrait et coordonnait l'ensemble des actions, la sous-section militaire, incontournable, sur laquelle nous reviendrons plus en détail, celle de sécurité intérieure (forces policières), de services publics (notamment dans les domaines stratégiques tels que les transports, l'électricité etc. et celle, particulièrement importante, du renseignement. Ce schéma était ensuite appliqué au niveau local puis au niveau du quartier (pour les grandes villes) ou des centres industriels. Chaque entité était donc constituée de six agents (un par sous-section et un archiviste aux côtés du secrétaire)¹⁸¹. Comme il est possible de le constater, cette organisation reprenait grandement les principaux traits des Comités de Défense¹⁸². Mieux, derrière la constitution des Sections de Coordination peut-on voir, en fait, la militarisation indirecte de ces derniers décidée après les événements de mai¹⁸³. Il s'agissait de créer une structure qui reprît les principales missions de anciens comités de l'ombre (repérage, statistiques, renseignement) mais en lui conférant un devoir d'obéissance et de respect hiérarchique plus marqués. C'est ainsi que l'on peut interpréter la version -discutable- des événements de mai que donne le projet de création de la nouvelle section : « *Las trágicas y lamentables jornadas del 4 al 7 de mayo han demostrado que nuestros ímpetus y organización combativa carecen de dirección* ,

181 La circulaire n°2 limitera à 3 le nombre d'agent pour l'échelon local. IISH, CNT 005C.

182 Les zones des sections locales étaient d'ailleurs appelées « *Barriadas* », comme pour les comités de défense. Ibid.

183 Les Comités de Défense, dont le rôle fut central pendant les événements de mai à Barcelone seront victimes de la répression qui s'ensuivit et disparaîtront progressivement au cours de l'année 1937.

de estudio previo de los dispositivos del enemigo y de coordinación combativa, bases indispensables para el logro del triunfo ¹⁸⁴».

Comme la SD, les sections de coordination avaient donc été conçues pour incarner et relayer, dans leur domaine, ce qui constituait les grands objectifs politiques du moment : s'engager pleinement dans l'effort de guerre et l'unité antifasciste, se préparer et s'informer efficacement pour lutter contre les adversaires politiques, pour maintenir intacts les intérêts et les forces de l'Organisation et pour que la révolution, ajournée mais pas abandonnée, puisse un jour advenir. D'ailleurs, il semblerait que les deux sections (Défense et Coordination) aient été créées dans une logique commune, au sein du même cadre politique et défensif. Un rapport d'activité de 1938 fait un bref historique de la structure secrète et évoque en ces termes sa création qu'il situe avant même les événements de mai :

« Para llegar a este fin se elaboró un plan con la denominación ORGANIZACION DEL COMITE REVOLUCIONARIO que constaba de dos secciones : sección de Organización la primera y la segunda Sección de Defensa, proyecto que acompaña la presente con el trabajo encomendado. Proyecto aprobado y que sirvió de base para trabajar sobre este sentido. Como la situación volvía paulatinamente, a pesar de la brutal represión hecha por las fuerzas del Gobierno Central, a su cauce y como el nombre no ajustaba a la realidad del momento porque era incongruente que teniendo ministros dentro del Gobierno Central, la Organización tuviera un Comité Revolucionario y para ello se cambió el nombre por el de COMITE DE ORGANIZACION REGIONAL DE CATALUÑA y con este nombre funcionó en circulares y comunicados hasta la notificación de que debía llamarse INFORMACION Y COORDINACION¹⁸⁵ ».

La question sera désormais de savoir si ce cadre commun fut pérenne, si les activités des deux sections étaient clairement différenciées et quel rôle jouait la Section Défense dans ce projet clandestin. En effet, la consultation des sources invite rapidement le lecteur à s'interroger sur le statut de la SD, sur ses prérogatives, sur les limites qui pouvaient exister entre la section officielle et la section clandestine.

184 Doc.cit, *Proyecto de organización...* IISH, CNT 005C

185 *Informe al Pleno que ha de celebrarse el 15 de marzo de 1938*, sd, IISH, CNT 005C

b) *Dans l'ombre des sous-sections d'une structure officielle : la SD, service d'information*

Nous l'évoquions au début de cette partie, les travaux de François Godicheau¹⁸⁶ ont décrit l'organisation générale de cet appareil qui reposait principalement sur quatre branches : la sous-section militaire (la première d'entre elles), la sous-section de Sécurité intérieure, la sous-section Services publics et celle d'Information. Cette organisation secrète et parallèle prit successivement les noms de Section d'information et de Coordination, Section de Statistiques, puis, à partir de janvier 1938, Section de Coordination. La structure agissait discrètement, à l'ombre de la SD dont l'existence était, donc, légale. Le but de cette sous partie est de s'interroger sur la place qu'occupait la SD dans ce dessein politique et clandestin, sur la collusion qui existait entre elle et la sous-section militaire. Les sources permettent de pointer un certain nombre de convergences entre les deux structures, des convergences assez nombreuses pour soulever une nouvelle question : la Catalogne fait-elle partie de ces régions dont parlait François Godicheau où on a pu constater « des confusions sur les missions et les attributions entre les deux appareils¹⁸⁷ » ?

A la lecture des sources, quelques indices troublants invitent le chercheur débutant à établir un parallèle entre la Section Défense et la Section Statistiques (ou Section d'Information et de Coordination). Ce rapprochement se fait d'abord par les dénominations, souvent voisines, qu'ont pu avoir ces différentes structures. Un document intitulé *Estructuración de la Sección Defensa*¹⁸⁸ nous apprend ainsi qu'après avoir reçu le nom de Comité de guerre, la section s'est appelée *Sección de control y estadística* : « *Este departamento se constituyó en enero de 1937, denominándose Comité de guerra, luego Comité de control y estadística para tomar*

186 GODICHEAU François, *Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile espagnole (1936 —1939)*, thèse de doctorat, dir Pr Bernard Vincent, EHESS, 2001, 3 vol.

187 Ibid, p. 404

188 CDMH, PSB 378

después la denominación definitiva de Sección Defensa ». Ce qui pourrait sembler être une confusion dans les missions des deux structures, à une époque où celles-ci étaient en phase de construction, paraît confirmé par le rapport déjà cité du 9 février 1937¹⁸⁹. En plus de la répétition du terme de « statistique », on y retrouve ce qui était l'une des principales tâches de la sous-section militaire : recueillir des informations pour être prêts le jour du soulèvement. On peut par ailleurs remarquer le caractère secret que l'on voulait donner à la SD, caractéristique qui relève davantage d'un service de renseignement stratégique :

« Al constituirse este Comité el día 22 de enero de 1937, la primera labor que realizó por acuerdo unánime del mismo, fue la redacción de una circular que deseábamos fuese mandada a las columnas, Sindicatos, Industrias de Guerra, etc, (siempre en el bien entendido que fueran organismos o compañeros confederales los que las recibieran y las contestaran) con la doble intención de dar a conocer nuestra creación, al mismo tiempo que para empezar nosotros a trabajar de una manera intensiva en la elaboración de un archivo de estadística que nos tenía que facilitar grandemente nuestra labor de orientación e información a la Organización para que ésta lo debidamente asesorada de las fallas que, en no importa qué aspecto de la guerra se notara, pudiese intervenir de una manera seria y responsable para subsanarla en lo posible. Otra de las ventajas que nos traía la creación de estadística era la de saber siempre a qué atenernos y saber con qué de verdad contamos para hacer frente a no importa qué situación. Los compañeros del Comité Regional, opusieron razones de verdadera valía a nuestro deseo de mandar nuestra circular ; y nosotros que no somos más que un apéndice del Organismo Confederal y Específico, no le dimos curso procurando de palabra plantear estos problemas a las diferentes partes que nos pudieran orientar y documentar como era nuestro deseo. »

Cette description de la SD de février rappelle étrangement celle de Statistique (et notamment sa sous-section militaire) qui travaillait, sous la houlette des comités supérieurs et dans la plus grande discrétion, au renseignement et à l'espionnage. Cette confusion dans les missions peut s'expliquer par la date où les attributions de l'une et de l'autre n'étaient pas encore bien délimitées. Si la Section Défense est créée en février, avec un fonctionnement plus efficace à partir de mai, celle d'information et de coordination voient son organisation et ses missions précisées, au plus tard, par deux circulaires de juin 1937. Pourtant, certains documents postérieurs entretiennent cette ambiguïté.

189 Op.cit, Informe de los datos más salientes..., CDMH, PSB 378,4

Toutes les sources présentant la SD recourent à des verbes comme « *informar* », « *orientar* », « *conocer* » ou « *documentar* » pour décrire ses activités. Cela invite à voir en cette section un service de renseignement. Un nombre important de nos documents confirme par ailleurs cette observation. La multiplication des demandes d'informations sur les personnes, l'archivage de plus en plus systématique et centralisé, la nature même des renseignements accumulés laissent supposer que ces données ne servaient pas aux seules missions connues de la SD. En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, la Section Défense utilisait ces informations pour contrer les abus communistes ou pour nommer des militants dits « responsables » sur les postes de commissaires ou de chefs. Cependant, certains documents montrent que les renseignements recherchés sortaient du cadre de ces missions et tendent à donner à la section le profil d'un véritable service de renseignement libertaire.

Le 15 novembre 1937, la SD avertissait le comité de liaison que l'homme recruté pour travailler auprès du chef libertaire Sanz était un « immoral », un imposteur¹⁹⁰. Le courrier justifiait cette affirmation par toute une série de détails et de renseignements qui en disent long sur l'efficacité du réseau d'informateurs de la Section Défense :

« Este comité [de control de la casa Ford Motor Ibérica] le facilitó un tal Ramón Oliva, poseedor de las habilidades requeridas por Sans [sic], pero siendo este hombre un inmoral (sindicalmente), no merece ninguna confianza y menos para ocupar un puesto como el en cuestión. El referido individuo perteneció antes de la revolución al CADCI, ingresó más tarde en la UGT, y a raíz de poder entrar en el Comité de Control de la casa como delegado de los delegados de las oficinas, se colocó en las filas de la CNT. Más tarde tuvo que salir por incompatibilidad. Ultimamente se dedicaba a unos negocios propios de la guerra. Era componente de la corrillos fascista de la casa. Aceptaba la oferta de Sanz mayormente para esquivar de la movilización. Ahora bien. Al llegar a Lérida, se juntó con un tal Coma, comandante del Cuerpo de Tren (este individuo merece un capítulo aparte) y en lugar de presentar en el C.G de S. se quedó en Lérida como encargado de un almacén de gomas. El otro individuo, (Coma) dijo a Magriñà, -desfigurando un poco el hecho- podéis tomar un ejemplo de la ecuanimidad de la UGT que no se preocupa solamente de sus afiliados sino también de la CNT ».

190 CDMH, PSB 512,8

L'intervention finale du secrétaire Grunfeld, qui signait ce courrier, présentait bien la SD comme le seul organisme pouvant délivrer des informations viables sur les personnes : *« en lo sucesivo esperamos que os dirijáis directamente a esta sección cuando necesitéis un compañero para desempeñar algún cargo y os mandaremos un compañero de confianza, o mejor dicho cuando nuestras Divisiones necesiten compañeros, procuren solicitarlos a esta Sección que por lo menos habrá una garantía en cuanto a moralidad »*¹⁹¹.

Un autre courrier, envoyé au comité de liaison par Grunfeld le 25 octobre 1937¹⁹², peut s'avérer intéressant pour comprendre l'étendue des missions de la SD. Cette dernière y apparaît non seulement comme un service de renseignement mais aussi comme une structure travaillant à l'infiltration, la captation et même l'action directe. La correspondance résume un rapport dans lequel étaient dénoncés des militaires de l'État Major, fichés comme fascistes par l'informateur. Face au danger que représente l'un d'entre eux, le lieutenant colonel Ortigosa, le rapporteur envisage ensuite son élimination : *« Por referencias del citado teniente coronel, cuando se trata de la fuerzas confederales, dice muy bien de ellas al compañero Vivancos, pero en el Estado Mayor echa bilis por la boca y manifiesta que no tienen que haber muertos sino que prisioneros, es decir, que para bien del Estado Mayor, sería conveniente eliminar a este sujeto o bien destituirlo del cargo que tiene, por ser de tanta importancia »*. Dans sa note finale, Grunfeld conseillait au comité de liaison de se rapprocher sans attendre de l'officier qui avait fourni ces renseignements (le Capitaine de la Torre), montrant par là même la volonté de la SD si ce n'est d'infiltrer l'État Major, au moins d'attirer à elle tous les haut gradés qui pouvaient lui être utiles : *« Todos estos datos nos han sido suministrados por el Capitán Román de la Torre Martín, que está en el Estado Mayor del XII Cuerpo del Ejército, con el cual conviene ponerse en contacto lo más pronto posible »*.

Si un document comme celui-ci ne suffit pas pour démontrer la collusion entre la SD et l'appareil clandestin des libertaires, il met tout de même en lumière l'importance qu'accordait la Section à l'information et au fichage des personnes, à la captation et aux réseaux de renseignements.

¹⁹¹ Ibid

¹⁹² CDMH, PSB 512,8

La Section Défense effectuait de la même façon tout un travail d'information et de fichage sur ses militants. En réalité, chaque décret, chaque étape de la militarisation, chaque mobilisation avaient supposé la constitution et la mise à jour d'un fichier sur les libertaires. Des informations personnelles (parcours syndical, compétences, formation etc) étaient demandées sur les nouvelles recrues, sur les postulants aux écoles, aux postes à responsabilité. Il est par ailleurs intéressant de constater que certaines informations demandées sortaient quelque peu du cadre strict des missions de la SD. Ainsi, à la fin octobre 1937, dans le cadre de l'éducation pré-militaire, devenue obligatoire, la SD catalane demandait aux Jeunesses, aux Groupes et à chaque syndicat de remplir la fiche de renseignements qu'elle leur faisait parvenir. Ils devaient faire un recensement des jeunes militants (de 15 à 20 ans) qui allait au-delà des trois seules classes concernées par le programme d'instruction ; la fiche exigeait aussi que fussent dénombrés ceux des autres partis : *« Para saber de qué fuerzas y elementos dispone la Organización, es preciso que cada sindicato, Agrupación y Juventud se haga un recuento de los que son compañeros o hijos de compañeros, que tengan entre 15 a 20 años, su especialidad y conocimientos. Recuento de los jóvenes de otros partidos de la misma edad. Nombres y apellidos de los compañeros que han tenido graduación militar y su especialidad »*. Si ces fiches étaient utiles au travail de vérification, de comparaison de la Section Défense, il n'en demeure pas moins que les renseignements et les archives qu'elle compilait devaient constituer aussi de précieux supports pour les tâches d'inventaires de la sous-section militaire.

Avant de comparer plus en détail les missions assignées à ces deux sections (Séction Défense et sous-section militaire), il serait intéressant de s'interroger sur un point : les informations recueillies par la SD étaient-elles de même nature que celles accumulées par la Section de Coordination ? Si l'on fait un comparatif sommaire des sources que nous venons d'évoquer avec celles de la cellule secrète, il se dégage rapidement, si ce n'est des similitudes, au moins de vraies convergences. Nous l'avons vu, la SD œuvrait aux tâches de renseignement sur les adversaires militaires et politiques (fréquentations, parcours idéologique, positionnements) mais aussi sur

ses propres militants (parcours syndical, compétences...). Dans l'ombre, la Section de Coordination rassemblait les mêmes données et focalisait ses investigations sur les mêmes points. Certains fonds d'archives regorgent de ces fiches qui permettent de mettre en lumière cette similitude¹⁹³. Ainsi, le sergent d'artillerie Leopoldo Fábregas fit l'objet d'une enquête de la part des libertaires qui agissaient clandestinement au sein de la caserne Salvochea ; cette dernière laissait apparaître que le sous-officier n'était pas un antifasciste patenté et qu'il entretenait de chaleureuses relations avec les gradés déjà fichés comme traîtres par les anarchistes. On y détaillait, comme on pouvait le voir dans les rapports de la SD, ses activités, ses amitiés et même le rôle joué par son épouse. Les lieux de sociabilités fréquentés par ces individus étaient également précisés. Ce qui est intéressant de constater, c'est que cette même caserne, avec ces mêmes militaires sont évoqués dans un autre rapport confidentiel, un peu plus élargi, envoyé cette fois à la Section Défense¹⁹⁴. Les informations recueillies par la cellule pouvaient donc être transmises à la SD et/ou à la Section Coordination. D'autres sources montrent que, comme la SD, les espions libertaires pouvaient, au terme de l'enquête détaillée qu'ils fournissaient sur les individus, préconiser leur remplacement ou même leur élimination. Ainsi, la même cellule dénonçait l'idéologie (fasciste) du commissaire Colls et, après avoir averti des complicités dont il bénéficiait (son neveu, d'autres officiers), elle terminait son rapport par « *Urge su inmediata sustitución o eliminación* ». Par ailleurs, le renseignement n'excluait pas les propres militants libertaires. Comme la Section Défense, la cellule secrète s'intéressait au parcours syndical de ses camarades. Nous l'évoquions précédemment, une des principales tâches de la SD consistait à élaborer des fichiers sur les hommes qui garnissaient ses propres rangs. Chacun d'entre eux avait reçu un aval de son syndicat d'origine : ce document, envoyé par la SD, compilait des informations telles que les origines géographiques et syndicales, la date d'affiliation, les compétences particulières et les éventuelles charges qu'il avait pu occuper au sein de l'Organisation. Ces données, répétons-le, servaient avant tout à débusquer les personnes qui avaient opportunément intégrer les files de la CNT pour occulter un passif douteux, pour obtenir un poste particulier ou pour espionner les libertaires¹⁹⁵. C'est la même finalité

193 Celles que nous évoquons ici proviennent du PSB 1068,12 (CDMH) .

194 *Cuartel « Fermin Salvochea ». Investigación*, CDMH, PSB 944,8. Le rapport est assorti d'une lettre de la SD qui le transmet au CEML.

195 Voir la circulaire envoyée par la SD et relayée par le CR de Catalogne qui rappelait l'importance de ses avals, 09/02/1938, IISH, CNT 37C.

que poursuivait la section de Coordination en recueillant des informations comparables (provenance, affectation militaire, origines syndicales et connaissances) et ce, au sein d'un document qui était presque la copie des avals envoyés par la SD¹⁹⁶. Ces fiches pouvaient cependant revêtir un autre intérêt : elles étaient indispensables pour l'identification et le recrutement des agents les plus sûrs et les plus compétents ; c'est ainsi qu'il faut lire les mentions (dans les documents des deux sections) aux responsabilités occupées, aux dates d'affiliation et aux compétences : un militant de longue date qui savait conduire ou qui possédait des connaissances dans des domaines stratégiques (électricité, communication etc.) présentait le profil idéal pour être sélectionné.

A toutes ces considérations sur les missions de renseignement des deux sections, il faut ajouter le fait que perdure, même après la réorganisation de l'appareil clandestin en juin 1937, l'ambiguïté dans les dénominations : les noms de ce dernier oscillaient entre Information, Coordination, Statistiques. Or, il s'avère que ces mêmes termes se retrouvent à des dates postérieures dans certaines sous-sections de la SD. Dans le rapport hebdomadaire du 25 septembre¹⁹⁷, on peut lire :

« CAMBIOS DE CARGOS : Habiendo presentado su renuncia el compañero Calpe, delegado de la FAI a esta Sección, ha tomado cargo el compañero Modesto Avila en la subsección Propaganda y Coordinación. FALTA DE PERSONAL. Para completar el trabajo debiera facultarnos la Organización para nombrar un compañero que se encargue del archivo de control, estadística de esta Sección ».

L'existence d'une sous-section Statistique, ou plus précisément « *de Control y Estadística* » est confirmée par un autre document datant de novembre 1937 et qui précise le travail de renseignement de cette unité. Le Commissaire de la 153ème Brigade s'adresse à la SD catalane de la façon suivante :

« Para los efectos de control y estadística, debo comunicaros que el Comisario que fue del 3er Batallón de esta Brigada, Antonio Montes, perteneciente a Izquierda Republicana, ha sido destituido por incapacidad y

196 Voir un exemple de fiche (envoyée par le CN de la Section de Statistiques) à l'IISH, CNT 005D. Pour ce qui est du renseignement accumulé sur les militants cénétistes, voir les fiches et compte rendus au CDMH, PS Madrid, 1068,12.

197 Op.cit, Informe del 25 de septiembre..., PSB 378,4

mal comportamiento, habiéndose incorporado para sustituirle el Comisario Emilio Ortiz Santiago, enviado por el Sub-Comisario del Ejército del Este. Dicho Comisario pertenece a las JSU, al PSOE y a la UGT, desde antes del 19 de julio y habiendo ocupado varios cargos de responsabilidad en las JSU, dada su reciente incorporación no puedo facilitaros más detalles, ampliándolos cuando sea conocedor de su personalidad. Lo que os comunico para los efectos siguientes¹⁹⁸. »

Ladite sous-section semblait donc s'occuper du renseignement politique sur les personnes et les chefs de l'armée. Si ce constat permet à nouveau de mettre en relief la dimension politique de certaines missions de la SD, il pose à nouveau la question des prérogatives respectives des deux organismes : la sous-section militaire de l'appareil clandestin d'une part, la SD de l'autre. Une comparaison de leurs activités et de leurs objectifs permettrait d'éclaircir les différences, les similitudes ou les points de connexions entre les deux structures.

3. Collusions et fusion des structures d'information libertaires

a) Les missions de la SD et de la Sous-section militaire : comparatif

Les principales missions de la sous-section militaire s'orientaient vers les tâches de captation et de renseignement. François Godicheau décrit ainsi les objectifs de cette structure clandestine :

« Les anarchistes devaient reconstituer des groupes d'affinité clandestins dans les rangs, comme des cellules communistes. Leurs missions étaient nombreuses. Elles étaient en premier lieu des organes de propagande et de recrutement pour l'organisation anarchiste (diffusion des principes libertaires, de la presse du mouvement, captation de tous les individus potentiellement utiles, attraction des sans-parti ou des adhérents d'autres organisations). Elles avaient aussi une mission de renseignement, en direction des militants confédéraux d'une part « orienter les autres camarades sur la situation dans notre mouvement » et d'autre part, en direction des instances

198 Op.cit, cité dans le courrier de la SD catalane au comité de liaison le 15 novembre 1937. PSB 512,8

supérieures de « coordination » : information sur les activités, l'organisation et le fonctionnement des cellules communistes ou d'autres partis à l'intérieur de l'armée, signalement des chefs, officiers ou de tout personnel militaire considéré comme « dangereux pour le mouvement anarchiste, le triomphe de la révolution ou de la guerre » et information sur les opérations militaires malheureuses. Enfin, ces groupes d'affinité dans l'armée devaient infiltrer les cellules communistes et viser l'hégémonie anarchiste¹⁹⁹ ».

L'appareil clandestin était organisé, hiérarchisé et couvrait tout les domaines stratégiques dont le contrôle était indispensable pour pouvoir assurer ou affronter un coup d'état :

« Le projet d'organigramme de février 1938 détaillait aussi la hiérarchie des comités de bataillons, de compagnies, de divisions, de brigades, de batteries, dans toutes les armes et les services. Un système complet de renseignement, pyramidal, chargé de mobiliser les forces anarchistes et de paralyser celles de l'adversaire au moment voulu. Les industries de guerre n'étaient pas oubliées : la présence militante organisée dans les lieux de production devait pouvoir alimenter la CNT en armes le jour de la mobilisation. Celle-ci devait se faire dans des Unités de Défense Confédérale, véritables unités de choc qui devaient se révéler au grand jour au moment du passage à l'action. Le réseau clandestin des groupes anarchistes devait permettre de recruter dans l'ombre des bataillons confédéraux, chacun sachant que le jour venu, il devait s'intégrer à tel poste dans telle unité. Ces unités de choc devaient non seulement être constituées sur le front, doublant l'organisation réelle et officielle de l'armée, mais il était aussi prévu qu'elles se mettent en place à l'arrière, à partir des effectifs militants opérant dans le civil²⁰⁰ ».

Pour compléter cette description de la sous-section militaire, nous pouvons aussi nous appuyer sur le document, non daté²⁰¹, « *Actividad de la subsección militar* ». Cette archive, trouvée dans le PSB 4,4, confirme les travaux d'infiltration et de renseignement ; il montre aussi l'intérêt porté aux domaines de l'enseignement et de la préparation militaires ainsi que la volonté d'infiltrer toutes les armes de l'*Ejército Popular de la República* :

« La subsección militar tendrá por actividades ORGANIZACIÓN TÉCNICA considerando entre ellos a los Grupos de la Región y Topografía teniendo como elementos secundarios (principales por su importancia) : Enseñanza Técnica, fabricación de armas, Industrias de guerra, y como complemento los grupos de Afinidad en los Ejércitos de Aire, mar y tierra.

199 GODICHEAU, François, Op.cit, Répression et Ordre Public en Catalogne..., p.402

200 Ibid, p.403

201 Peut-être s'agit-il d'un document issu des travaux de réorganisation de l'appareil clandestin qui ont eu lieu au premier trimestre de 1938 et qu'évoque François Godicheau dans sa thèse.

Organización Técnica, dirección general de todas las ramas que tiene la Sección militar.
Organización de los grupos de afinidad de la Región Catalana en fuerzas de choque , debidamente estructuradas y eficientes.
Elementos que puedan enseñar a los grupos las diferentes modalidades de la lucha y las armas a emplear en cada una de las actividades.
Fabricación de Armas, para las Comarcales y dando las que mayor preferencia en aquéllas de utilidad y difíciles de adquirir.
Grupos de afinidad en todas las Fuerzas del Ejército del ESTE y en las de Aire y marina.
Industrias de Guerra, control de todas las Industrias de esta clase, son su producción y elementos que la fabrican.
Topografía, gabinete de topografía que cumpla la misión de reproducir los mapas topográficos y señalar las diferentes variedades que se tengan.
Estadística de la situación cada día de la posición de las Fuerzas Antifascistas del Frente. Colocación de las Brigadas y Divisiones en los respectivos sectores. Nombre de los mandos y partido a que pertenecen.
Fichero de todas las Fuerzas Militares, con mandos importantes y aquéllos que en "situación de disponibles" puedan influir en las disposiciones oficiales ».

Le document terminait en rappelant le lien indispensable que devait avoir la section avec la SD : « *Enlace directo por medio de la Secretaría General de la Sección con el Comité de Enlace del Frente de Aragón y Sección Defensa regional de Cataluña* ».

Se pose alors la question de la nature de ce lien entre les deux organismes. Quelles informations pouvaient être transmises ou sollicitées ? Quel rôle jouait la Section Défense dans les missions de cet appareil clandestin ? Cela renvoie à nouveau aux missions qu'effectuait la SD. Au terme de cette partie où nous avons évoqué les diverses tâches de cette section, il semble exister un certain chevauchement, un télescopage entre les objectifs assignés à la sous-section militaire (SSM) et les travaux réalisés quotidiennement par la SD catalane.

Concernant le renseignement, la Section Défense paraît avoir travaillé aux deux aspects que décrivait François Godicheau : on l'a vu précédemment, elle a su constituer de véritables fichiers sur les soldats et a constamment fourni, grâce à des agents de terrain, des informations politiques sur le commandement militaire, en

évoquant même parfois les fréquentations de ces personnes ou leur possible élimination. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que les agissements communistes décrits dans certains documents de la SD soient directement apposés à la problématique du coup d'État : « *Todo nos hace suponer, dada la arbitrariedad que esto supone, que se prepara algo parecido a un golpe de Estado, por cuanto estos cuarteles, son posiciones estratégicas de valor* » et un peu plus loin « *El desplazamiento de los Comisarios que son compañeros es la norma general del Comisario Llanos apoyado por sus émulos y los puntos que va tomando coinciden con un plan estratégico que puede ser un Golpe de Estado*²⁰² ».

Quant au second aspect, le travail de recrutement et d'orientation des militants ou des nouveaux appelés, il apparaît tout aussi clairement dans les sources de la SD catalane. Pour parvenir à cette « hégémonie anarchiste », la section déployait de multiples efforts dans les domaines de la propagande et de la captation. Dans ses rapports, la SD formulait des suggestions en ce sens au comité de la CNT : il était ainsi nécessaire de « *orientar la opinión de los compañeros de todo el país sobre las actividades militares a fin de impedir que la opinión pública sea engañada por los bulos de los comunistas*²⁰³ ». Elle en faisait autant auprès des comités régionaux de Catalogne, allant même jusqu'à suggérer la circulation de presse clandestine. Dans son rapport du 14 août, Grunfeld considère que « *la campaña de prensa debe controlarse más eficazmente y dedicarse a sacar grandes cantidades de manifiestos clandestinos que hagan y orienten la opinión pública*²⁰⁴ ». Tout comme le projet conspiratif dans son ensemble, ce recours à une communication souterraine, qui avait déjà été utilisée par les dirigeants libertaires, présentait un double objectif politique : il permettait non seulement d'orienter les militants sur la ligne et la stratégie des mouvements libertaires mais aussi d'exploiter et de canaliser les contestations des plus radicaux, des plus critiques²⁰⁵.

Le discret travail de recrutement assigné à la Sous-section Militaire était aussi un défi que tentait de relever la Section Défense en Catalogne en 1937. Dans les

202 Doc.cit, *Informe que eleva la SD al CR de la CNT...*, 14/08/1937, CDMH, PSB 378,4

203 Op.cit, *Informe que presenta a la SD del CN*, 27/08/1937, CDMH, PSB 378,4

204 Doc.cit, CDMH, PSB 378,4.

205 Sur l'utilisation de la presse clandestine par les mouvements libertaires, voir GODICHEAU, François, Op.cit, chap. 7 et en particulier p. 344 et suivantes.

suggestions finales d'un rapport qu'elle envoie au CN²⁰⁶, on peut lire les objectifs suivants : « *crear una subsección de captación, que tenga todo el material necesario para cumplir eficientemente sus funciones* » puis « *crear clubs militares en los puntos de concentración militar que en forma indirecta sean controlados por la organización para apoyar la labor de captación* ».

En plus du renseignement, du recrutement et de la propagande, d'autres activités de la SSM et de la SD catalanes semblent se superposer. La description de l'appareil conspiratif montre chez les libertaires la volonté d'infiltrer et de contrôler les écoles, les industries de guerre, les différentes armes de l'Armée sans oublier l'arrière. Or, toutes ces considérations sont également présentes dans les documents de la Section Défense. Les rapports de 1937 que nous possédons semblent révéler en Catalogne un chevauchement dans les attributions des deux structures. Ainsi, le rapport déjà cité du 14 août jette les bases de ce qui est une cellule de renseignement et d'informateurs dans les usines de fabrication d'armes : « *En cuanto al Parque de Artillería, donde funcionan fábricas de material de guerra, convendría que el compañero Vallejos hiciera un informe para saber qué confianza se les puede depositar a los que ahí trabajan. Además debe procurarse organizar núcleos de compañeros de confianza que mantengan informada a la Organización de todo lo que ahí suceda*²⁰⁷ ». Sur cet aspect (l'infiltration), le front n'était pas oublié. Les cellules libertaires et clandestines répondaient au nom de *Grupos de afinidad* et prenaient discrètement place au sein des troupes régulières. Elles devaient se composer de soldats et de sous-officiers et avaient pour mission, à l'image de la Section Coordination dans son ensemble, les mêmes tâches d'information, de captation et d'orientation destinées à atteindre « l'hégémonie anarchiste ». Ses objectifs et son fonctionnement étaient définis dans un document envoyé par le Comité National²⁰⁸ : les groupes d'affinité obéissaient à une organisation complexe, hiérarchisée et régulée à l'extrême²⁰⁹. Ce qu'il est néanmoins intéressant de constater, c'est que les missions qu'on leur assignait semblaient intéresser et mobiliser tout autant la Section Défense. Ainsi, à une date aussi tardive que le 13

206 Doc.cit, *Informe que presenta a la SD del CN*, 28/08/1937, CDMH, PSB 378,4

207 Doc.cit

208 Comité Nacional, *Sección de Estadística 2da subsección, Normas para la creación de grupos de afinidad dentro de las Unidades regulares del Ejército*, nd, IISH, CNT 005c.

209 Voir schéma annexe 2

mars 1938, une lettre du secrétaire Grunfeld²¹⁰ vient compléter un rapport émis par le Comité de Liaison de la SD en apportant toutes une série d'informations militaires et secrètes : mouvements et activités des troupes fascistes, noms et nationalité de leurs chefs, observations des ports (les Allemands ont livré de grandes quantités de carburant à Algésiras), évolution des autres fronts, mouvements des forces républicaines (brigades régulières, carabiniers, gardes d'assaut). Ces informations aux mains de la SD provenaient-elles des groupes d'affinité ? Sans répondre définitivement par la négative, il semblerait plutôt que la SD ait eu un accès direct à ces données -issues d'un rapport secret de l'État Major Central- via un agent, un informateur dont l'activité devait rester confidentielle : « *Estas informaciones, las conseguimos por conducto reservado y conviene que no se sepa que lo conocemos pues puede costar un disgusto al que nos las proporciona*²¹¹ ». Indépendamment du cheminement que purent emprunter ces informations, ce qu'il importe de remarquer, c'est que le système de renseignement stratégique des libertaires catalans présentait des convergences et des porosités manifestes entre les activités de ses deux sections, la SD et la la Sous-Section Militaire (SSM).

Par ailleurs, la volonté d'occuper le maximum d'espace au sein de l'Armée (que nous avons déjà commentée) était particulièrement marquée pour les secteurs de la Marine et de l'Aviation : non seulement les libertaires y étaient peu représentés mais ils constituaient des domaines stratégiques de première importance dans le cadre du projet conspiratif. Une sous-section *ad hoc* fut en outre créée au sein de la SD dès 1937 ; la description qu'en fait le rapport d'activité « *Estructuración de la Sección Defensa* » et les mots utilisés ne laissent pas de doute sur le rôle qu'elle pouvait jouer dans l'appareil clandestin : « *Aún poco organizada esta Oficina, debe prestársele la máxima atención por abrirse muchas posibilidades a nuestra organización en cuanto a infiltración, control e influencia dentro de dichas especialidades*²¹² ». Une copie de circulaire, non datée mais émanant du Comité Exécutif du Mouvement Libertaire de Catalogne (donc après avril 1938) détaille la réorganisation de la Section Défense et confirme non seulement l'intérêt porté à ce secteur de la Marine et de l'Aviation mais aussi la connexion entre cette sous-section

210 Lettre de la SD envoyée par Grunfeld le 13/03/1938, CDMH, PSB 237,2.

211 Ibid

212 Doc.cit, CDMH, PSB 378

et l'appareil conspiratif. Les termes employés sont éloquents et rappellent ceux utilisés pour la description de la SSM : « *Dicha subsección deberá atenderse con la máxima preferencia, teniendo en cuenta la debilidad de nuestra intervención en dichas armas. Deberá hacer un trabajo intenso de captación de elementos de aviación y marina, controlar y orientar la actuación de los compañeros que tengan cargos en dichas armas ; estadística de campos y aeródromos ; elementos de juicio reservados sobre las posibilidades de nuestra aviación (...)*²¹³ ». En Catalogne, le secteur de la Marine avait très tôt suscité l'intérêt de l'État-Major libertaire : cela tenait à des raisons défensives et stratégiques évidentes (il convenait de défendre les côtes²¹⁴) mais aussi par le fait que Barcelone était la plus importante des trois grandes bases navales que comptait la République en Méditerranée. Au cours de l'année 1937, la Section Défense de Catalogne lança plusieurs initiatives dans le but de développer sa présence, son influence et le renseignement militaire dans ce milieu. Une Alliance Révolutionnaire de Marins de l'Armée (ARMA²¹⁵) fut d'abord créée sur la base de groupes d'affinité mais ne donna aucun résultat probant. Un peu plus tard, la Section Défense – à l'initiative de Grunfeld- donna une nouvelle impulsion à la Marine : sa réorganisation s'orientait clairement vers la captation et le renseignement. Constitués en comités, les *Grupos* formés au sein de chaque navire devaient créer trois sous-sections (Presse et propagande, Contrôle politique, Contrôle militaire et technique). Les missions qu'on attendait d'eux rappelaient, une fois de plus, celles qui caractérisaient la Sous-section militaire. Ainsi, en parlant du rôle du délégué de groupe, il était précisé « *El delegado de cada grupo ha de conocer perfectamente la filiación política de cada hombre de su ramo, las relaciones que tiene, la influencia ejercida dentro de su partido u organización, la labor que desarrolla, influencia que ejerce sobre el personal de su especialidad, de a bordo y de la marina en general. Asimismo, preocupará conocer y estar al corriente de ello, de cuanto con carácter técnico, material, aprovisionamiento etc. interese a su especialidad*²¹⁶ ». Bien entendu, la question du matériel militaire occupait une place importante et devait faire l'objet d'un inventaire détaillé. Toutes ces informations devaient être ensuite envoyées à la Base qui, à son tour, avait l'obligation de les transmettre à la SD. Cette dernière contribuerait à aider le

213 IISH, CNT 41c

214 *Costas catalanas*, IISH, CNT 94B.

215 Une description de l'alliance et de ses objectifs est consultable dans le *Informe al CN del ARMA*, IISH, CNT 94B.

216 *Normas para la organización en la Marina*, sd, IISH, CNT 94B.

développement des écoles de préparation à la Marine et des centres culturels situés sur les bases : ces endroits étaient pensés comme les lieux les plus indiqués pour former les militants et procéder au travail de captation dans un secteur où les abus communistes étaient décrits comme fréquents et mal vécus. Une formation technique et une sensibilisation aux idées libertaires efficaces permettraient d'atteindre l'hégémonie anarchiste, de « *asumir con toda responsabilidad la dirección de nuestra marina y es la garantía de que arma tan principal será sólo utilizada en la defensa de nuestra independencia y al servicio de la Revolución* »²¹⁷. Certes, il ne nous a pas été possible de vérifier si de telles projections avaient été effectivement mises en pratique et, à en croire le diagnostic dressé par la Section Défense au printemps 1938, la présence et l'influence libertaires dans la Marine demeuraient insatisfaisantes. Il n'en reste pas moins que ces projets, dressés à des périodes différentes de la guerre, laissent apparaître le souci constant de la SD catalane d'infiltrer les trois armes à des fins de renseignement et de propagande, objectifs qui étaient assignées à la Sous-section Militaire.

Un autre attribution de la SSM concernait la rédaction de rapports sur la situation du front, que ce soit sur la localisation des différentes divisions ou le détail des « opérations malheureuses ». Là encore, il semble que la SD s'adonnait quotidiennement à ce genre de travail. Un nombre considérable de nos sources, en particulier les rapports hebdomadaires d'août-septembre 1937, accordent une place importante à ces aspects. Le rapport du 21 août fait ainsi un état un bilan des informations recueillies sur le mouvements des unités militaires :

*« De Quinto han sido trasladadas numerosas fuerzas para Zaragoza. Tenemos entendido que por parte del Gobierno se están concentrando numerosas unidades del Ejército en Aragón. Están llegando la 35, 45, 11, 42, 44 Divisiones y la 102 Brigada además [de] la 27 División que estaba en la retaguardia ; un battallón de carros, la compañía de carros de la 27 Div. , 1 reg. de Caballería, 3 grupos de Artillería de la Reserva General del Ejército, numerosos aviones (unos 30). Agreguemos la 31 División , de fuerzas regulares, las 25, 26, 28 Divisiones, confederales, la 30 (Macia-Company) y otras fuerzas que en los últimos días han llegado para poder afirmar que se están acumulando fuerzas para operar en Aragón »*²¹⁸.

217 Rapport envoyé par la SD catalane à la SD nationale, 14/10/1937, IISH, CNT 94B.

218 Doc. Cit, CDMH, PSB 378,4

Celui du 9 septembre résumait et relativisait les prises de certains villages ; le 25 du même mois, le rapporteur se livrait au même exercice en apportant des considérations tactiques (voies de communication, présence de bétails sur zones conquises, isolement de l'ennemi avec la frontière...). La situation géographique exacte des brigades confédérales (qu'elles soient ou non incluses dans des divisions libertaires) semblait intéresser la SD : dans le rapport déjà cité remis par la 28 Division à la commission venue les visiter, on trouve un descriptif relativement précis de la localisation des unités anarchistes mais aussi de certaines autres forces qui les entourent²¹⁹. Ces informations ne sont pas détaillées dans les rapports et semblent faire l'objet d'un traitement particulier : elles sont remises dans des documents annexes, à part, des « *reservados* » ou sous forme de « superponibles ». A la fin de ce document, les rapporteurs, en l'occurrence les chefs politique et militaire de la 28 Division, adressent au Comité de Liaison le message suivant : « *Si consideraséis interesante conocer la situación exacta de nuestras fuerzas sobre el terreno nos lo indicaréis urgentemente para enviaros los superponibles que determinen la situación real de las mismas*²²⁰ ». Enfin, certains rapports compilaient ce type d'informations qui étaient envoyées sous le sceau de la plus grande confidentialité à la Section Défense. Citons, à titre d'exemple, ces différents documents envoyés par le Commissaire du Xème Corps d'Armée et réunis sous un titre qui n'appellera pas d'autres commentaires : « *Informes de carácter absolutamente reservados, relativos a la pérdida de posiciones en el sector de Zuera, fusilamiento de oficiales, descubrimiento de un foco de espionaje en Barbastro y una reunión irregular efectuada en el hogar del soldado en Belillas (Huesca)* »²²¹.

Un des aspects les plus importants du projet conspiratif était celui de la formation : il convenait de préparer militairement les militants au coup de force à venir. Pour cela, les écoles officielles, les *Escuelas Preparatorias de Guerra* et autres centres éducatifs mis au point par les anarchistes et anarcho-syndicalistes eux-mêmes, étaient les lieux idoines. Les efforts que déployait la Section Défense en envoyant le plus de miliciens dans ces écoles avaient pour objectif non seulement de

219 Doc.cit. Le document, daté du 3/04/1938, se trouve en annexe de ce rapport et s'intitule « *situación de las fuerzas de esta División* ».

220 Ibid

221 IISH, CNT 94C.

leur donner une formation technique dans le cadre de la militarisation en cours mais aussi de les former à l'appareil clandestin et aux Unités de Défense Confédérales. Ce double avantage permettait en outre, nous l'avons évoqué en citant François Godicheau, de canaliser les oppositions des secteurs les plus radicaux, toujours prompts à l'action. L'historien, en soulignant la porosité qui pouvait parfois exister dans les missions de la SSM et celles de la SD, donnait précisément l'exemple des écoles :

« C'est à partir de ces positions qu'elle [la Section Défense] put servir de couverture au travail que menait la Section Coordination au sein de l'armée, non sans qu'il y ait dans certaines régions et à certains moments, des confusions sur les missions et les attributions des deux appareils. La préparation des hommes chargés de commander les Unités de Défense Confédérale faisait partie, par exemple, des missions déléguées à la Section Défense, qui devait la mener à bien à partir de son travail dans les différentes Écoles de Guerre Officielles et les centres de préparation anarchistes mis en place de façon autonome ²²²».

On trouve trace de cette implication dans certaines de nos sources : en plus de celles qui mettent en lumière le souci constant de la SD de recruter le plus largement possible des militants fiables et « responsables », nous pouvons citer ce rapport de 1937 qui fait un bilan du fonctionnement des écoles en insistant sur la participation fructueuse de ceux qui incarnaient le système traditionnel de défense de la CNT-FAI et qui étaient un des piliers du projet clandestin, les *Comités de Defensa* et de *Barriada* : *« Tanto en su creación como en su funcionamiento, en los compañeros del Comité de Defensa Local encontramos una eficaz colaboración, encontrando también en los compañeros del Comité de Defensa de la Barriada del Centro una colaboración gracias a la cual la Escuela Preparatoria de Guerra tiene un buen funcionamiento cada vez más floreciente ²²³»*. L'existence de ces écoles libertaires fut menacée de fermeture par des autorités républicaines probablement conscientes de ce qu'il s'y passait. Face à cette perspective, la sous-section *Escuelas* de la Section Défense réagit promptement en envisageant leur transformation en internats dont les activités réelles et cachées reprendraient le dessein clandestin des libertaires. Le procès verbal d'une réunion interne de la SD transcrit ainsi les propos du responsable de la Sous-section Ecoles : *« en cuanto a la escuela que tenemos establecida en Barcelona, y de acuerdo al decreto que suprime todas las escuelas*

222 GODICHEAU François, Op.cit, *Répression et Ordre Public...*p. 404-405

223 Doc.cit, *Informa que presenta la SD al Comité regional...*, CDMH, PSB 378.

*no oficiales en asuntos militares, nosotros debemos disfrazar a la nuestra para que pueda seguir funcionando dándole el aspecto exterior de un internado para cursar bachillerato*²²⁴ ».

La collaboration de la SD au projet politique clandestin du mouvement libertaire sembla même déborder du cadre du front proprement dit comme tendent à le montrer certains documents. En effet, si la sous-section militaire était en charge de l'infiltration et du renseignement au sein de l'Armée, celle de Sécurité Intérieure était destinée à fournir le même travail dans les diverses forces policières. Or, les projets de constitution d'un Corps de Sécurité Unique puis des *Batallones de Retaguardia* durant l'année 1937 donnèrent l'occasion à la Section Défense d'intervenir sur ces questions qui concernaient l'arrière. Comme toujours, dans sa logique d'occuper au mieux l'espace et les postes, la Section enjoignait les soldats d'intégrer ces nouvelles unités. Dans une correspondance au Commissaire de la 153ème Brigade²²⁵ (l'une des plus contestataires), le Comité de Liaison indiquait : « *Creemos os daréis cuenta de la importancia de estos Batallones, los cuales como ya os lo indicamos en la carta precedente, tendrán la misión de ejercer el control y policía en la retaguardia y que es muy posible que lleguen a hacer las veces de Guardias de Asalto y Carabineros ; por lo que deberéis de mandar el número mayor posible de compañeros en ellos* ». Un mois auparavant, une lettre envoyée par Grunfeld au Comité de Liaison²²⁶, avait déjà souligné l'importance stratégique de ces Bataillons dont la description faisait clairement échos au projet clandestin :

« Un asunto al cual debéis prestar preferente atención y que será de gran importancia es la cuestión de la formación de los Batallones de Retaguardia. (...) Dichas Unidades tendrán varias aplicaciones en la Retaguardia. Servirán para guarecer los cuarteles, las fábricas de Industrias de guerra, para la vigilancia de caminos y fronteras, para la incautación de elementos de transportes y otros de guerra, etc. Como véis, su función será de suma importancia y se pretende suplantar, en parte, la función que en la actualidad desempeñan los elementos policiales. Es preciso que desde ya procuréis que las divisiones nuestras se dediquen a seleccionar a los compañeros de más confianza para que puedan venir a desempeñar sus cargos en dichos Batallones. Hay que procurar convencer a los compañeros de que deban aceptar y procurar ir los más posibles para que no haya peligro de que

224 Acta de la reunión celebrada por la SD de los CCRR CNT-FAI, 27/11/1937, IISH, CNT C38

225 CDMH, PS Madrid, 22/09/1937

226 Lettre envoyée par la SD catalane au comité de liaison le 21/08/1937, PSB 512,8

luego estas fuerzas puedan ser empleadas contra el mismo pueblo y para servir a los designios turbios de los comunistas u otros políticos ».

Enfin, pour conclure sur le rôle de la SD dans l'appareil clandestin et la proximité de ses missions avec celles de la SSM, il nous faut évoquer le rapport du 27 août 1937 qui condense presque tous les points de convergence que nous venons d'évoquer entre les deux structures. Ce document de la SD fait un inventaire exhaustif de toutes les unités militaires, dans les trois armes, sur le Front comme à l'arrière ou sur les côtes et dans chacune des provinces catalanes (Barcelone, Lérida, Tarragona, Gerona). On y précise le nom et l'affiliation politique ou syndicale des chefs et des commissaires de chaque structure. Y apparaissent aussi des informations de même nature sur toutes les casernes de Catalogne : cette liste, complète, est assortie d'autres renseignements stratégiques comme l'orientation politique du chef, le nombre d'hommes et d'autres données plus logistiques telles que le nombre de têtes de bétail. En plus d'un récapitulatif précis sur la localisation des différentes Brigades Mixtes et Divisions (confédérales ou non), le rapport mentionnait aussi diverses informations ou observations du terrain (présence et agissement communistes, mouvements et armements sur les côtes etc.).

b) fonctionnement de l'appareil clandestin : ébauche de description

Il peut sembler surprenant que le renseignement militaire repose sur deux structures différentes, que ces deux entités effectuent des missions de nature identique ou tellement similaire. De toutes les considérations que nous avons évoquées précédemment découle une multitude de questions quant au fonctionnement de l'appareil clandestin : les deux structures travaillaient-elles parallèlement, chacune de leur côté, aux mêmes tâches ? Existait-il, au contraire, des liens qui les unissaient et se communiquaient-elles entre elles les informations

recueillies ? Tenter d'esquisser une description du fonctionnement de ces activités clandestines n'est pas chose aisée. Malgré les évidents chevauchements de leurs prérogatives respectives et la précision extrême de leurs organigrammes de fonctionnement, jamais ne furent évoquées ou encore décrites la nature et l'organisation des relations que l'une devait avoir avec l'autre. D'ailleurs une première et étonnante constatation s'impose rapidement pour qui s'intéresse à cet aspect : le peu de communication entre Section Défense et celle de Coordination. Les nombreuses sources contenant des informations stratégiques, qu'elles émanent de l'une ou l'autre, dessinent le plus souvent un mouvement vertical (vers les comités supérieurs) et éloigné du schéma attendu Structure officielle/structure clandestine. Pourtant, une exploration plus fine de certains documents permet non seulement de voir qu'une communication entre les deux pouvait exister mais aussi de faire quelques remarques, non exhaustives, sur le fonctionnement binaire de l'appareil clandestin libertaire.

Il semble tout d'abord que, conformément à ce que nous mettions en lumière plus haut, la Section Défense catalane bénéficiait de son propre réseau d'informateurs et de renseignement. Des informations confidentielles concernant les communistes par exemple pouvaient être envoyées directement à la SD. Ainsi, ce courrier adressé à Grunfeld le 10 mai 1938 : son auteur envoie au secrétaire de la SD des renseignements hautement confidentiels :

« El actual Capitán Baixeras es afiliado al PSUC y fue el responsable de los pagos que se hacían a las Milicias del Hotel Colón. Por los informes que se me han proporcionado, ha hecho varias entregas importantes de dinero para el Partido -dicen- por millones a Comorera y comparsa ; que hoy en día es el Jefe de la Pagaduría Secundaria del Ejército de Tierra, via Durruti, núm.16,bajos, nombrado por el Subsecretario del Ejército Don Antonio Cordón, de quien posees varios informes, y también me han informado de que en donde está tampoco tienen las cuentas muy claras, se sospecha hay "[e]straperlos" . Por el mismo conducto, se me ha informado de que en el Hotel Colón, tenían antes un crisol, ignorando si lo tienen en la actualidad, en el cual se fundían los metales preciosos en vez de entregarlos a la Generalidad de Cataluña ²²⁷ ».

227 CDMH, PSB 11,4.

Chaque cadre militaire travaillant sur le Front avait, en plus du travail officiel qui lui était assigné, un contact avec les questions liées au dessein clandestin de l'Organisation. Un commissaire œuvrait ainsi non seulement à l'information militaire et à l'orientation mais il pouvait être amené aussi à travailler comme agent, comme informateur. En plus des exemples que nous citons précédemment, nous pouvons évoquer le cas du commissaire Josep Germa. Ce dernier, se comportant comme un véritable agent secret, explique les craintes qu'il a à coucher sur papier les informations en sa possession ; pour déjouer toute interception et la censure, ledit rapport sera donc remis et livré par un camarade de confiance²²⁸. Le contenu du document explique les abus et la propagande communistes mais aussi des données liées avec les objectifs de la SSM : constitution de listes avec affiliations des officiers et sous officiers, activités d'espionnage et d'observation, communication des noms de ceux qui intégreront la police secrète... L'intérêt de ce courrier réside également sur son destinataire : la sous-section Commissaires de la Section Défense. Ce qu'il est intéressant de constater, c'est qu'à la plupart des objectifs du projet clandestin des Libertaires correspondait une sous-section de la SD : il existait une sous-section *Información*, une autre de *Estadística* mais aussi *Avales* (renseignement sur ses militants), *Escuelas*, *Servicios Auxiliares* (qui géraient aussi les Industries de guerre), *Archivo*, *Captación*... Cette configuration montre que la Section Défense possédait son propre réseau et était en mesure d'accumuler de substantielles informations sur les questions stratégiques.

Quoique rare semble t-il, une communication entre les deux structures a pu exister. Fort de son système de renseignement, la SD pouvait communiquer certaines informations à la Section de Coordination. C'est ainsi que Grunfeld transmet à la section clandestine des informations sensibles et précises : les soldats anarchistes qui travaillaient dans une cellule secrète de *guerrilleros* sont en train d'être déplacés et massivement remplacés par des communistes. On rappelait aux destinataires l'adresse de la cellule, le téléphone et on attirait leur attention sur l'arrivée récente d'un attirail important d'armes -et digne d'intérêt- dont on faisait un décompte des plus précis. Il convient cependant de remarquer que, si le secrétaire

228 Rapport *Al compañero Funes, Comité Regional, Sección Defensa, su sección Comisarios*, sd, CDMH, PS Madrid 699,7.

informait la Section de Coordination, il n'en oubliait pas, encore une fois, ses propres services, révélant une fois de plus le fonctionnement binaire du renseignement libertaire : le courrier était envoyé non seulement à la Section de Coordination (SC) mais aussi à la sous-section *Información* de la SD²²⁹. A l'inverse, l'organisation clandestine (SC) pouvait transmettre ses travaux à la section publique comme l'atteste la copie faite par cette dernière pour la transmettre au Comité Exécutif du Mouvement Libertaire²³⁰.

Certains échanges visaient à demander à la structure voisine des informations que leurs propres services n'avaient pu recueillir. Sollicitée pour fournir des renseignements sur des individus qui lui étaient inconnus, la Section Défense eut pour premier réflexe de se tourner vers la SC²³¹. Plus intéressant encore est l'exemple inverse. En septembre 1938, la Sous-section Militaire (de *Coordinación*) écrit à Merino (grand responsable de la Défense et de la Section Défense auprès du CEML) en ces termes :

« Por la presente hemos de manifestarte que esta Subsección militar desea de ti indiques al compañero Alvarez de la Sección de Defensa nos mande los datos que con anterioridad le pedimos , pues dicho compañero nos manifestó que sin mediación vuestra no podía remitirnoslos.

Los referidos datos son los siguientes :

1° Donde se encuentran los Cuarteles del Este

2° Los nombres de todos los Jefes y Oficiales del Ejército de Tierra, Mar y Aire que operan en el Ejército del Este.

3° Cargo que desempeña cada uno

a) en qué División

b) “ “ Brigada

c) “ “ Batallón

d) “ “ Compañía

4° Su historial político y sindical antes y después del movimiento.

5° Si son compañeros de absoluta confianza.

6° Si son dudosos²³² ».

Deux remarques s'imposent à la lecture de ce document. Tout d'abord, la nature des renseignements demandés par la Section de Coordination a de quoi surprendre puisque ces données renvoient directement aux missions de la sous-section militaire

229 Lettre envoyée par Grunfeld le 06/01/1938, IISH, CNT 94C (la date du document "06/01/1937" est erronée).

230 Correspondance envoyée par le secrétaire SD (Rivas) au CEML le 09/07/1938, CDMH, PSB 944, 8.

231 Voir échanges copiés dans la lettre du 23/07/1938 envoyée par SD au CEML, CDMH, 944,8.

232 Lettre de la SSM à Merino, 23/09/1938, CDMH, PSB 908,4.

(SC). Or, comme il peut se voir, c'est la Section Défense qui est en possession de ces informations, rappelant par là même l'étendue et l'efficacité de ses réseaux. Par ailleurs, l'attitude de la SD (en la personne de Álvarez) s'avère instructive pour ce qui concerne le fonctionnement de l'appareil conspiratif : elle tend à montrer que la communication entre la SC et les sous-sections correspondantes de la Section Défense ne relevait pas de l'évidence. Bien que des échanges aient pu avoir lieu entre elles, leur travail respectif paraissait assez cloisonné et la communication la plus naturelle et peut-être jugée la plus prudente, était celle qui se faisait verticalement, vers les comités supérieurs²³³.

Enfin, un dernier acteur semblait jouer un rôle dans une partie du projet clandestin : les syndicats. La connaissance que ces derniers avaient des militants et de leur passif les rendait incontournables. Les avals qu'ils délivraient, nous l'avons dit, permettaient à la fois de certifier la qualité antifasciste d'une personne mais aussi de sélectionner sûrement les militants qui assumeraient des missions stratégiques. Aucune charge, officielle ou secrète, ne pouvait être confiée sans l'obtention du précieux document. De nombreux fonds d'archives regorgent de correspondances entre les syndicats et les deux sections (Défense et Coordination)²³⁴. Il existait donc un fichier interne de grande ampleur. Bien souvent, les militants qui intéressaient la Section Coordination étaient ceux qui travaillaient dans les transmissions et communications, les mécaniciens, les électriciens... La cellule clandestine avait donc besoin des syndicats pour recruter et fonctionner. Si les anciens Comités de Défense étaient financés et encadrés par ces mêmes syndicats, la nouvelle Section (qui avait remplacé lesdits comités) entretenait avec eux une relation qu'il n'est pas évident de décrire. Il semble que certaines centrales (en particulier la *Federación local de Sindicatos Únicos*) aient abrité une sous-section au nom éloquent de « *Estadística*²³⁵ » ; c'est souvent elle -mais pas systématiquement- qui vérifiait les fichiers et fournissait les avals. Il est aussi avéré que ces Fédération Locales de Syndicats possédaient des sections Informations qui étaient en contact avec la SD

233 Peut-être faut-il y voir aussi une volonté de la SD de contrôler l'ensemble des questions militaires. Nous y reviendrons.

234 Voir notamment CDMH, PSB 1171,2 ; PSB 886,13 ; PSB 1402/14,1

235 Voir les tampons du syndicat sur les demandes d'aval : CDMH, PSB 1171,2 (47) ; PSB 886,13 (36).

« *Estadística* » était le nom de la structure clandestine en 1937, sans pour autant que cette homonymie ne signifie l'existence d'un lien structurel entre syndicats et SC. Chaque sous-section possédait en effet de nombreuses sous-sections.

pour les affaires militaires²³⁶. Pour ce qui est de la SD, le lien qui l'unissait aux syndicats fut renforcé et se concrétisa en 1938 par la création d'un secrétariat militaire : sous la houlette de la SD, ce dernier devait tenir à jour le fichier interne de chaque fédération syndicale, assurer l'information et la propagande dans l'armée, dans les usines et l'Industrie de guerre. Les syndicats constituaient donc le giron autour duquel gravitaient secrétaires militaires et sections locales de coordination (de quartier) ; ils étaient aussi le lien qui reliait les deux structures à leur base.

c) Fusion du système de renseignement et prépondérance de la Section Défense ?

Nous l'avons vu tout au long de cette sous-partie, les missions de la Section Défense catalane présentaient bien des points communs avec celles de la Section secrète de Coordination et notamment avec sa sous-section militaire. Paradoxalement, les deux structures s'étaient développées de façon parallèle et convergente : à aucun moment, n'avait été pensée ou anticipée la possibilité d'un chevauchement dans leurs prérogatives respectives. D'ailleurs, en octobre 1937, alors que son essor s'accélérait et qu'elle s'imposait comme le principal organisme militaire des anarchistes, la SD catalane entendait occuper le terrain de l'espionnage et du renseignement militaires, un domaine pourtant dévolu à l'autre section, créée cinq mois plus tôt. Dans un de ses rapports internes, on pouvait lire :

« Lo que corresponde es ampliar la infraestructura de la Sección Defensa adaptándola a las exigencias de la actuación. Es necesario, para que la Sección pueda funcionar eficientemente reorganizar y completar su archivo, trabajo sumamente pesado para el que se necesita personal competente y exclusivamente consagrado a tales tareas. Tenemos, por ejemplo, que confeccionar un expediente o legajo personal de cada uno de los Jefes, Oficiales y Clases, a fin de que la Organización sepa con exactitud quienes son sus hombres y quienes sus amigos, sus capacidades, su conducta etc., para no verse condenados [sic] a operar con desconocidos. Hay que emprender también un trabajo de captación, de penetración y espionaje que nos permita en todo momento dar pasos en firme²³⁷ ».

236 Voir lettre de la SD à sa sous-section Ejército de tierra (11/09/1938) qui précise le lien à avoir avec cette sous-section syndicale, CDMH, PSB 1886,1

237 Acta de la reunión celebrada por la SD de los CCRR de la CNT-FAI, 31/10/1937, IISH, CNT C 38.

Les ambitions de la Section Défense, sa volonté de contrôler l'ensemble des questions militaires ne pouvaient qu'engendrer un problème d'organisation interne : dès le début de l'année 1938, alors même que l'appareil clandestin tentait de faire un premier bilan de son action, le problème des compétences entre les deux structures fut soulevé. Dans une circulaire interne de la Section de Coordination nationale, la SSM constatait « *Alguna Sección ha puesto en práctica las normas cursadas y hemos podido constatar dualidad en funciones con las Sección de Defensa Nacional. Es necesario, pues, delimitar bien las funciones de las Subsecciones Militares evitando una dualidad en el trabajo y especificando determinadamente el control y organización que esta subsección ha de infiltrar en el seno del Ejército*²³⁸ ». D'ailleurs, conscientes de la situation, les deux sections avaient déjà communiqué sur le sujet et constaté l'ampleur des chevauchements, comme l'atteste l'exemple des agents de liaison dont le travail reprenait en l'état les missions des Commissaires politiques (dépendant de la SD) : « *considerando que la relación directa de los compañeros de enlace de Brigada con las Secciones Regionales, podía significar una dualidad de funciones con un mismo objetivo, o entrar en terreno que compete a la Sección Defensa, invitamos a ésta a un cambio de impresiones en el que coincidimos al apreciar que en las Unidades de carácter confederal, la misión del Comisario político, en el orden confederal y anarquista, es similar en absoluto a la que se le puede encomendar al enlace de Brigada*²³⁹ ».

Une clarification s'imposait, d'autant plus que ces dysfonctionnements et ces chevauchements n'existaient pas qu'en Catalogne mais aussi dans les autres régions du camp républicain. Plusieurs réunions furent organisées, notamment au sein de la Section de Coordination qui souffrait davantage des intrusions de la Section Défense. L'entité clandestine décida tout d'abord, et de façon unilatérale, de laisser la gestion des Industries de guerre à la SD. La réunion qu'elle organisa à la mi-mars pour délimiter les compétences respectives des deux appareils ne permit pas de régler le problème puisque, pour une raison inconnue, la Section Défense ne s'y présenta pas. L'entrevue fut ajournée ; les sources en notre possession ne nous permettent pas de savoir si elle eut effectivement lieu et quelle put en être l'issue.

238 Circulaire de la Section nationale de Coordination, 15/02/1938, IISH 005C.

239 *Situación actual y desarrollo orgánico de la sección nacional de estadística*, 28/01/1938, IISH, CNT 73A.

Cependant, des réunions internes à la SD ayant eu lieu à la même époque laissent entrevoir que des tentatives de remédiation furent envisagées. De natures diverses, ces solutions montraient toutefois que la Section Défense n'entendait pas abandonner ses prérogatives ou se passer de certaines informations militaires : *« Esta sección de Estadística ha invadido las funciones de Defensa, consiguiendo informes que remitía a la Sección nacional de Estadística y que ésta guardaba en sus archivos sin que nada de esto se diera a conocer a la Sección Defensa Nacional »*²⁴⁰. Dans cette lutte d'influence, les différentes clarifications apportées par la SD se faisaient toujours à son avantage. La résolution la plus nette fut celle survenue dans le Levant où les deux sections (Défense et Coordination) fusionnèrent :

*« Como coincide que el compañero que representa a la sección Defensa de Levante, lo ha sido hasta ahora en la sección de Estadística, informa de cómo se han desenvuelto, dando a entender que si la información militar no depende directamente de la Sección Defensa, no se podrá conseguir subsanar las deficiencias que apunta la S.D.N [Sección Defensa nacional]. En Levante, convencidos de que esto era una necesidad, hemos fusionado las dos secciones de Estadística y Defensa y actuado bajo una directriz. El resultado que se tiene es mucho más provechoso que actuando las dos secciones por separado »*²⁴¹.

S'ensuivit un long débat entre les différentes Sections Défense régionales au terme duquel une solution fut trouvée. Elle était un compromis entre la situation du moment, intenable, et la position nette du Levant : elle donnait à la SD la responsabilité de se charger de l'ensemble des questions liées, directement ou non, aux affaires militaires. Il ne s'agissait plus de fusionner leur section avec celle de Coordination mais la solution retenue marquait, de fait, la disparition de la Sous-Section Militaire au profit de la SD. Cette dernière continuerait à développer sa structure comme elle le souhaitait déjà et assurerait même la correspondance utile au nom de l'appareil clandestin : *« se acuerda que todo cuanto afecta a servicios derivados de lo militar o que tenga influencia sobre el mismo será de la influencia directa de la Sección Defensa, que para ello establecerá todos los servicios »*

240 Copia del acta de la reunión celebrada el día 2 de marzo de 1938, IISH, CNT, 27A.

241 Ibid

necesarios al efecto y mantendrá la relación necesaria como Sección de Estadística para los efectos consiguientes [nous soulignons]²⁴²».

Cette solution fut-elle effective ? L'exploration des sources ne nous a pas permis d'apporter une réponse assurée sur ce point. Toutefois, il nous est possible de faire quelques observations. Tout d'abord, si la section clandestine du Levant semblait opérante jusqu'alors²⁴³, son évolution fut stoppée et son activité fut presque réduite à néant comme nous l'évoquerons dans la prochaine partie. Côté catalan, nos recherches, déjà difficiles, pour localiser les rares sources émanant de la sous-section militaire ont été presque vaines : les quelques documents trouvés après mars 1938 concernant les affaires militaires de l'appareil conspiratif présentent une entête nouvelle et inconnue dans l'organigramme clandestin : « *Sección de coordinación – subsección de fuerzas armadas* ». Ce changement est-il dû à une simple réorganisation interne ou marque t-elle le changement demandé par la Section Défense ? Il n'est pas aisé de le dire : un seul de nos documents, déjà évoqué précédemment, montre une entête « *Subsección Militar* » après mars 1938 : celui-là même qui enjoignait le chef de la Défense (Merino) d'autoriser la SD à livrer les informations stratégiques qu'elle détenait... Quoi qu'il en soit, toutes ces remarques sur la Section Défense démontrent une réalité, celle de sa participation au projet clandestin des libertaires, et une ambition, la sienne, dans sa volonté de contrôler toujours plus toutes les affaires militaires, qu'elles soient dans l'ombre ou dans la lumière²⁴⁴.

Si toutes ces considérations montrent l'implication de la Section Défense catalane dans l'appareil conspiratif des libertaires, ils rappellent aussi combien la

242 Ibid

243 « De hecho, solamente se constataba en la vida orgánica de la Sección [de coordinación] la existencia de dos regionales : Cataluña y Levante ». *Acta del Pleno nacional de secciones de estadística celebrada los días 17 y 18 de marzo en el salón de sesiones del comité peninsular de la FAI* », IISH, CNT, 005C

244 Le fonctionnement à double-fond, public/clandestin ou ombre/lumière de la SD rappelle, en ce sens, le Deuxième Bureau français que nous évoquions plus haut et qui avait suscité, semble t-il, un grand intérêt de la part des libertaires.

Section incarnait et relayait les orientations politiques des comités supérieurs. Après avoir œuvré à l'imposition de la discipline et à l'acceptation de la militarisation, la Section avait exploré le terrain politique non seulement en menant un travail de renseignement sur les responsables communistes, socialistes et républicains mais aussi en tentant de combler le vide idéologique qu'avait pu créer chez des militants désorientés la politique circonstancialiste des dirigeants libertaires. Ce constat fait de la SD un organisme dont les activités allaient au-delà de ce qu'en a principalement retenu l'historiographie. Plus qu'un organisme consacré aux seules questions de logistique ou d'affectations, elle semble avoir été une véritable courroie de transmission des orientations politiques et militaires décidées par les instances supérieures. A l'heure où la guerre devenait totale et s'accompagnait d'un processus de militarisation croissante de la société, elle devint logiquement, pour les comités dirigeants, un outil indispensable à la mise en application de leurs décisions. La position stratégique de cette structure explique donc qu'elle eut une place centrale dans la verticalisation de 1938 et dans les conflits internes qui agitèrent les comités supérieurs.

TROISIEME PARTIE : La Section Défense en 1938, outil politique et enjeu pour le contrôle du pouvoir libertaire

En 1937, le processus de militarisation avait d'abord concerné l'organisation des milices dans le but de mieux coordonner l'effort de guerre. Ce processus de disciplinarisation et de centralisation alla crescendo et affecta progressivement l'ensemble de la société, à commencer par les instances libertaires elles-mêmes. Ce recours à l'autorité et à la verticalité ne fut pas appliqué aux seules unités combattantes : l'organisation de la Section Défense, qui voyait ses responsables désignés par les comités supérieurs et non par la base, rompait également avec la tradition plus horizontale du fonctionnement anarchiste.

L'année 1938 fut donc marquée par une accentuation nette de cette militarisation. Le phénomène fut à ce point notoire que François Godicheau parle de « bolchévisation des organisations libertaires²⁴⁵ » : les yeux rivés sur le PCE, à la fois craint et envié pour l'exemplarité de son fonctionnement, les dirigeants de la CNT-FAI procédèrent à une profonde réorganisation de leurs comités directeurs, que ce soit au niveau régional ou national. Toutefois, toujours en lisant François Godicheau, on peut remarquer la position singulière qu'occupe la Catalogne dans la militarisation du mouvement libertaire. Si en juin 1937, la légalisation et la transformation de la FAI en un parti centralisé et discipliné se heurta à une opposition franche des anarchistes catalans, c'est aussi et d'abord dans cette région que fut mise au point et appliquée, parfois de façon autoritaire, l'unification des différentes branches anarchistes et anarcho-syndicalistes. L'instauration en 1937 de la Commission d'Action Politique (CAP) représentant les JJLL, la FAI et la CNT mais dominée par cette dernière, et surtout du Comité Exécutif du Mouvement Libertaire (CEML) en avril 1938 qui parachevait la militarisation des trois mouvances, sont les exemples les plus prégnants de cette transformation à l'œuvre en Catalogne. Il faut attendre octobre de la même année pour que se mette en place, au niveau national, le même processus d'union des trois branches.

De tels bouleversements ne pouvaient pas aller sans heurts. L'historiographie a notamment mis l'accent sur les conflits qui agiterent les dirigeants anarchistes

245 GODICHEAU, François, *La guerre d'Espagne, République et Révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, Paris, 2004, p. 346-365

espagnols en 1938. Le conflit entre le Comité National de la CNT et la FAI (celle-ci tentant de limiter la domination croissante du syndicat) s'accroît avec les divergences de vue nées du pacte UGT-CNT et du programme des 13 points de Negrín auxquels avaient adhéré les cénétistes. Par ailleurs, la création d'un comité exécutif en Catalogne avait suscité la désapprobation du CN et un conflit qui l'opposait au mouvement libertaire catalan, lequel, de son côté, reprochait leur attitude face à la question de la militarisation des industries de guerre pourtant contrôlée par les libertaires catalans. François Godicheau observe : « En réalité, plusieurs mouvements de centralisation et de verticalisation étaient à l'œuvre en même temps dans les trois organisations, menés par des instances de direction différentes et même concurrentes²⁴⁶ ». Cette militarisation totale culmina avec la création, au niveau national, du Mouvement Libertaire, en octobre lors d'un congrès où éclatèrent à nouveau les oppositions entre les diverses instances dirigeantes : les catalans et le Comité Péninsulaire de la FAI se confrontèrent au CN, lui-même soutenu par d'autres délégations régionales, renforçant ainsi la singularité de l'anarchisme de Catalogne²⁴⁷.

Compte tenu de ses activités et de son importance stratégique, nous nous interrogerons ici sur la place qu'a occupée la Section Défense dans ce processus de centralisation et de militarisation. Nous nous intéresserons donc à l'évolution structurelle de la section avant de porter notre attention sur l'enjeu qu'elle put constituer dans la lutte qui opposa les dirigeants en 1938.

246 Ibid., p.361-362

247 Un compte rendu détaillé de ce congrès dans Peirats, *La CNT en la revolución española*, vol.3, p.241-269

1. Les évolutions structurelles de la SD catalane

Instaurée au début de l'année 1937, la structure de la Section Défense connut une évolution progressive et plusieurs réorganisations. Après les événements de mai et le départ consécutif des libertaires de la *Consejería de Defensa*, son rôle dans les affaires militaires s'accrut et le nombre de ses sous-sections augmenta. Avant d'évoquer le processus de centralisation dont elle fut elle-même l'objet, il nous faut aborder la question du Comité de Liaison, appendice de la SD, dont le fonctionnement et l'évolution nous semblent intéressants en ce sens qu'ils mettent en lumière deux choses : d'une part, ils révèlent la place singulière des libertaires catalans dans l'organisation générale du système de défense et, d'autres part, ils portent en germe les conflits qui interviendront en 1938 entre le CEML (Comité Exécutif du Mouvement Libertaire) et le Comité National.

a) Le comité de liaison de la SD

Ce comité avait été créé en avril 1937 (par des accords qui ne seraient ratifiés qu'en novembre) dans le but de faciliter et de canaliser les activités des deux SD régionales qui intervenaient sur le Front d'Aragon (la catalane et l'aragonaise). Dans son acte de création, on pouvait lire : « *El comité de enlace será el único organismo, de acuerdo con el comité nacional, que en el orden específico de nuestro movimiento tendrá intervención en el frente de Aragón*²⁴⁸ ».

Compte tenu des éléments que nous avons déjà évoqués sur l'organisation et le développement de la Section Défense, il va de soi qu'une telle création limitait la marge de manœuvre et les initiatives de chaque section régionale. Bien qu'une délégation de chacune d'elles avait sa place au comité de liaison, la question de la délimitation des prérogatives des uns et des autres ne tarda pas à se poser. Le 4

²⁴⁸ Cité dans la résolution que contient *Acta de la reunión celebrada en el comité de enlace de las Secciones Defensa de Aragón y Cataluña en Lérida el 2 de diciembre de 1937*, PSB 378

août 1937, le comité de liaison envoya une lettre au CR de Catalogne pour exposer les raisons de la « *situación anómala* » et du « *funcionamiento irregular* » de l'organisme « *[que] se encuentra a cada momento con que la zona propia de su actuación está invadida por alguna Sección de Defensa Regional que por una actividad excesiva y malentendida entorpece y en parte desprestigia la personalidad de este Comité*²⁴⁹ ». Dans la partie finale de cette même lettre, que nous reproduisons ci-dessous, les auteurs désignaient la Catalogne comme la principale responsable de ces dysfonctionnements. Ces propos sont d'autant plus intéressants qu'ils mettent en évidence les velléités d'indépendance que manifestait la SD catalane pour ce qui était de son action mais aussi sa méfiance sur le lien direct que pouvait avoir aussi le comité de liaison avec le CN (« les voyages à Valence ») :

« 1. La Regional Catalana, incumpliendo el acuerdo recaído en los Plenos Nacionales, ha regateado constantemente medios morales y materiales para su desenvolvimiento regular, no completando su representación delegada a este Comité y creando a sus componentes, por este motivo, una situación moral en extremo delicada, como lo es actualmente la del compañero Picas que, por estas razones y después de un trabajo por demás fructífero, se ve obligado a presentar la dimisión. Nos parece oportuno recordar también la contestación dada por el Secretario del Comité Regional de Cataluña a los compañeros Juanel y Picas con motivo de una petición de material para normalizar el funcionamiento de la oficina de este comité cuya reorganización y estructuración definitiva se acababa de acordar. Textualmente estas palabras son las siguientes :

"Que el Comité de Enlace usurpaba atribuciones a la Sección Defensa, [que] realizaba demasiados viajes a Valencia y era excesivo el número de sus componentes y que, con un delegado de Aragón y otro de Cataluña, había suficiente. (...).

2. Esta falta de asistencia de los Comités Regionales -el de Cataluña sobre todo- se ha reflejado en los Mandos y Comisarios del Frente, que no han cooperado como era su obligación en las tareas que este Comité tiene encomendadas.

*Por las razones expuestas entendemos que urge proceder inmediatamente a la reorganización definitiva del Comité de Enlace con toda responsabilidad, nombrando Cataluña toda su delegación que falta, prestándole la ayuda económica necesaria para su funcionamiento y cursando, tanto el Comité Regional de Cataluña como el de Aragón, un comunicado a los jefes y Comisarios de nuestras Divisiones, en el sentido de reforzar y acreditar la personalidad de este Comité*²⁵⁰ ».

249 PSB 378

250 Ibid

Une réunion rassemblant des représentants des deux Sections Défense et du Comité de liaison se tint le 24 octobre. Les propos échangés qui apparaissent dans le procès verbal²⁵¹ montrent à quel point chaque entité entendait maintenir son contrôle sur les affaires de la guerre, lesquelles semblaient devenir un enjeu de pouvoir. La section aragonaise demandait la suppression pure et simple du comité de liaison et de pouvoir gérer toutes les affaires sur le Front de sa région. Les catalans y auraient une délégation dont le but serait seulement d'informer leur comité régional. En avançant qu'une telle suppression pourrait heurter la sensibilité des catalans, le comité de liaison, quant à lui, défendait surtout sa raison d'être. Ses représentants défendaient même une extension de leur mission en insistant sur la nécessité de donner à leur structure « *un carácter ejecutivo [que] tenga facultad de estudiar y resolver aquellos asuntos relacionados con la guerra (...) pero en las cosas de la guerra no se puede orientar ésta [la Organización] si no es a base de autoridad en quienes actúen* ». Les représentants catalans, eux, bien que répétant que les décisions de cette nature devaient se prendre dans le cadre d'un Plenum des régions, tinrent des propos qui révélaient leur intérêt. Ils rappelèrent tout d'abord leur volonté de maintenir la tutelle de leur région sur les nombreux militants catalans intervenant sur le front. Un autre point présentait une importance capitale à leurs yeux et expliquait certainement pourquoi ils ne défendirent pas, paradoxalement, l'idée aragonaise de la suppression : ils affirmaient la nécessité absolue de maintenir une structure (le comité de liaison ou un autre) près des organismes de commandement sur le Front. Par là même, la SD catalane entendait conserver sa relation (directe ou indirecte, mais effective) avec ce lieu stratégique et riche d'informations. Les propos de Grunfeld montrent clairement cet intérêt pour le domaine du renseignement et font échos, à nouveau, aux aspects de l'appareil clandestin : « *Grunfeld : Opina que, de hacerse cargo Aragón, al tener esta función bajo su responsabilidad, necesariamente habrían de tener algo como enlace donde residiese el E.M del E. [Etat Major de l'Armée] así como otras relaciones necesarias con Cataluña. Defiende pues , que uno u otro organismo debe continuar con éste o parecido carácter. Habla de las labores de estadística, escuelas de aviación, marina, parques e industrias de guerra etc...*²⁵² ».

251 Acta de la reunión celebrada por el Comité de Enlace con asistencia de las delegaciones de las Secciones de Defensa de Aragón y Cataluña el día 24 de octubre de 1937, PSB 378

252 ibid

Cette réunion ajourna toute prise de décision ; les mêmes dysfonctionnements perdurèrent et justifèrent la tenue d'une seconde réunion, le 2 décembre, en présence d'un membre du Comité National²⁵³. Au cours de cette dernière, il semble que les positions aient évolué : peut-être poussés par la dégradation de la situation militaire et conscients des problèmes d'organisation, tous les représentants des divers organismes concernés parurent s'entendre pour accorder au comité de liaison la place centrale que lui avaient assignée les actes de sa création. La résolution adoptée au terme de cette entrevue distribuait les rôles de façon plus claire : le comité de liaison aurait à gérer l'ensemble des affaires liées au Front ; les Sections Défense régionales s'occuperaient des aspects militaires de l'arrière (les écoles, les services auxiliaires comme l'intendance, les transports, les hôpitaux, les industries de guerre...). Situé près de l'État Major, le *comité de enlace* recueillerait l'information venue du Haut Commandement ; elle recevrait aussi les rapports des chefs et unités libertaires qu'elle transmettrait et aux Comités Régional et National. C'est aussi elle qui assurerait la gestion des primes en récoltant puis en redistribuant l'argent (70 % à la SD nationale, 30 % aux régionales). Enfin, son organigramme devrait épouser la forme structurelle de la Section Défense nationale en présentant des services et sous-sections en tous points identiques.

En réalité, cette résolution établissait la naissance d'une Section Défense du Front, telle que cela avait été pensé lors de la création du comité de liaison. Cette réorganisation s'inscrivait dans le mouvement général de centralisation à l'œuvre dans les mouvements libertaires. D'ailleurs, dès la réunion du 24 octobre, le besoin - exprimé par les membres du comité de liaison- de construire un organisme exécutif et ayant autorité avait suscité la réaction suivante de la part de la Section Défense catalane : « *[Grunfeld] manifiesta que en cierta ocasión, ya dijeron que ellos estaban dispuestos a obedecer todo lo que emanase de un órgano centralizador puesto que la guerra exige un solo órgano de dirección* ²⁵⁴ ». Les libertaires catalans gardaient donc leur représentation au sein du comité de liaison restructuré et participaient ainsi au mouvement de verticalisation qu'ils appelaient de leurs vœux tout comme les comités nationaux.

²⁵³ Acta de la reunión celebrada en el Comité de Enlace de las Secciones Defensa de Aragón y Cataluña en Lérida el día 2 de diciembre de 1937, PSB 378,2 et PSB 1375

²⁵⁴ Ibidem

b) Le CEML et la militarisation de la SD

La militarisation des organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes s'était traduite, en Catalogne, par l'unification des trois branches en un Mouvement Libertaire ainsi que par l'instauration d'un comité exécutif (CEML). Face à une situation militaire qui se détériorait chaque fois plus (chute du Front d'Aragon, arrivée des Franquistes sur la côte méditerranéenne et la consécutive coupure en deux du camp républicain), ces transformations structurelles s'accompagnaient d'un recours sans précédent aux valeurs d'autorité, de discipline, de hiérarchie et d'obéissance à tel point que beaucoup y virent une dérive dictatoriale, à commencer par le Comité National qui n'admit jamais d'échanger avec cet organisme²⁵⁵.

Compte tenu de son importance stratégique et de la volonté des dirigeants de contrôler autoritairement toutes les affaires liées au Front, la SD catalane connut elle aussi des bouleversements qui s'apparentaient à une véritable militarisation. Un document émanant du CEML²⁵⁶ témoigne de cette profonde restructuration dont la première caractéristique était la centralisation. En effet, la Section Défense se composait désormais de trois départements : Armée de Terre, Aviation et Marine et le Secrétariat qui chapeautait l'ensemble de la structure. Chaque document entrant ou sortant d'un service de la SD devait passer par ce secrétariat qui centralisait toutes les informations et toutes les archives. Par ailleurs, aucune décision ne pouvait être prise par un département ou une sous-section sans l'avoir consulté : « *su función específica será la de coordinar todas las dependencias existentes en la Sección, las cuales no obrarán sin consulta previa. La correspondencia entrará por la Secretaría donde será registrada y distribuida a las subsecciones, las cuales al contestarlas la pasarán a la firma del Secretario* ».

Le caractère central du secrétariat n'en faisait pas pour autant un organe décisionnaire : celui-ci était lui même subordonné au CEML qui seul était apte à

255 Voir parties consacrées au CEML dans GODICHEAU, François, Op.cit, République et Révolution.... Ainsi que LORENZO M., César, Op.cit, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir...*

256 Sección Defensa (estará constituida en tres grandes departamentos), sd, IISH (CNT) 41c

décider et à donner les orientations politiques et stratégiques. L'aspect politique que revêtaient les activités de la SD était désormais géré par le comité exécutif. Un délégué assurant le lien entre ce dernier et le secrétariat fut d'ailleurs créé et confié à Merino qui, comme un ministre de la Défense, avait en charge l'ensemble des structures militaires auprès du Comité Exécutif. De fait, le CEML détenait tout le pouvoir et fixait seul les orientations politico-stratégiques liées à la guerre : « *La orientación general dimanará exclusivamente por parte del organismo supremo : Comité Ejecutivo, al cual se le harán las consultas y los informes. Todas aquellas cuestiones que por sus características tuviesen un tinte político militar deberán ser encaradas por la autorización del mismo Comité Ejecutivo*²⁵⁷ ».

La marge de manœuvre réservée à la Section Défense était donc plus que mesurée et on s'éloignait de toute possibilité de lui concéder, à elle ou à son comité de liaison, la faculté de « *estudiar y resolver los problemas*²⁵⁸ » comme cela avait été évoqué, quelques mois plus tôt, lors des réunions sur la redéfinition des attributions²⁵⁹. A ce propos, le document du Comité Exécutif sur la restructuration de la SD émettait un avis clair sur le rôle du CE (*comité de enlace*) en le soumettant à une subordination stricte : « *La sección del CE es una dependencia de tramitación y asesoramiento y por tanto conviene que no se resuelva por parte del Comité ejecutivo ningún asunto de índole militar sin previa consulta*²⁶⁰ ».

Avec cette restructuration et cette extrême concentration du pouvoir, le Comité Exécutif entendait gagner en efficacité et reprendre la main sur l'ensemble des décisions politico-militaires car, ce qui semblait aussi être remis en cause, c'était le lien direct que le comité national avait avec le comité de liaison. Désormais, ce dernier -privé de toutes initiatives autonomes- était subordonné à la Section Défense catalane, laquelle redevenait incontournable pour toutes les affaires liées au front et était la seule autorisée à communiquer avec la SD du Comité National pour ce qui relevait de l'administratif et du renseignement. Les questions politiques et

257 Ibid

258 Doc.cit, PSB 378

259 Par exemple, le 1^{er} point de la résolution sur les attributions du comité de liaison (doc.cit, PSB 378,2 et PSB 1375) mettait en évidence une certaine autonomie dans la gestion des affaires du front : « *[El comité de enlace] realizará cuantas gestiones sean precisas cerca del E. Mayor del E. del Este y de las Jefaturas de S. Auxiliares del mismo , para plantear y resolver cuantos asuntos se le trasladen del frente y que él juzgue conveniente tramitar* ».

260 Doc.cit, IISH (CNT) 41c

stratégiques étaient, elles, relayées par un autre délégué (Juan García Oliver) qui assurait le lien entre le CEML et le Comité National : « *Por parte de la Organización, se tomará la medida de no atender ningún asunto militar, sino a través de la Sección Defensa. (...). Las relaciones con el C. Nacional (Sección Defensa) se harán a través de un Delegado del Comité Ejecutivo, al cual se le pasarán todos los asuntos de carácter general y vital para el movimiento, en el bien entendido que los asuntos de trámite los realizará directamente la Secretaría de la Sección Defensa*²⁶¹ ». Tout comme la militarisation des organisations libertaires, celle de la SD répondait à l'urgence de la situation militaire qui se dégradait : alors que le Front d'Aragon s'était écroulé, il semble que les libertaires du CEML choisirent d'assumer seuls, au sommet de leur mouvement hiérarchisé et autoritaire, les affaires de la guerre dont les conflits allaient désormais toucher essentiellement leur région. Ces bouleversements et cette restructuration portent en germe les oppositions entre le CEML et le Comité National qui, à Barcelone également, voulait aussi contrôler et centraliser l'Organisation et les efforts de guerre. La Section Défense, nous le verrons, occupera donc logiquement une place importante dans ce différend.

Quel rôle avait à jouer la SD réorganisée ? Ses missions avaient-elles changé ? De prime abord, il semblerait que, du point de vue des prérogatives, il n'y ait pas eu de changements majeurs par rapport à la résolution du 3 décembre 1937 : le descriptif des départements et sous-sections de la SD s'orientent principalement sur les affaires de l'arrière qui prenaient de plus en plus de place. Il est donc possible de penser que le comité de liaison, dont les activités ne font l'objet d'aucune référence dans notre document²⁶², ait joué le même rôle que précédemment avec les limites que nous avons déjà évoquées (autonomie restreinte et subordination au CEML). La SD, elle, voyait son champ d'intervention s'accroître avec le développement des secrétariats militaires à l'arrière et la prise en charge des secteurs stratégiques de la Marine et de l'Aviation. Elle continuait à gérer les écoles, les commissaires, les services auxiliaires et autres services, tous dépendant du département Armée de terre.

261 Ibid

262 Ibid

Il convient de remarquer la discipline qui doit marquer le fonctionnement de ces sous-sections : les tournures d'obligation et les futurs injonctifs se multiplient tout au long de cette circulaire et montraient que le CEML attendait une attitude et des résultats bien précis. Les observations générales, qui apparaissent à la fin, résument bien cet aspect : « *Ninguna subsección podrá obrar por su cuenta. Los compañeros responsables de las mismas deberán cumplir estrictamente un horario de trabajo intenso y dedicado a mejorar la marcha de su oficina. La vinculación con los organismos superiores (Comité Ejecutivo y Sección Defensa del Comité Nacional) se hará a través de la Secretaría. Cada subsección estará obligada a pasar informe diario de actividades*²⁶³ ». L'observation des missions de la Section Défense décrite dans le document fait apparaître une autre caractéristique : celle d'une véritable bureaucratisation. Chaque entité de la structure est tenue de faire un fichier, de tenir des archives, des registres, de fournir des rapports journaliers.

c) Démission du Comité de Liaison

Malgré les différentes réunions qui s'étaient tenues à la fin de l'année 1937, le Comité de Liaison des SD catalane et aragonaise souffrait toujours des mêmes problèmes, des mêmes ingérences : la SD catalane ne pouvait se résoudre à abandonner les affaires du front et ses interventions sur le Front entravaient la marge de manœuvre du Comité de Liaison. Les membres de ce dernier adressèrent le 12 avril une lettre aux Sections Défense d'Aragon, de Catalogne et du CN dans laquelle ils déploraient ces ingérences et s'interrogeaient à nouveau sur la raison d'être de leur comité :

« la desconsideración de que venimos siendo objeto por parte de la Organización, apuntada ya en nuestro anterior infome, continúa produciéndose en forma que traspasa la resistencia de nuestra ya encallecida epidermis. No ha servido de nada que se celebraran reuniones laboriosas para delimitar las funciones de este Comité. Ni que se tomaran acuerdos en las mismas donde se facultaba a este organismo para intervenir en todos los problemas militares que se suscitaran en el Frente del Este. Como tampoco la ejecutoria de unos meses de árduo y espinoso trabajo llevado a cabo por los compañeros que lo integran. A pesar de todo ello, la Organización continúa proyectándose en el frente y en los Estados Mayores

²⁶³ Ibid.

del Ejército del Este desde otros organismos reservándose los mismos, sin nuestra intervención, la facultad de resolver los problemas de alguna importancia²⁶⁴ ».

L'exaspération dont sont chargées ces quelques lignes met en lumière un paradoxe : les membres du Comité de Liaison, qui réclamaient peu de temps avant la faculté de devenir un organisme exécutif au nom d'une efficacité et d'un besoin d'autorité jugés alors indispensables, voyaient leurs propres ambitions se matérialiser à leur détriment. A leur tour, ils mettaient en avant la légitimité des pratiques libertaires (discussions et accords internes) qu'ils avaient contribué à écorner auparavant. Le mécontentement reposait non pas sur les objectifs politico-militaires mais sur leur contrôle.

En ces temps de militarisation générale, cette volonté de contrôler le Front et les structures militaires qui le permettaient, était partagée à la fois par le CEML et par le Comité National de la CNT. Le Comité de Liaison subissait désormais les ingérences et les velléités de deux entités différentes. Le nouvel organe de pouvoir des libertaires catalans, ultra-concentré et autoritaire, envisageait tout bonnement, semble-t-il, la suppression de cette structure qui constituait un jalon inutile et qui entravait l'action directe qu'il voulait avoir sur le Front. Dans la même lettre, les membres du Comité de Liaison déclaraient : « *De manera oficiosa, ya que no oficial, ha llegado a nuestro conocimiento la noticia de que el Comité Ejecutivo de la Regional de Cataluña había tomado el acuerdo de disolver este Comité de Enlace²⁶⁵ ».* De son côté, le Comité National, qui avait pourtant un lien direct avec le Comité de Liaison, entendait resserrer son emprise et accroître sa présence sur le Front pour régler les affaires militaires : « *En la reciente visita al Jefe del Ejército del Este, Perea, por una representación del Comité Nacional en unión de un compañero de este Comité de Enlace, se anunció a dicho Jefe por boca del Secretario del CN que, en lo sucesivo, sería visitado para tratar con él de cuantos asuntos fuera menester representando a la Organización (...). Ello, claro está, sin que este Comité de Enlace tuviera conocimiento previo²⁶⁶ ».*

Pris en étau entre deux organisations dirigeantes dans une compétition pour le contrôle du Front, le Comité de Liaison ne pouvait plus continuer à œuvrer selon les

264 CDMH, PSB 615/3,10

265 Ibid

266 Ibid

modalités directives que ses membres historiques avaient voulu lui donner. Dans le même courrier, ils présentaient, de façon commune et irrévocable leur démission : *« Por consiguiente, este Comité de Enlace ha tomado por unanimidad la determinación de dirigirse a los Comités Regionales de Aragón y de Cataluña, a quienes se debe orgánicamente por medio de sus Secciones Defensa, PRESENTANDO LA DIMISION DE TODOS SUS MIEMBROS CON CARACTER IRREVOCABLE, señalando el plazo de ocho días a partir de la fecha para que se nos reemplazase por otros compañeros »*

2. La Section Défense, enjeu pour le contrôle du pouvoir libertaire

Les oppositions qui agitèrent les différents comités libertaires en 1938 portaient principalement sur la présence et l'influence que voulaient avoir certaines branches du mouvement au sein des structures nouvellement créées et sur l'orientation politique qu'il fallait mettre en place. La plupart des problématiques qui se posaient aux anarchistes et anarcho-syndicalistes d'alors étaient liées à la guerre : la FAI, qui réclamait un plus grand protagonisme, se montrait de plus en plus critique avec les positions de la CNT ; la question des relations avec le second gouvernement Negrin et les communistes faisait écho à la conduite de la guerre et aux exactions de plus en plus nombreuses du PSUC-PCE sur le front ; le CEML, dont la création avait été critiquée par le Comité National, avait procédé à la militarisation de la Section Défense sans passer par un Plenum et en modifiant unilatéralement une partie des accords du 3 décembre 1937 concernant le Comité de Liaison. Pour toutes ces raisons et tout comme ce fut le cas pour le Comité de Liaison, la Section Défense, dont le rôle dans les activités militaires était central, ne pouvait être absente dans les raisonnements et les tensions qui avaient lieu. En nous appuyant sur nos sources, nous tâcherons donc ici de montrer en quel sens la SD catalane a été affectée par ces oppositions et comment elle a constitué un outil indispensable, un enjeu politique pour le contrôle du pouvoir libertaire.

a) les oppositions de l'été 1938 entre les comités dirigeants libertaires

La création du CEML était la réponse qu'apportaient les dirigeants catalans face à l'immense émotion suscitée par la rupture du Front d'Aragon : quelques jours plus tard, le 15 avril, les troupes franquistes atteindraient la côte méditerranéenne, à Vinaroz. Elle représentait aussi la volonté d'un groupe dirigeant d'anarchistes et anarcho-syndicalistes catalans de prendre énergiquement en main les affaires d'une guerre qui toucherait désormais son territoire. En plus de reposer sur des considérations politiques, les oppositions internes tenaient aussi à des logiques de personnes et de clans. La Catalogne était le bastion de l'anarchisme espagnol et comptait les militants les plus connus, les plus influents : García Oliver (le premier d'entre eux), Federica Montseny, Juan J. Domenech, Valerio Màs, Manuel Escorza, Fidel Miro, Aurelio Fernández, Manuel Rivas, Germinal Esgleas ²⁶⁷. Tous s'étaient retrouvés dans cette région, beaucoup y avaient participé aux groupes d'action ou d'affinité et tous y occupaient des postes à responsabilité. C'est en Catalogne aussi qu'avaient afflué de nombreux libertaires envoyés par les fédérations anarchistes argentines de la FORA et la FACA, qui bien souvent, intégreront (et radicaliseront parfois) la FAI : Maguid, Abad de Santillán, Prince et, bien entendu, José Grunfeld, le principal bâtisseur de la Section Défense. Face à eux, au Comité National, se trouvaient principalement deux figures notoires : le secrétaire Mariano Vázquez (Marianet) et, dans son ombre, Horacio Martínez Prieto. Ce dernier, qui avait occupé les mêmes fonctions peu avant, était de plus en plus décrié dans l'Organisation dont nombre de ses membres lui reprochait des positions réformistes et politiciennes de plus en plus marquées. Chaque clan, en dépit de leurs différends, partageait néanmoins l'idée que la militarisation et la discipline étaient indispensables. Leur opposition se manifesta surtout au printemps 1938, quand, en même temps que la situation militaire se dégradait, courut la rumeur que le ministre socialiste de la Défense allait démissionner. Une telle perspective était synonyme, pour les libertaires, d'un gouvernement Negrin remanié au sein duquel l'oppresseur communiste régnerait en maître. La situation avait donné lieu à un rendez-vous entre

²⁶⁷ Sans parler de ceux qui occupaient ou avaient occupé des charges sur le front : Ascaso, Durruti, Juanel, Jover, Ortiz, Vivancos etc.

Horacio Martinez Prieto et le ministre mais aussi à un Plenum National à Barcelone : la CNT se disait prête à soutenir Indalecio Prieto (le Ministre) et était disposée à effectuer ce Coup d'État si attendu pour renverser Negrin et les communistes²⁶⁸. C'est au cours de ce même Plenum qu'eut lieu la passe d'armes entre Catalans et Comité National. Soucieux d'éviter les pertes humaines, Vázquez et Martinez Prieto tentèrent de faire entendre à l'assemblée que la guerre était perdue, que la situation internationale était défavorable et qu'il convenait d'entreprendre au plus vite des négociations avec Franco. Indignés par les propos du CN, les Catalans se montraient partisans de la guerre à outrance : « *Tant qu'il restera un arbre en Catalogne avec un homme de la FAI derrière, la guerre ne sera pas finie* » lançait Domenech, secrétaire du CR de Catalogne²⁶⁹ ». C'est probablement dans cet esprit et dans ce but que le « Clan » menaça, durant le Plenum, de déclarer la Catalogne indépendante. Le vent de l'indignation souffla dans l'autre sens et Eduardo Val, représentant de la Section Coordination madrilène, n'hésita pas à sortir son arme pour dénoncer ce « manque de solidarité ²⁷⁰ ».

C'est donc sur l'avenir et l'issue du conflit que reposait la principale origine du conflit interne. Dès lors, la méfiance s'était instaurée entre les deux comités et les Catalans mettaient en place un comité exécutif autoritaire et centralisé à l'extrême pour gérer seuls les affaires du front de l'Est. Mais, la militarisation-centralisation qu'effectuait de son côté le Comité National -situé également à Barcelone- allait inévitablement aviver les tensions. Celles-ci éclatèrent au mois d'août quand, après deux conseils des ministres, furent décidés les décrets qui menaçaient l'autonomie de la Catalogne et militarisaient à la fois les ports et les Industries de guerre principalement gérées par les libertaires catalans. Face à cette décision qui portait atteinte à ses intérêts et à son autonomie, le CEML rédigea un long rapport accusatoire et incendiaire pour dénoncer l'attitude du ministre CNT Blanco et celle du Comité National (CN) qui défendait de telles décisions ; Le CEML ordonna le retrait immédiat de tous les représentants du CR de Catalogne auprès du CN et le délégué Esgleas demanda, en vain, la démission des membres du Comité National pour

268 MARTINEZ LORENZO, César, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*, Seuil, Paris, 1969, p. 313 et suivantes.

269 Ibid, p.316

270 IÑIGUEZ, Miguel, *Esbozo de una enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundacion de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001, p. 612

pouvoir procéder à son renouvellement complet²⁷¹. Dans cette lutte pour le pouvoir et pour imposer ses vues, le CN ne fut pas en reste et procéda à une contre-attaque en envoyant à toutes les régionales un dossier qui reprenait et démentait chaque point du rapport envoyé par le CEML²⁷² dont il contestait toujours la légitimité. Il enjoignait par ailleurs le CR de Catalogne d'organiser au plus vite un Plenum Régional et lui imposait d'introduire le point suivant à l'ordre du jour : « *Decisiones a adoptar por la Organización de Cataluña por la actitud del Comité Regional de Cataluña al retirar sus representantes del Comité Nacional* ²⁷³ ». Cette démarche valut une réponse cinglante et narquoise de la part du secrétaire Domenech : « *Este Comité Regional de Cataluña, fiel cumplidor de todas las normas orgánicas de la Confederación y no deseando salirse de las mismas , os ruega tengáis a bien señalarle en qué Congreso, Pleno o reunión confederal recayeron acuerdos a lo que queda transcrito en el párrafo de referencia*²⁷⁴ ».

Les oppositions et profonds clivages qui traversaient le mouvement libertaire durèrent encore longtemps. Le Plenum des régions, en octobre, aborda à nouveau les mêmes points, les mêmes décrets. Le ministre Blanco dut intervenir pour donner sa version à l'assemblée. Les Catalans du CEML et de la FAI²⁷⁵ semblaient de plus en plus esseulés. Pour la Catalogne, lors de cette assemblée, seule une chose importait : que l'on ne touchât pas à son autonomie, qu'aucune décision contraire ou restrictive pour sa région ne fût prise : ils ne la respecteraient pas et lui déniaient toute légitimité. Leur représentant au Plenum disait, entre autres exemples : « *Que el Pleno tenga en cuenta que el Comité Ejecutivo de Cataluña tiene vida porque esta Organización se la dio, y si aquí se tomaran acuerdos que pugnaran con el mandato que ellos tienen , quedarían imposibilitados de cumplirlo [sic] hasta tanto no conozca lo tratado la Organización de Cataluña en este Pleno. Aceptamos, dice, las sugerencias que se hagan y las llevaremos al seno la Organización pero no*

271 Informe que presenta el CEML sobre su posición frente a la gestión política del CN de la CNT, 29/08/1938, IISH, CNT 33C. Voir également *Explicación que da la CAP del movimiento Libertario sobre el parrafo subrayado del informe del CN*, sd, IISH CNT 33C.

272 A los comités regionales, 07/09/1938, IISH, CNT 33C.

273 Lettre du CR de Catalogne au CN, 09/09/1938, IISH, CNT 33C.

274 Ibid

275 Déjà critique sur l'attitude du gouvernement et des treize points de Negrin, la FAI catalane s'était aussi radicalement opposée contre les autres régionales anarchistes lors du plan de restructuration de la FAI. Voir GODICHEAU, François, Op.cit, République et Révolution... ainsi que PEIRATS, José, La CNT en la revolucion... Pour les sources sur la FAI catalane, voir CDMH, PSB 183,2

admitimos imposiciones que choquen con nuestro mandato ²⁷⁶». Une fois de plus, comme ce fut le cas du Comité de Liaison précédemment, la légitimité des accords et des pratiques libertaires étaient mises en avant par ceux-là mêmes qui les avaient malmenés. La militarisation générale du moment imposait une centralisation accrue qui menaçait les droits et les prérogatives du CEML. La question fédéraliste occupera donc, logiquement, une partie importante des débats internes de 1938. Quoi qu'il en soit, il convient de ne pas oublier l'origine de ces oppositions car elles portent en leur centre une question essentielle, celle qui concernait la suite et l'issue de la guerre. Dans ce contexte, la Section Défense constituait donc un outil mais aussi un enjeu stratégiques et déterminants pour pouvoir imposer sa ligne politico-militaire. Nous nous interrogerons donc sur la place que put prendre dans ces oppositions cette structure qui, rappelons-le, abritait également en son sein une partie de l'appareil clandestin.

b) La SD, espace de contestations

Nous l'évoquions dans la partie précédente, à l'été 1938, les tensions avec les communistes qui existaient sur le front étaient devenues insupportables pour les soldats libertaires. Beaucoup de sources de la Section Défense en font état. Il est toutefois intéressant de remarquer que certains de ces documents se chargent d'une dimension critique et politique en commentant, en contestant les orientations prises par les comités supérieurs et plus précisément par le Comité National. Les documents de la SD catalane semblent devenir un espace où s'expriment les revendications et les remontrances. Tel est le cas d'un rapport de visite rédigé pour la SD le 11 juin par Grunfeld²⁷⁷. Ce dernier n'était plus, à cette date, secrétaire de la Section Défense catalane mais occupait des fonctions au sein de la FAI²⁷⁸. La conclusion de son compte rendu de visite est particulièrement intéressante. Après avoir rappelé les exactions croissantes du PCE-PSUC, il pointe l'inefficacité de la SD

276 *Acta de la 2da sesión del Pleno de Regionales celebrado en Barcelona el día 15 de octubre en el domicilio del CN de la CNT*, IISH, CNT 33C.

277 *Informe e impresiones de una breve visita a las cercanías del frente*, 11/06/1938, CDMH, PSB 378

278 GRUNFELD, José, *Memorias de un anarquista*, Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 2000.

dont les défaillances s'expliquent par la mauvaise gestion des comités supérieurs, « les hautes sphères » : la critique qui affleure ici est donc celle de la politique de la CNT et de sa participation à un gouvernement où domine l'influence communiste.

« Hemos querido reseñar rápidamente las cosas para que la Sección Defensa del Comité Regional de Cataluña tenga presente la gravedad de la situación que atravesamos y lo delicado de los momentos que vivimos. La complejidad de los problemas, la necesidad de atender y vigilar atentamente las expresiones y reacciones psicológicas de los compañeros con mandos de la coacción que sufren los militares profesionales que poco a poco se van desengañando de nuestra Organización porque los deja desamparados y a merced del partido comunista y porque no ven que por parte nuestra se haga algo efectivo para evitarlo, la depresión de los soldados coaccionados continuamente para que se hagan afiliados al Partido, al Socorro Rojo etc, con lo cual pueden incluso ser ascendidos, la situación sumamente difícil del Comité de Enlace que se estrella en su gestión y no puede desarrollar un trabajo efectivo revelan que el problema es de carácter general, tiene hondas raíces y que sólo se puede solucionar desde las altas esferas y con una intervención más efectiva de nuestra Organización²⁷⁹ ».

Grunfeld poursuit ensuite en fixant les objectifs à atteindre, en expliquant la politique qui doit être menée. Ce passage permet de mettre en lumière deux choses : la première est que les solutions qu'il avance concernent les secteurs de compétence de la Section Défense et rappellent combien celle-ci était un outil indispensable pour toute politique à mener. La seconde est qu'il marque un changement dans le fonctionnement de la SD qui, jusqu'à présent, faisait remonter des rapport pouvant contenir des observations, des suggestions mais qui, dans le cas présent, donne carrément le cap à tenir, la politique à suivre :

« En el Ejército, hay que variar fundamentalmente de línea de conducta. Hay que depurar profundamente los Mandos, impedir las coacciones, premiar a los que valen, sacar a los inútiles, depurar el SIM, los tribunales de Sanidad, de Transmisiones, Transportes, Ingenieros, los mandos del C. de Ejército y algunas Divisiones, resolver el problema del comisariado etc, etc. Y sobre todo evitar que nuestros compañeros sean perseguidos, sean carne de todas las maniobras y víctimas continuas de toda clase de tropelías »

²⁷⁹ Ibidem

La dernière partie de sa conclusion constitue une attaque frontale des orientations politiques suivies par le Comité National de la CNT dont le manque de réactivité est décrit comme menant les militants et le mouvement dans son ensemble à leur perte. Derrière ces accusations, on retrouve à nouveau et avant tout la critique du gouvernement Negrín. Ce point de vue rappelle donc la position critique du Comité Péninsulaire de la FAI (dont Grunfeld est militant) et tendrait à montrer comment les rapports de la Section Défense deviennent parfois des espaces de revendications ou d'expression politiques.

« El general Rojo ha servido a los planes de los comunistas y de Negrín y la colocación de la nueva agrupación colocará a los comunistas como dueños casi absolutos de la parte militar de esta zona. Creemos que, como ya hemos dicho en un anterior informe sin que se le haya tomado en cuenta que aún es tiempo de reaccionar y sino cargue con la tremenda responsabilidad histórica aquel que ha permitido sin callar que los comunistas se hayan apoderado poco a poco de todos los resortes del poder y sobre todo del Ejército. Y cargue con la responsabilidad de lo que está sucediendo con los compañeros, unos asesinados por la espalda, otros detenidos bajo falsas acusaciones y otros que se harán pasibles de sanciones cuando por desesperación viendo que están solos empiecen a reaccionar individualmente. Y cargue con la responsabilidad el de haber hecho que el único movimiento potente en el mundo de las potencias libertarias se venga abajo si proseguimos por el mismo camino. Hemos dicho que aún es tiempo . La organización puede mover muchos resortes, puede hacer abortar tentativas dictatoriales de Negrín apoyado y estimulado por los comunistas, puede lograr un mayor respeto para nuestros compañeros en el Ejército, puede y debe estudiar un plan de acción para aumentar la potencialidad en el mismo y por fin puede ser el factor que permita que el ejército sea lo que debe ser determinando una rígida moral de guerra y revolución²⁸⁰».

La vive réaction que l'ancien secrétaire de la SD appelait de ses vœux semblait faire allusion, dans ses dernières lignes, à la rupture, à l'épreuve de force tant attendue, au coup d'État déjà envisagé en mars. Elle marquait surtout une position politique : celle qui optait pour la poursuite de la guerre, pour l'affirmation de l'esprit et des intérêts libertaires : des considérations qui dessinaient, en creux, une critique des orientations prises par le CN et que Grunfeld jugeait stériles voire fatales.

280 Ibid

Les cadres qui travaillaient pour la Section Défense ou qui gravitaient autour d'elle paraissaient donc s'inscrire pleinement dans la ligne politique fixée par le CEML. La militarisation dont avait fait l'objet leur structure n'était pas synonyme, pour eux, de perte d'autonomie ou d'atteinte à leurs prérogatives. La SD était un outil qui servait des objectifs auxquels ils adhéraient totalement et les documents qu'elle émettait le rappelaient clairement. Citons, comme ultime exemple, les propos on ne peut plus clairs tenus par son nouveau secrétaire, Manuel Rivas : « *Vosotros [le CEML] diréis en lo sucesivo qué debo hacer, ya que según quiere poner las cosas el Comité Nacional, nos vamos a tener que circunscribir a obrar al dictado de Manuel R. Vázquez, y yo, la verdad, para eso no sirvo*²⁸¹ ».

c) Le conflit entre CEML et CN pour le contrôle de la SD

Après sa réorganisation par le CEML, la Section Défense catalane fit l'objet d'un premier bilan d'activité. Celui-ci pointait les défaillances et les déficiences du fonctionnement de la structure. Encore une fois, le thème de l'efficacité -ou de l'inefficacité- était avancé pour justifier des changements vus comme indispensables. Cependant, les transformations structurelles que les libertaires catalans appelaient de leurs vœux révélaient, nous l'avons dit, un enjeu plus large, celui de pouvoir contrôler entièrement la Section Défense et le Front et, par là même, d'orienter la politique de guerre du mouvement. La SD devenait donc un enjeu de pouvoir entre deux entités qui s'étaient lancées dans un processus de centralisation et de militarisation parallèles.

Dans un rapport d'activité fait par le délégué de la SD au sein du comité exécutif ²⁸² était évoqué ce qui semblait constituer des freins, des entraves au bon fonctionnement de la SD catalane. L'un des écueils désignés par les libertaires catalans était, à nouveau, le comité de liaison. Nous l'avons dit, suite aux réunions de décembre 1937, celui-ci était passé sous l'égide directe du Comité National,

281 Lettre du secrétariat de la SD au CEML, 04/07/1938, CDMH, PSB 944,8.

282 *Informe del responsable del Comité Ejecutivo en la Sección Defensa de Cataluña*, sd, CDMH, PSB 523,13

laissant à la SD régionale une place et un rôle subsidiaires. Un tel changement l'empêchait de gérer directement les affaires liées au front (prérogative du comité de liaison) et supposait une rupture avec l'abondante activité qu'avait eu la SD catalane en 1937 :

« Otra de las cosas que nos han impedido intervenir y resolver rápidamente las cosas que del frente nos llegaban era, que, al sufrir el comité de enlace del frente una modificación, éste pasó a depender del Comité Nacional, Sección Defensa.

Parecerá no tenga mucha importancia este hecho, sin embargo, la tiene, y mucha, por cuanto, primeramente las quejas, las necesidades iban al Comité de Enlace, de éste al Comité Nacional, pero cuando llegaban a nosotros, o se había consumado el hecho o ya no había lugar a nuestra intervención por cuanto, de hacerlo sería -en muchos casos ha ocurrido- dispar con la gestión de los otros compañeros. »

Malgré les accords de décembre, la SD de Catalogne n'était pas disposée à gérer les seules affaires et unités de l'arrière. Elle continuait à intervenir sur le front en y dépêchant des délégations : *« Sin embargo, y siempre procurando no enfrentarnos ni con los compañeros del Comité de Enlace ni con la Sección Defensa Nacional, hemos procurado mantener la máxima relación con los Frentes, haciendo constantes visitas y resolviendo cuantos asuntos se nos planteaban, siempre por nuestros propios medios²⁸³ »*. La solution proposée pour que cesse ce fonctionnement décrit comme inefficace était, selon les libertaires catalans, la suppression du comité de liaison qui avait déjà été avancée en octobre par les Aragonais : *« teníamos en estudio también, después de haber estudiado los pros y los contras de la cuestión, anular el Comité de Enlace sustituyéndolo por un delegado de cada unidad que recogiera las necesidades de los mismos y las transmitiese directamente al Ejecutivo para que éste, a su vez lo hiciese a Defensa y poner remedio al mal que nos aqueja »*.

Cette suppression et son remplacement par un système de représentants n'avaient pas simplement vocation à mettre un terme aux dysfonctionnements : ils

283 Ibid

permettaient surtout de remettre au centre de l'échiquier la Section Défense et le CEML, lequel, dans la réorganisation proposée, serait au sommet de l'organigramme SD et se contenterait de collaborer avec le Comité National en lui transférant les informations. Dans ce cas de figure, le CEML et sa SD continueraient à gérer pleinement les affaires du Front. Or, en lisant le même rapport, il semble que les aspirations des libertaires catalans allaient bien au-delà d'une simple et entière réappropriation des anciennes prérogatives de la SD. En effet, un des autres écueils évoqué (et présenté comme le plus problématique) était de ne pouvoir traiter directement avec le Gouvernement : *« No estamos satisfechos del trabajo realizado, no. Creemos, tenemos la convicción de estar en lo cierto, que se podía haber hecho más, mucho más ; si no ha sido así no lo ha sido por culpa nuestra. Una multitud de cosas lo han impedido ; la mayor y más importante ha sido y es, la imposibilidad de poder gestionar de forma directa con los representantes de Ministerios y Subsecretarios las cosas que como Sección de Defensa nos planteaban los compañeros²⁸⁴ »*. Cette volonté d'autonomie, cette « liberté nécessaire » que réclamaient les libertaires catalans s'expliquaient par le fait que le conflit touchait alors essentiellement leur région et, à nouveau, qu'ils voulaient orienter la politique de guerre. Dans cette suite logique, certains passages exprimaient encore des critiques sur la gestion des affaires militaires par le Comité National et rappellent que la question de l'autonomie relevait plus de la rivalité politique :

« No tenemos la pretensión de creernos los mejores, ni mucho menos, sin embargo hemos de confesar que muchas cosas , de un volumen importante hubieran sido resueltas o atenuados los efectos perniciosos para nuestros compañeros si hubiéramos tenido la libertad necesaria de hacer gestiones por nuestra cuenta con los órganos de Gobierno. Habiendo observado la lentitud, la poca atención que en muchos casos se ponía por los únicos autorizados para resolver , hemos sugerido la necesidad de que por nuestra parte pudiéramos ventilar vis a vis con el Subsecretario del Ejército de Tierra cuantos casos se planteasen. Tenemos la seguridad de que, de haber sido así, hubiéramos obtenido óptimos resultados. No se creyó así y ahora -cada día más- nos reafirmamos en esta convicción ».

De la même façon, le délégué ajoutait peu après *« razones de disciplina confederal y anarquista nos priva (sic) significar hechos y cosas que van en desdoro de la gestión*

284 Ibid

-bien intencionada si se quiere- pero falta de la agilidad necesaria y de la independencia que la vida y la seguridad de los que luchan en el frente necesitan ».

La Section Défense catalane et son délégué au CEML (Merino) ne se contentaient pas de formuler de simples doléances ou des remontrances. Ils se donnaient les moyens de parvenir à leurs fins. La possibilité de dialoguer directement avec le Gouvernement et de court-circuiter voire de supprimer le Comité de Liaison manifestait leur volonté de contrôler directement les affaires du front. Pour atteindre cet objectif que les accords de l'Organisation leur déniaient encore, les catalans devaient, pour pouvoir envoyer des délégations, obtenir au préalable des permis de circulation que seul le Gouvernement était en mesure de délivrer. Section Défense et CEML n'hésitèrent pas à les solliciter directement auprès du Sous-Secrétaire de Guerre, Cordón, lequel, conscient des divisions que cela entraînait chez les libertaires, les accordait facilement. Le Comité National voyait une procédure irrégulière ; le 2 juillet, il envoya un courrier au CR de Catalogne dans lequel il rappelait véhémentement que seul le CN pouvait traiter avec le Gouvernement et qu'aucune visite sur le front ne pouvait s'effectuer sans le consentement de la Section Défense nationale, laissant entendre ainsi que cette dernière avait une prééminence sur son homologue régional :

« Nos vemos precisados a recordaros que, con los Organismos gubernamentales, sólo puede tenerse relación a través de este Comité Nacional.

En el orden militar, hay mutuo acuerdo establecido de que, todo cuanto haya que tramitar con las dependencias militares del Gobierno, se tramitará a través de nuestra Sección Defensa, para lo cual tenéis un delegado especial que forma parte de la misma que es el compañero García Oliver. También está convenido que al frente sólo se irá con conocimiento de esa Sección, por multitud de razones que no es el caso enumerar.

Cuanto decimos tiene su razón de ser en el hecho de que la Sección Defensa Regional de Cataluña se ha dirigido al Subsecretariado del Ejército de Tierra pidiéndole una cantidad de autorizaciones para circular por la zona leal y frentes de guerra a diferentes compañeros, autorizaciones que, claro está, Cordón, interesadísimo en ello, ha concedido inmediatamente ²⁸⁵».

Le contenu de la lettre et les documents qui l'accompagnaient (prouvant que les autorisations étaient toutes accordées pour des membres de la SD catalane)

²⁸⁵ La copie de cette lettre se trouve dans le courrier que la SD adresse au CEML le 04/07/1938, CDMH, PSB 944,8.

mettaient en lumière la compétition qui confrontait Comité National et CEML autour du pouvoir de la Section Défense .

Cette rivalité pour le contrôle de la politique de guerre -et donc de son principal levier, la SD- est confirmée par une autre source, un rapport que fait le délégué du CEML auprès de la SD nationale²⁸⁶. Ce dernier était García Oliver, un des anarchistes catalans les plus emblématiques et les plus influents : un tel détail montre bien l'importance que pouvaient revêtir les questions liées à la Section. Ce qui d'emblée semble significatif dans ce document, c'est que le titre « *La delegación del Comité Ejecutivo* » a été barré au crayon pour être remplacé simplement par « *Delegación* »²⁸⁷. Cette correction, probablement apportée par le destinataire (le Comité National) pourrait faire écho aux différends nés de la création du CEML que le comité national refusait de reconnaître, ce qui révélait déjà un certain état de tensions. Dans ce rapport, l'auteur (García Oliver) fait un bilan des apports et du travail réalisés par le CEML et par sa délégation auprès de la Section Défense nationale. Cette démarche permet de mettre en lumière non seulement la ligne politique définie par les libertaires catalans mais aussi les rivalités politiques existant entre Comité National et CEML au sein desquelles la SD occupe une place centrale.

García Oliver commence par rappeler dans quelles circonstances est née la délégation (le transfert du Comité de Liaison sous la tutelle du CN puis, en guise de compensation, l'instauration d'une délégation catalane au sein de la Section Défense nationale) ; ces deux décisions suscitent chez García Oliver des commentaires où se mêlent à la fois critique de l'action déployée par le comité de liaison et revendication d'un plus grand protagonisme des libertaires catalans dans la politique militaire de la SD :

« De esta manera, el Comité Ejecutivo adoptaba dos acuerdos ; uno que había de resultar bueno y positivo, y otro que, en la práctica, no había de beneficiar a la Sección Defensa Nacional, más bien había de trabarla y que, no obstante, tampoco beneficiaba a la Sección Defensa de Cataluña. El acuerdo bueno consistía en reforzar la Sección Defensa Nacional con una Delegación del Ejecutivo. El acuerdo malo para todos consistió en renunciar, a cambio de una Delegación, a seguir orientando y organizando directamente

286 *La Delegación del Comité Ejecutivo en la Sección Defensa nacional*, sd, PSB 523,13

287 De la même façon, le titre du document antérieur « *Informe del responsable del Comité Ejecutivo en la Sección Defensa de Cataluña* » avait été barré et remplacé « *Sección Defensa de Cataluña* » tout court.

la actividad de los compañeros que luchaban en el Frente del Este, dejándose en pie un Comité de Enlace de cuyas actividades sólo se puede hablar diciendo que las circunstancias y defectos de organización general impedían llenar las necesidades de intereses tan vastos como son los morales, materiales y políticos del Movimiento Libertario ».

Récupérer entièrement les prérogatives de leur Section Défense, peser sur les orientations politico-militaires au Comité National, tout dans le positionnement catalan indiquait que le CEML voulait jouer un rôle de premier plan dans les décisions à prendre en cette fin de guerre et qu'il ne comptait pas perdre son influence dans le processus de centralisation que menait également le CN.

L'explication de la ligne politique de la Section Défense du CEML, le « *concepto político-militar* » que détaille ensuite García Oliver lui permet de rappeler sa pertinence, son efficacité mais aussi son influence au sein de l'ensemble du mouvement libertaire : « *Este criterio [le concept politico-militaire] era inédito y no respondía a estímulos de Plenos orgánicos anteriores. Era del Comité Ejecutivo de Cataluña para ser desarrollado en la Sección Defensa Nacional en todo concernía a política militar. Era el criterio político general del Comité Ejecutivo que había de desarrollarse en nuestra política militar a través de su Delegado en la Sección Defensa Nacional, (...). Idéntico impulso recibió la Subsección Defensa nacional cuando se organizó con residencia en Valencia (...)* ».

De ces commentaires transparaît, encore une fois, la lutte d'influence entre le Comité National et la Catalogne. Il n'est pas déraisonnable de penser que cette dernière, qui avait donné et abritait encore les figures les plus en vue de l'Organisation et le plus grand nombre de militants, se sentait plus légitime à incarner le mouvement libertaire et surtout à imposer sa ligne politique face à un Comité National dont la gestion de la guerre et les propositions de négociation avaient suscité méfiance et réprobation.

Toujours dans le souci de justifier le bien-fondé de la politique mise en œuvre par le délégué SD du CEML, García Oliver ajoutait à la fin du rapport un aparté intitulé « *Otras actividades de la Delegación del Ejecutivo* ». Dans cette partie, il rappelait tout d'abord le rôle qu'avait joué la SD catalane dans la politique générale fixée par l'ensemble des dirigeants libertaires : « *La Delegación del Ejecutivo en la Sección Defensa Nacional ha sostenido las Concreciones 1-2 y 3 del Movimiento Libertario*²⁸⁸, *todas relacionadas con el problema de la guerra y por la obtención de una rápida victoria sobre los ejércitos contrarrevolucionarios e invasores de España. A este respecto, y por el mantenimiento inflexible de dichas tres Concreciones, se ha logrado desvanecer totalmente la atmósfera rarificada que después de Mayo, y por si acaptábamos o no la militarización, habíanle creado a nuestro Movimiento la malediciencia y la rivalidad política*²⁸⁹ ». Ce passage nous semble présenter un double intérêt. En mettant en avant l'efficacité de la politique du CEML et sa convergence avec celle défendue par les instances nationales, il rappelle et justifie tout d'abord le protagonisme que peuvent et veulent jouer les libertaires catalans dans les orientations politiques de cette fin de guerre. Il constitue par ailleurs un bon descriptif de ce que fut la Section Défense : un organisme qui a contribué à imposer la militarisation et la discipline, une structure qui a relayé et incarné les décisions politico-militaires des comités dirigeants et qui s'avérait suffisamment importante pour que son contrôle fût l'objet d'une lutte entre les responsables libertaires.

Le rapport fut aussi l'occasion de revenir sur les décrets de la fin août 1938. Selon García Oliver, le Comité National aurait voulu réduire l'influence du mouvement libertaire catalan en écartant de l'information, et donc de la prise de décision, le délégué du CEML. Un tel procédé, comme il l'explique dans une longue incise, avait débouché sur la rupture avec la SD nationale et le départ du délégué : « *el resultado fue, hasta la ruptura del Ejecutivo con la Sección Defensa Nacional, consecuencia de haber retirado la Regional catalana, con aprobación del Ejecutivo, sus delegados al Comité Nacional, a causa de unos Decretos de Gobierno,*

288 Ces clauses, annexées à l'acte de création du CEML, se trouvent dans le document intitulé *Concreciones fundamentales a que llega el Movimiento Libertario y de cuya aplicación cuidará el Comité Ejecutivo*, 3 avril 1938, (PSB 159, 3). Elles précisait : « 1°- *Sostener la guerra contra el fascismo mientras quede un palmo de tierra en poder del enemigo.* 2°- *Aceptar la militarización con todas sus consecuencias.* 3°- *No amparar a los desertores y prófugos, obligándoles a presentarse a las formaciones del Ejército Popular* ».

289 Ibidem

estrechamente relacionados con Guerra y de los cuales no tuvo noticia el Delegado del Ejecutivo a la Sección Defensa Nacional, el siguiente : (...) ²⁹⁰».

Le Comité National et sa Section Défense avaient-ils sciemment tenu à l'écart García Oliver ? Il n'est pas évident de le dire. Toujours est-il que le soutien apporté aux décrets par le Comité National s'inscrivait, au sein de l'Organisation, dans un processus de centralisation plus large et qui affectait la marge de manœuvre du CEML. Dès le début du mois d'août, lors d'un Plenum national des régions, des dispositions avaient été prises pour juguler les oppositions et subordonner les structures libertaires au CN. Le Comité Péninsulaire de la FAI était sommé de mettre un terme à « *su peligrosa posición*²⁹¹ » et à l'envoi de ses circulaires critiques. Si l'on rappelait les droits de l'organisation catalane, on précisait bien que le Comité National avait, *in fine*, la prééminence : « *Cuando nos encontremos en el dilema [sic] de beneficiar los intereses regionales , perjudicando los nacionales, el Comité Nacional decidirá por lo último, buscando la forma de lexionar [sic] lo mínimo los intereses regionales* ». Naturellement, la Section Défense avait droit à un aparté : « *Las Secciones de Defensa Regionales vienen obligadas a servir todo el material documental e informativo al Comité Nacional* ». Ce faisant, le Comité National subordonnait la SD catalane à la SD nationale ; en l'obligeant à communiquer ses documents -dont certains pouvaient être stratégiques- et en limitant les prérogatives du CEML catalan, le Comité National s'assurait de pouvoir gérer seul l'ensemble des questions liées à la guerre, à son issue et de contrôler l'instrument indispensable pour ce faire : la Section Défense. La demande de réorganisation du CN que ne manquèrent pas de demander les Catalans fut rejetée. C'est donc dans ce contexte qu'il faut replacer les débats et les échanges houleux qui surviendront dans les mois suivants. L'enjeu était crucial. Le CEML n'était pas disposé à minorer ou partager le travail d'une section dont le travail était indispensable pour orienter la politique de guerre...et recourir éventuellement à une épreuve de force.

²⁹⁰ Ibid

²⁹¹ Circulaire 25 envoyée aux comités locaux et présentant la copie des Acuerdos del Pleno de regionales celebrado en Valencia los días 2 y sucesivos de agosto de 1938, ISSH, CNT 33C

3) Conjectures sur la place du projet clandestin dans les conflits dirigeants de 1938

a) La situation de l'appareil clandestin catalan

L'appareil clandestin des libertaires espagnols présentait, en 1938, un bilan bien mitigé. Les réunions internes du début d'année avaient révélé que les activités des sections régionales connaissaient un développement contrasté et chaotique. En mars, seules deux structures semblaient structurellement organisées, la Section de Coordination catalane et celle du Levant : « *De hecho solamente se constataba en la vida orgánica de la Sección la existencia de dos Regionales, Cataluña y Levante*²⁹² ». Celle du Centre avait connu des débuts un peu laborieux mais commençait à être opérationnelle. Dans le contexte d'alors, marqué par la dégradation de la situation militaire, par les rumeurs inquiétantes de négociations de paix avec Franco et les violences croissantes infligées aux libertaires par les communistes, la volonté de donner une nouvelle impulsion à l'appareil clandestin apparut comme une urgente et indispensable nécessité. Les efforts fournis pour parvenir à cette fin furent-ils efficaces ? Pour y répondre, il faut consulter le rapport sur l'état de la Section Coordination au Levant et au Centre, rédigé par la section nationale en novembre 1938²⁹³. Il laisse apparaître que, dans la région de Valence, l'appareil clandestin souffrait toujours des mêmes maux : la Section, en tant que telle, « *no da señales de vida* » ; en réalité, elle ne s'était jamais émancipée de la tutelle de la Section Défense : « *Pedro [un agent de Coordinación du Levant] asegura que Coordinación funciona como Sub-sección de Defensa, en contra de su criterio, que cree debe recobrar su independencia. Que el hecho de esta involucración se debe a haberse hecho cargo Merino de la Sección Defensa a la par que de Coordinación*²⁹⁴ ». La situation semblait meilleure dans la région Centre. Le service qui y présentait le meilleur bilan était la sous-section Information ; si les autres sections avaient un fonctionnement particulier (que les agents expliquaient par le fait que Madrid était en soi une zone de front), elles étaient toutefois en mesure

292 Doc.cit, *Acta del Pleno Nacional de Secciones de Estadística celebrada los días 17 y 18 de marzo...*, IISH, CNT 005C.

293 *Informe del estado de la seccion de estadística en Levante y Centro*, IISH, CNT 005D.

294 Ibid

d'assurer leurs missions et étaient prêtes à assurer un coup de force : « *No perdamos de vista la situación de Madrid que, por considerarse frente de guerra, no puede aplicarse la estructuración de nuestros cuadros al pie de la letra, pero que esto no implica el abandono en la preparación de nuestra defensa ; que podía irme con la seguridad de que, hoy por hoy, en el Centro, y en caso de necesidad, nuestro sector sería dueño de la situación pues aunque los cuadros de la militancia no están organizados con el patrón recomendado, no por ello se dejaría de responder, máxime cuando se habían procurado "útiles" de trabajo en abundancia*²⁹⁵ ».

Il semble surprenant que ce document émanant de la Section Coordination nationale n'évoque pas la dernière région du camp républicain, la Catalogne. Était-ce parce que la Section avait déjà connaissance de la situation catalane ? Cela paraît peu probable : le manque de communication entre les structures clandestines régionales et nationale était une constante. Déjà en mars, la SC nationale regrettait ce cloisonnement : « *Las relaciones sostenidas con las Secciones organizadas (...) han sido en realidad muy limitadas. No ha pasado del primer periodo de un organismo naciente, no ha sido una información recíproca, total, que nos diere una pausa ascendente en este camino y ante esta falta de relación y no pudiendo ni queriendo ser la Sección Nacional un comité de relaciones que se limitaba a servir formularios, se ha tenido que iniciar una labor que podríamos llamar propia al servicio directo del Comité Nacional y Peninsular*²⁹⁶ ». Le rapport de novembre dressait un bilan voisin : sans parler du cas particulier du Levant, la Section de Coordination nationale ne recevait de rapports du Centre que de la seule sous-section Information : « *Yo no niego que Centro trabaja a su manera pero me quejo de no conocer al detalle los trabajos. Aseguro que no es capricho nuestro el estar al corriente de nuestra organización, lo precisamos para servir mejor a nuestro movimiento*²⁹⁷ ». Il est donc peu probable que l'organisation catalane ait assuré un meilleur partage des informations qu'elle détenait alors même que CN et CEML étaient en pleine rivalité. Au contraire, plusieurs indices laisseraient penser que les Catalans, dans leur logique de vouloir contrôler les affaires liées à la guerre, aient voulu garder entièrement le contrôle de leur appareil clandestin. Cette ambition était peut-être d'autant plus marquée que les autres Comités Régionaux CNT

295 Ibid

296 Doc.cit, *Acta del Pleno nacional...*, 17/03/1938, IISH, CNT 005C.

297 Ibidem

manifestaient un intérêt très relatif pour les possibilités qu'offrait la Section de Coordination²⁹⁸.

Plusieurs éléments invitent à penser que l'appareil clandestin des libertaires catalans ait eu une activité et un fonctionnement plus importants, plus efficaces. Pendant la période mars-novembre où les autres sections tentaient de se développer, parfois vainement, celle de Catalogne semblait montrer une certaine vitalité et un meilleur potentiel. Seule la Catalogne avait été en mesure, très tôt, de proposer son aide aux autres régions qui peinaient techniquement pour installer les appareils clandestins de communication et de transmission²⁹⁹. Sur les questions militaires et indépendamment de l'imbrication Sous-Section Militaire/Section Défense, la Catalogne semblait faire preuve d'un protagonisme suffisamment important pour participer activement à la construction de ce que devaient être les fameuses *Unidades de Defensa Confederal*. Les réunions qui devaient fixer le modèle type de ces unités de choc au début de l'année s'étaient déroulées sans la présence du Levant ni du Centre ; la collaboration des catalans y était en revanche notoire : aux côtés de la Section Coordination nationale se trouvaient la Fédération locale de Barcelone et la SSM catalane ; cette dernière avait d'ailleurs fourni une proposition d'organisation³⁰⁰.

Par ailleurs, concernant le Renseignement, plusieurs cartons d'archives renferment des fiches, des rapports on ne peut plus précis sur les personnes les plus en vue : toujours soupçonnés de négocier une paix en catimini, les nationalistes basques et catalans étaient suivis, fichés dans des documents nominatifs qui rappelaient leurs adresses et leur parcours³⁰¹. La société civile n'était pas négligée non plus par les agents catalans qui se livraient au même travail en portant une

298 Tout semble indiquer en effet que l'auteur -anonyme- de ce rapport était un membre de la FAI. Ce dernier, lors de ses visites régionales, visitait prioritairement les membres de cette organisation et précisait que c'était elle qui devait dynamiser ces structures clandestines. S'esquissait, en filigrane, une critique de la CNT et des JJLL dont le manque d'investissement pour le projet conspiratif était pointé dans les deux régions. Pour le Levant, il évoquait le besoin de « *intensificar la labor de esta Sección aunque la regional CNT y JJLL se muestran apáticas* ». Le constat n'était pas différent pour la région Centre : « *Convenimos en que la FAI procure hacer marchar la Sección aunque la regional CNT y JJLL no prestan la atención que merece* ». En fait, ce positionnement FAI en faveur d'une redynamisation de la Section secrète, de la volonté de travailler sérieusement à l'épreuve de force semblerait faire écho aux différends entre le Comité Péninsulaire de la FAI et le CN de la CNT.

299 Doc.cit, Acta del Pleno de sesiones de Estadística..., 17/03/38, IISH CNT 005C

300 IISH, CNT 005D

301 CDMH, PSB 1264,9

attention toute particulière sur les notables (médecins, avocats, ingénieurs...) ³⁰². Plus importante encore était la surveillance des casernes et de leur personnel. Là encore, les rapports montrent une surprenante précision : en plus du parcours idéologique de la personne contrôlée étaient consignées ses fréquentations (lieux, amitiés, relations amoureuses), des considérations matérielles (armement, nombre de personnes dans la caserne etc) ³⁰³ et une profusion de détails, parfois intimes, qui en disent long sur l'efficacité de l'espionnage catalan. Les informations sur les casernes et autres lieux stratégiques (liés au PSUC ou autres partis) prenaient une dimension parfois plus concrète en envisageant tout bonnement un assaut : une description des structures, avec ses éventuels points faibles, les scénarii d'attaques possibles y étaient mentionnés. La volonté d'infiltrer les forces policières étaient toujours en vigueur : lorsque fut créée la compagnie des Gardes d'assaut de la Généralité, en octobre, la sous-section Forces Armées de la Section Coordination catalane en informa immédiatement le CEML et parvint à y faire rentrer des agents ³⁰⁴. L'ensemble des services de Coordination, y compris celui de *Servicios Públicos* ³⁰⁵, semblait présenter en Catalogne, donc, un certain dynamisme et un rendement important.

Tous ces éléments permettent donc de penser que le CEML avait sérieusement envisagé de recourir à la force. Les rumeurs croissantes de négociations avec l'ennemi, les positions inquiétantes qu'avait soumis le CN au Plenum du printemps, l'envie d'en finir avec le gouvernement Negrin et avec les communistes honnis qui l'entouraient expliquent certainement l'apparente vitalité des services secrets libertaires en Catalogne. D'ailleurs, ce postulat pourrait expliquer une ou deux zones d'ombre qui entourent le CEML en 1938. Cette année fut en effet marquée par des échanges épistolaires, parfois tendus, entre Comité National et CEML concernant l'appareil clandestin. Le Comité National exigeait des explications sur la présence et les mouvements de certains agents catalans, repérés à Marseille ou Paris, et ayant réalisé des trafics prodigieusement juteux. Parfois, ces hommes étaient identifiés comme étant des proches de cadres libertaires bien précis : Mas et Xena. Ce dernier était le grand responsable de la Section Coordination auprès du CEML ³⁰⁶. Une telle affaire pourrait indiquer que les catalans cherchaient à financer

302 CDMH, PSB13,2

303 CDMH, PSB 1068,12

304 Voir leurs échanges à IISH, CNT, 36E.

305 CDMH, PSB 828,17

306 CDMH, PSB 178,49

leurs missions clandestines ou, tout autant, qu'il ne s'agissait là que d'opérations frauduleuses de barbouzes ; peut-être aussi ce genre d'obscur activité constituait-il une pratique habituelle (pour trouver des fonds de fonctionnement, des armes...). Quoi qu'il en soit, elle montre avant tout que le Comité National surveillait, non sans suspicion, les activités de la Section Coordination catalane, révélant par là même les probables motivations clandestines qu'il croyait déceler dans le CEML. De leur côté, les Catalans paraissaient se livrer au même exercice de surveillance en espionnant les haut cadres du CN qui occupaient des fonctions stratégiques : ce fut par exemple le cas du propre Mariano Vázquez³⁰⁷. Tout comme ce fut le cas pour la Section Défense, les potentialités de la Section de Coordination en firent un outil stratégique suffisamment important pour qu'elle fit l'objet d'une vigilance accrue entre deux entités qui se livraient une lutte d'influence.

L'autre zone d'ombre a trait à la composition même du CEML. Il peut sembler surprenant de trouver dans cet organisme autoritaire et si décrié dans l'historiographie libertaire la présence d'hommes qui furent des opposants notoires et durables à toute forme de collaboration ou de militarisation. Comment expliquer qu'un homme comme Xena ait pu intégrer le CEML ? Secrétaire de la FAI, il avait toujours combattu l'idée de collaborer avec le pouvoir et mis constamment en avant les idées libertaires : « *rechazó el colaboracionismo (haciendo gala de pureza de ideas y de una intransigencia que para muchos le ha caracterizado siempre) que allí acordaron los delegados* »³⁰⁸. Encore plus étonnante est la participation de Julián Merino qui faisaient partie des puristes et de la ligne la plus radicale du mouvement libertaire : il s'était opposé à la participation de la CNT au gouvernement, était contre la militarisation et la transformation des milices, avait joué un rôle de premier plan dans les événements de mai 1937 à Barcelone. Même après cet épisode, son opposition ne faiblit pas et fut à ce point importante et gênante que Garcia Oliver envisagea sa possible élimination³⁰⁹. Si l'on peut comprendre les aspirations qui ont

307 Voir El Asunto del azafrán, CDMH, PSB 178,49

308 Notice biographique dans IÑIGUEZ, Miguel, *Esbozo de una enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundación de estudios libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid 2001, p. 638.

309 Informations tirées de l'article publié par l'historien Daniel EVANS sur <https://libcom.org/history/merino-martínez-julián-1897-1977-danny-evans> [consulté le 02/06/2018] . La notice biographique se base sur la thèse de Doctorat de l'auteur : *The Conscience of the Spanish Revolution: Anarchist Opposition to State*

conduit les créateurs du CEML (García Oliver en premier lieu) à sélectionner de tels profils (pour mieux les contenir, pour faire montre d'une unité interne retrouvée), celles qui ont poussé les principaux intéressés à accepter de telles charges sont moins évidentes. Peut-être peut-on voir dans ce paradoxe un lien avec l'appareil clandestin : le CEML avait été créé en avril, juste après le Plenum qui avait donné son aval pour orchestrer le coup d'État qui renverserait Negrin et les communistes, à l'époque où courait le bruit qu'une paix négociée entre adversaires, Français et Britanniques était en préparation. Le coup de force tant attendu ne semblait plus, alors, une réalité lointaine et abstraite ; elle pouvait même ouvrir de nouvelles perspectives et stimuler des libertaires comme Xena et Merino. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de retrouver ces hommes (ou d'autres spécialistes des anciens comités de défense anarchistes) à des postes clés : Xena s'occupait de Coordination, Aurelio Fernández l'Ordre Public, Merino de la Défense (la SD, avec, dans son ombre, la SSM). Toutes ces considérations, sans constituer des affirmations, dessinent un ensemble d'indices assez convergents pour laisser penser que les libertaires catalans envisageaient sérieusement la possibilité d'organiser, par eux-mêmes, un coup d'État. Cette éventualité s'inscrivait dans leur volonté de peser dans les orientations finales à donner au conflit.

b) La question des exemptions

Une autre question gravitant autour des sections Défense et Coordination fit l'objet de différends entre Comité National et CEML : celle des exemptions. Contrairement à d'autres pays en guerre, l'Espagne n'avait pas eu recours à la mobilisation générale. Elle avait procédé par levées progressives. Avec l'extension et la généralisation du conflit, les *quintas* appelées pour combattre étaient de plus en

Collaboration in 1937
Evans, Daniel (2016) *The Conscience of the Spanish Revolution: Anarchist Opposition to State Collaboration in 1937*. PhD thesis, University of Leeds.

plus nombreuses et l'on arriva même, en 1938, à la *Quinta del biberón*. Ce procédé engendrait des difficultés pour les organisations : les personnes qui, à l'arrière, occupaient des charges à responsabilité laissaient leur poste vacant une fois mobilisées. Il fallait alors non seulement trouver mais aussi former rapidement d'autres militants pour les remplacer. Dans la lutte d'influence et de pouvoir que se livraient Comité National et CEML, une telle question ne pouvait occuper qu'une place de choix : obtenir des exemptions à la mobilisation permettait ainsi au CEML d'assurer son fonctionnement et par là même de défendre sa ligne politique.

Le document déjà cité dans lequel García Oliver, représentant du CEML auprès de la SD nationale, défendait le bilan de la politique catalane et faisait ses remontrances au CN évoquait précisément ce problème de la « militancia³¹⁰ ». Face à l'accroissement de la mobilisation, la Section Défense du CEML avait proposé cette solution légale de dérogation :

« Consecuente con las concreciones 8 y 9 del Movimiento Libertario, la Delegación del Ejecutivo intentó encontrar solución legal al problema de la militancia que, estando comprendida en quintas y no deseando ser desertora ni prófuga, desearía el Movimiento conservar al frente de sus Organismos, por considerarlo necesario a la propia defensa de la causa antifascista que sostenemos, dado el abandono en que quedan nuestras Organizaciones, sobre todo en las Comarcas, a causa de las levas, necesarias no obstante, para fortalecimiento del Ejército Popular.

La Delegación del Ejecutivo llevó a la Sección Defensa Nacional la idea de pedir al Frente Popular y al Gobierno que esta militancia -la nuestra y la de otros Partidos y Organizaciones- continuase en sus puestos, prestando servicio por el mantenimiento de la disciplina antifascista en la retaguardia, en calidad de Comisarios supernumerarios y sin sueldo afectos a la Secretaría de Propaganda del Comisariado del Ejército de Tierra ».

Cette demande des libertaires catalans pouvait s'expliquer logiquement. A l'heure où la militarisation avait touché l'ensemble de la région, au front comme à l'arrière, avec ce que cela pouvait supposer en terme d'organismes directifs, où la répression avait mis en prison de nombreux militants, où la mobilisation s'élargissait

310 *La Delegación del Comité Ejecutivo en la Sección Defensa nacional*, sd, PSB 523,13

et touchait désormais les plus jeunes (*la Quinta del Biberón*), le besoin en hommes était grand pour pouvoir répondre à la militarisation totale qu'imposait le CEML.

Pourtant, sans exclure l'interprétation précédente, certains aspects de ce passage peuvent inspirer une lecture supplémentaire. On peut en effet s'interroger sur le lien que pouvait avoir cette demande du CEML avec le projet conspiratif. A cette époque, nous l'avons dit, la crainte d'une dérive dictatoriale ou d'un coup d'état orchestré par les communistes, les rumeurs de paix négociée étaient fortes. Dans les oppositions entre Comité National et libertaires catalans, il est probable que le contrôle des sections stratégiques (Défense et Coordination) ait constitué un enjeu de taille. Contrôler tout ou partie de la SD, c'était aussi contrôler une partie essentielle de l'appareil secret qu'elle abritait et donc pouvoir peser sur les décisions fondamentales de cette fin de guerre. Cela expliquerait le besoin de maintenir dans leur fonction les hommes que le CEML avait dans ses différentes organisations et en particulier dans les « *Comarcas* » évoquées par García Oliver et qui avaient une importance notoire dans l'appareil clandestin. De la même façon, demander une dérogation pour que ces hommes puissent œuvrer au « *mantenimiento de la disciplina antifascista en la retaguardia* » peut poser question puisque cette mission incombait aux « Bataillons de l'Arrière » dont nous rappelons dans la deuxième partie qu'ils avaient une importance stratégique dans le dessein conspiratif des libertaires. Présentée comme un besoin qui répondait à la ligne politique commune au Comité National et au CEML³¹¹, cette demande pouvait présenter un intérêt plus stratégique, chose qui n'avait pas dû échapper aux responsables du Comité National qui l'avaient déclinée. Une telle lecture permettrait d'éclairer la phrase ambiguë, l'étrange allusion qui clôt le passage et le rapport de García Oliver : « *Con esta sugerencia, se daba solución a dos problemas : el de la militancia y las necesidades de sus Partidos y Organizaciones, y el del mantenimiento de disciplina antifascista en la retaguardia. Esta sugerencia-proposición del Ejecutivo no prosperó, y ya conoce el Movimiento Libertario de Cataluña por qué causas orgánicas de tipo nacional se llegó a una posición negativa* ».

311 Les clauses 8 et 9 du ML sont les suivantes : « 8º- Defender únicamente a los compañeros que, por error o incomprensión de las autoridades, caigan presos. 9º- Participación de la CNT en los gobiernos de la República y de la Generalidad, en los Municipios y en todos los órganos administrativos y directivos del país » (Doc. Cit, PSB 159, 3). Tous ces points, comme la lutte contre déserteurs et fugitifs, le besoin d'une large mobilisation, la défense de la cause et de l'unité antifascistes étaient aussi défendus par le CN.

Une exploration plus fine des sources pourrait permettre d'apprécier la validité de cette lecture. Pour décrire et mesurer la portée du conflit autour des exemptions, il faudrait au préalable répondre à une question : ces exemptions concernaient-elles les hommes qui travaillaient pour les sections stratégiques ? Sans arriver à une réponse définitive, plusieurs remarques s'imposent. Tout d'abord, la question des dérogations semblait revêtir un caractère sensible et stratégique pour les Catalans. C'est ce que montre une lettre qu'envoie le 3 juin le CEML à la *Federación Local de sindicatos Únicos* (dont nous rappelons le lien avec l'appareil clandestin dans la partie précédente) : « *Como el problema de las excepciones de movilización ha sido y es constantemente planteado a este Comité Ejecutivo, y dada la importancia que para el movimiento tiene la solución de este asunto, ha sido llevado al seno de la Sección Defensa Nacional por nuestro Delegado en la misma, compañero Juan García Oliver*³¹² ». D'autre part, il convient de remarquer que, selon les propos déjà cités de García Oliver, ces exemptions avaient pour but le « *mantenimiento de la disciplina antifascista* ». Le délégué avait déjà eu l'occasion de préciser cet objectif lors d'une réunion interne de la Section Défense nationale. Il expliquait que ces dérogations pouvaient être utiles non seulement pour lutter, à l'arrière, contre les fascistes mais aussi contre les autres adversaires politiques des libertaires ; le lien entre exemptions et appareil clandestin se dessinait alors un peu plus : ne pas accorder le nombre d'exemptions demandé, expliquait-t-il, « *equival[ia] a tanto como dejar abandonada a la retaguardia a los fascistas y demás adversarios políticos*³¹³ ». Les doléances des catalans suggèrent également quelques commentaires : Garcia Oliver expliquait, dans la réunion du Comité Nacional³¹⁴, que seules cinquante exemptions par *quinta* et pour les trois branches du mouvement libertaire du camp républicain étaient suffisantes. Cela équivalait à moins de vingt cas pour l'ensemble de la Catalogne. Ce nombre, modeste, impliquait donc une sélection rigoureuse des militants dont on jugeait l'action et la présence indispensables ; cela renvoie donc à notre question initiale : qui était concerné ? L'exploration des quelques sources trouvées sur ce sujet nous permettent, à nouveau, de désigner la Section Défense et la Section de Coordination comme les principales « bénéficiaires » de ces dérogations. En avril, les Jeunesses Libertaires firent parvenir à Merino, responsable des questions de Défense, la liste des cinq exemptions : sur ces cinq, l'un

312 PSB 828, 24

313 Acta de la reunión ordinaria de la SD del CN, 29/05/1938, IISH, CNT A27

314 Ibid

appartenait au CEML, un autre à la Section Défense, un troisième à celle de Coordination ; les deux derniers occupent des responsabilités au CR de Catalogne (on nous précise qu'ils ont des connaissances en Aviation ou en Marine)³¹⁵. Dans le même carton se trouvent des cas similaires ou parfois plus explicites encore, comme le cas de José Castillo. Ce dernier, responsable de *Coordinación local* et ancien chef du département de guerre³¹⁶, était donc indispensable. Son exemption donna lieu à plusieurs échanges assez administratifs entre les principaux acteurs du triangle clandestin : Défense, Coordination et Syndicats. Suite à un problème d'aval concernant Castillo, Merino rappelait l'avantage de telles dispenses : « *En respuesta a la vuestra grata fecha 15 del que cursa relacionada con el compañero Castillo, de la Sección de Coordinación local, he de deciros que ya está arreglado el asunto aunque solo sea momentáneo pues debéis entender -nosotros así lo entendimos- que ciertos puestos no pueden dejarse así como así y menos en manos de compañeros inexpertos*³¹⁷ ».

Il ne s'agit pas ici de démontrer que les exemptions demandées par les catalans portaient exclusivement sur les seuls membres des sections de Défense et de Coordination. Mais celles-ci étaient suffisamment nombreuses pour remarquer au moins que le CEML fournissait tous les efforts nécessaires pour que ses structures politiques et défensives fonctionnent de façon optimale et indépendante. Elles étaient la condition indispensable à l'imposition des orientations politico-militaires fixées par le CEML. Les démarches entreprises pour fournir des permis de circuler aux membres de la Section Défense et les demandes faites pour obtenir des exemptions n'avaient d'autre but que de rendre logistiquement possible l'application de leur politique. Conscient de cela, le Comité National avait constamment freiné et entravé les velléités catalanes. Dès la fin mai, les 50 exemptions demandées par García Oliver étaient disqualifiées par le chef de la SD nationale qui y voyait « un

315 CDMH, PSB, 944,8

316 Le département de guerre est manifestement le nouveau nom de la SSM selon ce que montre un document daté de mai 1938. Ce changement est peut-être la résultante de l'absorption de la SSM par la SD que nous évoquions précédemment. Cela expliquerait aussi pourquoi Merino (Defensa del CEML) prenne en charge son dossier. Il semblerait que José Castillo ait présenté sa démission du département de guerre en mai ; nous ignorons si elle fut acceptée ou non. (PSB 828,17). Ce même carton contient d'autres cas d'exemption liés aux sections stratégiques.

317 Lettre de Merino à la Federación de sindicatos unicos, 10/06/1938, CDMH, PSB 944,8

*disparate*³¹⁸ » et désignait le CN comme le seul organe à pouvoir statuer sur ce sujet. Quelques mois plus tard, observant la gestion de cette question, Garcia Oliver affirmait connaître « *por qué causas orgánicas de tipo nacional se llegó a una posición negativa*³¹⁹ ».

Dans la situation dégradée de 1938, la Section Défense était donc devenue un organisme central, un outil indispensable pour la mise en œuvre de toute orientation politico-militaire. Son contrôle constitua donc un enjeu et une source d'oppositions entre les différents responsables libertaires. Ces derniers avaient engagé un processus de centralisation-militarisation, y compris des organes directeurs, qui finit par engendrer de nouvelles tensions au sein des dirigeants : entre les différentes branches (FAI et CNT) d'une part, et entre le centre (CN) et la périphérie (CEML) d'autre part. Parce que les questions militaires, stratégiques et politiques étaient logiquement liées et omniprésentes, la Section Défense, tout comme celle de Coordination, ne pouvait échapper à ces affrontements : ses documents gardent parfois trace de ces oppositions et son contrôle, avec tout ce qu'il permettait sur les orientations cruciales à venir, fut l'objet de conflits. Il ne faut donc pas s'étonner que, lors du grand -et houleux- rassemblement libertaire de novembre 1938, un des 6 points de l'ordre du jour lui fût spécialement consacré, au milieu d'autres clauses éminemment politiques. La restructuration qui fut proposée³²⁰ parachevait la centralisation de la structure, avec une certaine prépondérance de la CNT et un alignement structurel et fonctionnel des SD régionales sur la section nationale. Cette transformation dut faire également l'objet d'un référendum comme les autres questions qui n'avaient pas obtenu l'unanimité. La Section Défense continuait donc à être source de divergences dans les derniers mois de la guerre, des divergences qui relevaient plus de l'opposition de principe que du calcul stratégique : la fin de la désastreuse bataille de l'Ebre marquait la fin des illusions et la victoire inévitable des Franquistes. Le CEML avait disparu, la Section Défense

318 Doc.cit, Acta de la reunión ordinaria..., IISH, CNT A27.

319 Doc.cit, CDMH, PSB 523,13

320 Voir José PEIRATS, *La CNT en la Revolución española*, Op.cit, vol.3, p. 253.

catalane entrait dans son crépuscule et décision fut prise de réduire considérablement le personnel et les sous-sections de cet instrument devenu inutile³²¹.

321 Lettre du secrétariat de la SD au CR de Catalogne, 6/12/1938, IISH, CNT 40D.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît que la Section Défense a joué un rôle plus important que celui qu'en ont retenu les très rares mentions historiographiques à son sujet. Au delà des questions d'affectations et d'assistance militaires, les sources que nous avons parcourues montrent que cette structure fut conçue pour être une véritable courroie de transmission et d'application des grandes orientations politiques et stratégiques des libertaires. Dès sa création, elle incarna et relaya les changements qui avaient cours chez les responsables anarchistes et anarcho-syndicalistes : la désignation de ses membres mettait un terme à la pratique plus habituelle de l'élection par la base ; durant toute l'année 1937, elle travailla activement à l'imposition de la militarisation, de la discipline et du respect hiérarchique conformément aux décisions des comités supérieurs et ce, en dépit des pratiques et des nombreuses plaintes libertaires qu'elle s'efforça de juguler.

Les activités de la Section explorèrent également le terrain politique en tentant de colmater les failles qu'avaient provoqué ces transformations chez des militants-soldats totalement désorientés. La lutte contre l'influence des communistes, qui inspiraient plus que de la méfiance tant chez les dirigeants que dans la base, fut l'un des axes les plus importants de son action. La base de renseignements qu'elle constitua à ce sujet et les diverses techniques qu'elle employa pour se les procurer firent de la SD un vrai service de renseignement voire d'espionnage. Si de telles données servaient certaines de ses missions officielles comme les affectations ou la défense de ses responsables militaires incriminés, elles pouvaient aussi s'avérer intéressantes pour la Sous-section Militaire qui agissait en son ombre. D'ailleurs, les prérogatives des deux sections arrivèrent à un tel point de convergence que la SD finit, semble t-il, par absorber la partie militaire de l'appareil clandestin ou, comme au Levant, l'ensemble de la Section de Coordination.

La Section avait donc travaillé à la mise en œuvre des principales transformations et orientations fixées par les dirigeants libertaires : l'imposition de la militarisation, l'orientation et la formation des soldats, la participation à un projet conspiratif et la lutte anti-communiste. Avec l'évolution du conflit et la progressive militarisation de l'ensemble de la société, la Section Défense catalane connut un développement important de sa structure et ne fut pas épargnée par ces bouleversements. Intervenant sur le Front et à l'arrière, son activité fut jugée par

certaines trop zélée ou trop indépendante. Les frictions avec le comité de liaison justifiaient la tenue de plusieurs réunions où furent redéfinies les missions de chaque organisme. Après la chute du front d'Aragon, la restructuration des organisations libertaires et l'instauration du CEML s'accompagnèrent en Catalogne d'une militarisation de la Section Défense. Les libertaires catalans entendaient par là réagir et s'affronter à la situation nouvelle et alarmante qui touchait désormais leur région. De telles initiatives heurtaient les dispositions du Comité National qui procédait également à la centralisation de tout le mouvement libertaire. Après avoir relayé les grandes orientations de ses dirigeants, la Section Défense en incarna les divisions : certains rapports se chargèrent de considérations politiques qui remettaient en cause l'action du comité national de la CNT ; les dissensions entre CEML et CN augmentèrent, débouchant même sur une rupture dans la collaboration entre les deux organismes. Au centre de ses oppositions se trouvait la question du contrôle de la SD ou de l'influence que la Catalogne, bastion historique de l'anarchisme espagnol, voulait avoir sur cette structure : parce qu'elle permettait la négociation avec le Haut-Commandement, qu'elle donnait la possibilité de connaître et d'encadrer toutes les troupes confédérales, qu'elle abritait une partie essentielle de l'appareil clandestin, la SD était devenue, semble-t-il, un outil indispensable pour décider des grandes orientations de la fin de la guerre.

S'intéresser à la Section Défense, à sa structure, à son fonctionnement, à ses objectifs -avoués ou non-, à ses faiblesses, c'est explorer une histoire de l'anarchisme espagnol. Parce qu'elle était une courroie de transmissions aux ordres des comités supérieurs, ses activités et ses rouages étaient le fidèle reflet de la ligne politique arrêtée par les dirigeants. Contrairement à d'autres structures qui se battirent pour défendre leurs prérogatives, la Section Défense et ses membres ne manifestèrent aucune réaction lorsque la structure fut militarisée et strictement encadrée par le CEML. Elle portait et incarnait les orientations politiques fixées en haut lieu et auxquelles elle souscrivait pleinement. Les rares mentions d'opposition que purent présenter ses rapports ne visaient que le Comité National : elle venaient donc à, nouveau, confirmer l'adhésion totale de ses membres aux positions du « clan » des Catalans. Aussi, faire le bilan de son action revient à faire une liste d'échecs, à l'image de celui du mouvement qu'elle incarnait. La Section Défense catalane parvint, certes, à s'imposer comme le principal organe militaire des

libertaires et réussit à constituer un fichier de renseignement important mais elle avait failli à ses principales tâches : les oppositions à la militarisation et à la discipline ne faiblirent jamais, le problème des armes et des vêtements fut une constante tout au long du conflit, la propagande et l'orientation des militants ne purent être efficacement réalisées et les effets de la lutte qu'elle menait contre les communistes restèrent marginaux. On comprend, dès lors, pourquoi cet instrument de pouvoir, cet organe indissociable de la militarisation libertaire, put sombrer dans l'oubli de l'historiographie anarchiste : il est la matérialisation d'un virage idéologique sans précédent, opéré au nom du réalisme de guerre, qui aura ajourné les menées révolutionnaires du moment et malmené les valeurs fondamentales de l'anarchisme. En vain.

Tout comme cette Section Défense dont il a essayé d'éclairer les rouages, ce travail de M2 présente encore quelques zones d'ombre et autres pointillés qu'il conviendrait de relier : le rôle détaillé des syndicats et des agents de terrain dans l'appareil clandestin, le fonctionnement de la Sous-Section Militaire après mars 1938 ou encore la place qu'occupait le projet conspiratif dans la ligne politique du CEML. Sa principale faiblesse est d'avoir été construit presque exclusivement sur les seules sources de la Section Défense : une exploration encore plus large des archives, et notamment de la documentation émanant des divers comités et des Plenums sans oublier celle de la FAI -peu consultée-, permettrait d'affiner les motivations qui déterminèrent la construction, les objectifs et les relations de cette structure. Quoiqu'il en soit et malgré ses lacunes, ce travail permettra peut-être de jeter un peu de lumière sur cet organisme resté dans l'ombre. Peut-être aussi pourra-t-il apporter une modeste contribution à ce récent élan historiographique consacré aux services secrets durant la guerre d'Espagne et qui porte généralement plus sur les services du Gouvernement que sur ceux des partis et syndicats qui y participèrent.

SOURCES

CDMH³²² de Salamanque

Politico-social BARCELONA (PSB)

PSB 378,4	PSB 10,2	PSB 13,2
PSB 378,2	PSB 1253,1	PSB 828,17
PSB 523,13	PSB 1068,12	PSB 178,49
PSB 512,8	PSB 11,4	PSB 828,24
PSB 237,6	PSB 908,4	PSB 1264,9
PSB 237,2	PSB 886,13	PSB 238,1
PSB 944,6	PSB 1402/14,1	PSB 159,3
PSB 944,8	PSB 615/3,10	PSB 338,10
PSB 1375	PSB 1171,2	PSB 523,13
PSB 1375,8	PSB 183,2	PSB 1199

Politico-social MADRID (PSM)

PSM 1886,2	PSM 543,38	PSM 1068,12
PSM 699,7		

Politico-social ARAGON (PSA)

PSA 33,17

Institut International d'Histoire Sociale (IISH) d'Amsterdam

CNT 85C	CNT A27	CNT 27A
CNT 94C	CNT C38	CNT C44
CNT 005D	CNT 005C	CNT 37C
CNT 94B	CNT41C	CNT 73A
CNT 33C	CNT36E	CNT 40D

322 Centro Documental de la Memoria Historica

BIBLIOGRAPHIE

La présente bibliographie n'est pas exhaustive, loin s'en faut : elle s'attache simplement à présenter les rubriques et les titres qui nous ont été utiles pour notre étude. Certaines œuvres de référence y ont été ajoutées.

OUVRAGES GENERAUX SUR LA GUERRE D'ESPAGNE

- BOLLOTEN, Burnett, *La guerra civil española, revolución y contrarrevolución*, Alianza, Madrid, 1989.
- PRESTON Paul, *El holocausto español*, Random House Mondadori, Barcelone, 2011
- GODICHEAU François, « La fin des légendes » in *Histoire*, 427, 2016.
- GODICHEAU François, *La guerre d'Espagne, de la démocratie à la dictature*, Gallimard, Paris, 200
- VILAR Pierre, *La guerre d'Espagne*, P.U.F, Paris, 1986.
- VIÑAS, Ángel, *La soledad de la República: El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Crítica, 2006.
- VIÑAS, Ángel, *El escudo de la República: el oro de España, la apuesta soviética y los hechos de mayo de 1937*, Barcelona, Crítica, 2007.
- VIÑAS, Ángel, *El honor de la República: entre el acoso fascista, la hostilidad británica y la política de Stalin*, Barcelona, Crítica, 2008.

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS, CATALANS ET LE POUVOIR

X Témoignages anarchistes et anarcho-syndicalistes.

Les témoignages libertaires publiés après la guerre ou à la fin de la Dictature sont très nombreux. Nous nous contenterons ici de donner quelques exemples d'ouvrages qui ont trait à notre étude.

- GARCIA OLIVER, Juan, *El eco de los pasos*, Blacklist, Barcelona, 2008.
- GIMENEZ, Antoine et Les Giménologues, *Les fils de la nuit*, Libertalia, 2016
- PAZ, Abel, *Durruti en la revolución española*, La esfera de los libros, Madrid, 2004.
- PAZ, Abel, *Crónica de la Columna de hierro*, Editorial Virus, Barcelona, 2004
- GRUNFELD, José, *Memorias de un anarquista*, Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 2000.
- PEIRATS, José, *De mi paso por la vida : memorias*, Flor del viento, Barcelona, 2009.
- SANZ, Ricardo, *Los que fuimos a Madrid. Columna Durruti*, 26a. División, Imprimerie du Laurier, Toulouse, 1969.

X Quelques synthèses sur le mouvement libertaire en Espagne

- CASANOVA Julián, *De la calle al frente. El anarcosindicalismo en España*, Crítica, Barcelona, 2010.
- IÑIGUEZ, Miguel, *Esbozo de una enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001.

X Les Anarchistes et le pouvoir

- AMOROS, Miquel, José Pellicer, *el anarquista íntegro. Vida y obra del fundador de la heroica Columna de Hierro*, Virus editorial, Barcelona, 2009
- AMOROS, Miquel, *La revolución traicionada (la verdadera historia de Balias y Los Amigos de Durruti)*, Barcelona, Virus, 2003.
- EALHAM Chris, « *De la unidad antifascista a la desunión libertaria* », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [en línea], 41-1, 2015, Consultado el 01 de octubre 2016.
- GODICHEAU François, *Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile espagnole (1936—1939)*, thèse de doctorat, dir Pr Bernard Vincent, EHESS, 2001, 3 vol.

- GODICHEAU François, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne*, Odile Jacob, Paris, 2004.
- GODICHEAU, François, « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la Cárcel Modelo de Barcelone pendant la guerre civile espagnole », in *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies*, Vol. 8, n°1 | 2004, 7-26.
- GUILLAMÓN Agustín, *Los amigos de Durruti, 1937-1939*, Balance, 3, 1994.
- GUILLAMÓN Agustín, *Las represiones contra la CNT y los revolucionarios*, Descontrol, Barcelona, 2015.
- LORENZO M César, *Le mouvement anarchiste en Espagne : pouvoir et révolution sociale*, Ed. Libertaires, Saint-Georges d'Orléon, 2006.
- PEIRATS José, *La CNT en la revolución española*, Ruedo Ibérico, Paris, 1952, 3 vol.
- POZO GONZÁLEZ José Antonio, *Poder legal y poder real en la Cataluña revolucionaria de 1936 : El gobierno de la Generalidad ante el Comité Central de Milicias Antifascistas y los diversos poderes revolucionarios locales*, Espuela de Plata, Sevilla, 2012.
- POZO GONZÁLEZ, José Antonio, *Del orden revolucionario al orden antifascista : la lucha política en la retaguardia catalana (septiembre de 1936 - abril de 1937)*, Espuela de Plata, Sevilla, 2015.
- TAVERA, Suzana et UCELAY DA CAL, Enric, *Grupos de afinidad, disciplina bélica y periodismo libertario 1936-1938*, in *Historia contemporánea*, 9, 1993.

LES ANARCHISTES DANS L'ARMEE.

X Etudes générales sur les aspects militaires

On trouvera dans cette rubrique les ouvrages importants concernant les aspects militaires du conflit : ils évoquent l'armée dans son ensemble et pas forcément les unités confédérales. Ils se sont néanmoins avérés utiles pour comprendre le fonctionnement de cette Armée fraîchement constituée.

- ALPERT Michael, *El ejército Popular de la República (1936-1939)*, Madrid, Crítica contrates, 2007.
- BEEVOR, Antony, *La Guerre d'Espagne*, Paris, Calmann-Lévy, 2006
- CARDONA, Gabriel, *Entre la revolución y la disciplina. Ensayo sobre la dimensión militar de la guerra*, in *Ayer*, 50, 2003.
- ENGEL, Carlos, *Historia de las Brigadas Mixtas del Ejército Popular de la República 1936-1939 (2da ed.)*, Almena ediciones, Madrid, 2005.
- . MATTHEWS, James, *Soldados a la fuerza : reclutamiento obligatorio durante la guerra civil 1936 – 1939*, Alianza, Madrid, 2013.
- SALAS LARRAZÁBAL, Ramón, *Historia del Ejército Popular de la República*, Editora Nacional, Madrid, 1973

X Services de Défense, d'Information, de renseignements

Nous avons choisi de faire figurer dans cette rubrique quelques articles et ouvrages concernant les différents services liés ou à l'armée ou aux domaines de la Défense. Hormis les travaux sur le SIM, les structures évoquées relèvent pour la plupart des organisations libertaires et ont donc été éclairantes pour notre étude.

- CIONINI, Valentin, «Solidarité Internationale Antifasciste, ou l'humanitaire au service des idées anarchistes», *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea: Spagna Anno Zero: la guerra come soluzione*,7, 29/07/2011.
- GODICHEAU, François, « *Le SIM de la République dans la guerre civile espagnole, la légende noire du contrôle politique* », in *Le mouvement social*, 201, 2002, p.29—52
- GUILLAMÓN, Agustín, *De los Comités de Defensa a las milicias Populares, Solidaridad Obrera*, número especial centenario de la CNT, janvier 2010.

- GUILLAMÓN, Agustín, *Los Comités de Defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938). De los Cuadros de defensa a los Comités revolucionarios de barriada, las patrullas de control y las Milicias populares*, Aldarull, 2011.
- RODRÍGUEZ VELASCO, Hernàn, *Una historia del SIM: antecedentes, origen, estructura y reorganizaciones del contraespionaje republicano*, in *Ayer*, 81, 2011.
- RODRÍGUEZ VELASCO, Hernàn,, « *El espionaje militar republicano durante la Guerra Civil Española* », in *Diacronie* [En ligne], N° 28, 4 | 2016, document 2, mis en ligne le 29 décembre 2016, consulté le 12 avril 2017.
- RODRÍGUEZ VELASCO, Hernàn, *Una derrota prevista, el espionaje militar republicano en la guerra civil*, Comares, 2012
- RUFAT, Ramón, *Espions de la République : mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne*, Allia, Paris, 1990.

METHODE ET HISTORIOGRAPHIE

- GODICHEAU, François, *La guerre civile espagnole, enjeux historiographiques et patrimoine politique*, in *Vingtième siècle*, 127, 2015/3.
- MARTIN NIETO, Isaac, *De la clase obrera a la acción colectiva. La historiografía sobre el movimiento libertario durante la Segunda República y la guerra civil*, in *Historia social*, 73, 2012, p145-171.
- MORADIELLOS, Enrique, *Ni gesta heroica, ni locura trágica: nuevas perspectivas sobre la guerra civil española*, in *Ayer*, 50, 2003.
- PROST, Antoine, *Douze leçon sur l'histoire*, ed. Points, Paris, 2014.
- TAVERA, Susanna, *El Anarquismo español. La historia del anarquismo español: una encrucijada interpretativa nueva*, in *Ayer*, 45, 2002, p 13-38.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	p.2
LISTE DES ABREVIATIONS	p.3
INTRODUCTION	p.4
1ère PARTIE La Section Défense face aux enjeux de la militarisation	p.11
1. La naissance de la SD et son rôle dans la militarisation	p.13
a) Du comité de guerre à la SD : naissance de la Section Défense	p.13
b) Les premières missions de la SD	p.16
c) Les difficultés structurelles des premiers mois	p.21
2. Le réalisme de guerre ou le maintien des idéaux anarchistes : la SD face aux difficultés et aux résistances	p.24
a) La militarisation comme compromis entre nécessité de guerre et préservation des acquis anarchistes	p.24
b) Oppositions des forces confédérales et permanence des idéaux libertaires	p.33
c) La SD et la gestion des contestations	p.33
3. Evolution des contestations, évolution de la SD	p.54
a) Une évolution des contestations ?	p.54
b) Evolution et bilan de la SD	p.61

2ème PARTIE Entre ombre et lumière : la SD, outil politique au service
des libertaires p.71

1. Lutter contre les communistes et contre la désorientation libertaire :
les missions politiques de la SD p.71

a) Les violences communistes dans l'Armée p.71

b) La SD face aux communistes p.76

c) La désorientation libertaire et le développement de la propagande p.81

d) L'efficacité limitée des interventions de la SD p.84

2. Entre ombre et lumière : la SD et l'appareil clandestin des libertaires p.88

a) Les activités clandestines des anarchistes dans les années 1930 :
sources et historiographie p.89

b) Dans l'ombre des sous-sections d'une structure publique :
la SD, service d'information p.98

3. Collusions et fusion des structures clandestines libertaires p.105

a) Les missions de la SD et de la Sous-Section Militaire : comparatifs p.105

b) Fonctionnement de l'appareil clandestin : ébauche de description p.116

c) Fusion du système de renseignement et prépondérance de la SD ? p.121

3ème PARTIE La SD en 1938, outil politique et enjeu pour le contrôle du pouvoir libertaire p.126

1. Lutte d'influences et rivalités pour contrôler les affaires du Front d'Aragon p.128

a) Le comité de liaison de la SD p.128

b) Le CEML et la militarisation de la SD p.132

c) Démission du comité de liaison p.135

2. La SD, enjeu pour le contrôle du pouvoir libertaire p.137

a) Les oppositions de l'été 1938 entre les comités dirigeants libertaires p.137

b) La SD, espace de contestations p.141

c) Le conflit entre CEML et CN pour le contrôle de la SD p.144

3. Conjectures autour de la place du projet conspiratif dans les conflits dirigeants de 1938 p.151

a) La situation de l'appareil clandestin catalan p.151

b) La question des exemptions p.157

CONCLUSION p.163

SOURCES p.167

BIBLIOGRAPHIE p.168